



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 3 ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1967

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
133

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

55. Περί κυρώσεως τῶν ὑπογραφεισθῶν τὴν 2αν Σεπτεμβρίου 1966 μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ρουμανίας Συμφωνιῶν. 1
57. Περί κυρώσεως τῆς μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Βρεταννικῆς τοιαύτης συμφωνίας περὶ συμψηφισμοῦ τῶν ἐκ τῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως Δωδεκανήσου ὑπὸ τῶν Βρεταννικῶν Ἀρχῶν προκυψασῶν ἐκατέρωθεν ἀπαιτήσεων καὶ περὶ καταβολῆς ἀποζημιώσεως εἰς τοὺς κατοίκους Δωδεκανήσου. 2

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

(1)

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΣ ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 55

Περί κυρώσεως τῶν ὑπογραφεισθῶν τὴν 2 Σεπτεμβρίου 1966 μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ρουμανίας Συμφωνιῶν.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ἀπεφασίσαντες καὶ διατάσσουσαν:

Ἐρῶντες μόνον

Κυροῦνται καὶ ἔχουσιν ἰσχύον Νόμου αἱ κατωτέρω Συμφωνίαι ὑπογραφείσαι ἐν Ἀθήναις τὴν 2αν Σεπτεμβρίου 1966 μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας:

1. Ἡ Συμφωνία περὶ διακανονισμοῦ τῶν ἐκκρεμῶν οἰκονομικῶν ζητημάτων μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν καὶ αἱ συναφεῖς ἐπιστολαί, τῆς ἰσχύος ταύτης ἀρχομένης ἀπὸ τῆς 2ας Σεπτεμβρίου 1966.

2. Ἡ Συμφωνία περὶ οἰκονομικῆς, βιομηχανικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας, τῆς ἰσχύος ταύτης ἀρχομένης ἀπὸ τῆς 2ας Σεπτεμβρίου 1966.

3. Ἡ μακροπρόθεσμος Συμφωνία περὶ ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν μετὰ τῶν προσηρτημένων αὐτῇ πινάκων, τῆς ἰσχύος ταύτης ἀρχομένης ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1966.

4. Ἡ Συμφωνία Πληρωμῶν, τῆς ἰσχύος ταύτης ἀρχομένης ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1966.

5. Ἡ Συμφωνία ἐπὶ τῆς Νευτιλίας μετὰ τῶν συναφῶν ἐπιστολῶν, ἥτις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 13 αὐτῆς ὁριζόμενα.

6. Ἡ Συμφωνία περὶ ἀντικαταστάσεως τοῦ Παραρτήματος τῆς ἀπὸ 2ας Μαΐου 1960 Συμφωνίας περὶ τῶν τακτικῶν ἐμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν, τῆς ἰσχύος ταύτης ἀρχομένης ἀπὸ τῆς 2ας Σεπτεμβρίου 1966.

7. Ἡ Συμφωνία ἡ ἀφορῶσα εἰς τὰς Ὑπηρεσίας Τηλεπικοινωνιῶν, ἥτις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 18 αὐτῆς ὁριζόμενα.

8. Ἡ Σύμβασις διὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν, ἥτις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 9 αὐτῆς ὁριζόμενα.

9. Τὸ πρόγραμμα μορφωτικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν ἀνταλλαγῶν, τὸ ὁποῖον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὰ ἐν παραγράφῳ 21 τοῦ 5ου Τμήματος αὐτοῦ ὁριζόμενα.

Τὰ ἐν τῷ μέλλοντι συναφθήσονται μετὰ τῆς Ρουμανίας διετούς ἰσχύος Προγράμματα μορφωτικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν ἀνταλλαγῶν θὰ τίθενται ἐν ἰσχύϊ δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν δημοσιευομένης εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Τὰ καίμενα τῶν ὡς ἄνω Συμφωνιῶν ἔπονται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ὁ παρὼν νόμος θάλει ἰσχύσει ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Ἰουνίου 1967

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤ. ΚΟΛΛΙΑΣ

ΓΡ. ΣΠΑΝΤΙΔΑΚΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Ν. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, Π. ΟΙΚΟΝΟΜΟΤ-ΓΚΟΥΡΑΣ, ΛΕΩΝ. ΡΟΖΑΚΗΣ, ΣΤ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ, Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝ. ΚΑΛΑΜΠΟΚΙΑΣ, ΑΔΑΜ. ΑΝΑΡΤΩΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, Γ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, Ν. ΟΙΚΟΝΟΜΟΠΟΥΛΟΣ, Π. ΤΣΑΡΟΥΤΗΣ, ΙΩΑΝ. ΤΣΑΝΤΙΛΑΣ, ΑΛΕΞ. ΜΑΤΘΑΙΟΥ, ΑΘ. ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ, ΑΛΕΞ. ΛΕΚΚΑΣ, ΣΠ. ΛΙΖΑΡΑΟΣ, Γ. ΓΕΩΡΓΑΚΕΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους Σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Ἰουνίου 1967

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΛΕΩΝ. ΡΟΖΑΚΗΣ

ACCORD

Entre le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie concernant le règlement des problèmes financiers en suspens entre les deux Pays.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, désireux de régler définitivement les problèmes financiers en suspens, de favoriser le développement des relations entre les deux pays et tenant compte des dispositions de l'Accord conclu entre les deux Gouvernements en date du 25 Août 1956, sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie paiera au Gouvernement du Royaume de Grèce une somme forfaitaire de 3.500.000 (trois millions cinq cents mille) dollars USA, à titre d'indemnité globale et définitive pour les prétentions de toute nature

de l'Etat grec et des personnes physiques et juridiques hellènes, envers l'Etat roumain et les personnes physiques et juridiques roumaines concernant:

a) Les biens, droits et intérêts qui ont été atteints par des mesures de nationalisation, expropriation, prise en administration ainsi que toutes autres mesures législatives ou administratives similaires, prises par l'Etat roumain avant la date de l'entrée en vigueur du présent Accord;

b) les biens immeubles qui se trouvent sur le territoire roumain appartenant aux ressortissants hellènes qui ont quitté la Roumanie jusqu'au 25 Août 1956 et qui ne rentrent pas dans les dispositions de l'alinéa a) du présent article.

c) des titres de la dette publique roumaine;

d) les créances financières et commerciales, engendrées avant la date de la signature du présent Accord, et qui concernent les biens, droits et intérêts visés à l'alinéa a et b ci-dessus.

Les obligations, découlant de l'Accord commercial et de paiements gréco-roumain en vigueur, ne sont pas affectées par les dispositions du présent Accord.

Article 2.

Le paiement intégral par le Gouvernement Roumain de la somme mentionnée à l'article 1 aura un effet libératoire pour l'Etat roumain et les personnes physiques et juridiques roumaines envers l'Etat hellénique et les personnes physiques et juridiques hellènes.

Après le paiement intégral par le Gouvernement Roumain de la somme mentionnée à l'article 1, le Gouvernement du Royaume de Grèce considérera intégralement et définitivement éteintes toutes les prétentions visées à l'article 1.

A partir de la signature du présent Accord, le Gouvernement du Royaume de Grèce s'engage à ne plus soutenir de quelque manière que ce soit envers le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie les prétentions réglées par le présent Accord.

Les ressortissants hellènes dont les biens, droits et intérêts, ont été réglés par le présent Accord sont libérés de toutes charges, obligations ou impôts vis-à-vis de l'Etat, Autorités et personnes physiques ou morales roumaines.

Article 3.

La répartition de la somme visée à l'article 1 entre les ayants droit relève exclusivement de la compétence du Gouvernement du Royaume de Grèce, sans qu'aucune responsabilité en résulte pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie.

Article 4.

L'Etat Roumain renonce en faveur de l'Etat hellénique à tous ses droits et prétentions sur les immeubles suivants, situés en Grèce :

1. Un immeuble, situé à Thessalonique, rue Miaoulis No. 36 (ancien 26).

2. Un immeuble, situé à Thessalonique, rue Socratus No 38 (ancien 40-42).

L'Etat hellénique renonce en faveur de l'Etat Roumain à tous ses droits et prétentions sur les immeubles suivants, situés en Roumanie :

1. Un immeuble, situé à Bucarest, rue Austrului (coin rue Mecet) No. 33.

2. Un immeuble, situé à Bucarest, rue Robert de flers No. 17-19.

L'Etat hellénique rachètera les meubles qui ont appartenu à l'Ambassade de Roumanie à Athènes au prix qui sera fixé d'un commun accord, devant intervenir au plus tard dans un an à partir de la date de la signature du présent Accord.

Article 5.

La somme, prévue par l'article 1 du présent Accord, sera payée par le canal des comptes prévus par l'article 2

de l'Accord de paiement entre les deux Pays, signé en date de ce jour, comme ci-après:

1. A partir de la signature du présent Accord: a) un pourcentage de 15 % sera prélevé sur les recettes provenant des paiements effectués en règlement de la valeur des exportations en Grèce d'outillage et d'équipement industriel roumain et b) un pourcentage de 8 % sera prélevé sur les recettes provenant des paiements effectués en règlement de la valeur de toutes les autres marchandises roumaines exportées en Grèce.

2. La Banque de Grèce portera le produit de ces prélèvements, au fur et à mesure de leur réalisation, par le débit du compte en dollars USA, tenu auprès d'elle, au nom de la Banque Nationale de la République Socialiste de Roumanie, au crédit d'un compte en dollars USA, ne portant pas d'intérêts ou frais, dénommé «Accord financier gréco-roumain du 2 septembre 1966», qui sera ouvert auprès de la Banque de Grèce au nom du Gouvernement Hellénique.

3. Les modalités techniques de transfert, relatives aux prélèvements prévus par les paragraphes précédents, seront établies d'un commun accord entre la Banque Nationale de la République Socialiste de Roumanie et la Banque de Grèce.

Article 6.

En vue de faciliter la répartition entre les ayants droit de la somme mentionnée à l'article 1, le Gouvernement Roumain communiquera à la requête du Gouvernement Hellénique tous les renseignements disponibles, nécessaires au contrôle et à la vérification des demandes d'indemnisation.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce remettra au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie les documents originaux disponibles (actes de propriété, titres de la dette publique, actions, obligations e.t.c.) ou tous autres documents sur la base desquels les requérants hellènes ont été indemnisés.

Article 7.

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Athènes le 2 septembre 1966, en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Grèce

Pour le Gouvernement de
la République Socialiste de
Roumanie
C. MANESCU

I. TOUMBAS

Le Président de la Délégation Hellénique

Athènes le 2 Septembre 1966

Monsieur le Président,

Mé référant à nos discussions, portant sur la question des immeubles appartenant à des ressortissants roumains et situés en Grèce, j'ai l'honneur de vous confirmer par la présente que ces immeubles ne feront pas l'objet d'un traitement moins favorable que celui prévu par la Loi Hellénique pour les immeubles des ressortissants étrangers en Grèce.

Il est entendu que le même traitement sera réservé aux immeubles appartenant à des ressortissants hellènes en Roumanie, qui n'ont pas été affectés par l'Accord financier, signé en date de ce jour./

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président de la Délégation Hellénique

I. TOUMBAS

S.E. Monsieur le Président de la Délégation Roumaine

Le Président
de la Délégation de la République
Socialiste de Roumanie

Athènes, le 2 septembre 1966

oM nsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 2 septembre 1966 ainsi libellée

Me référant à nos discussions portant sur la question des immeubles appartenant à des ressortissants roumains et situés en Grèce, j'ai l'honneur de vous confirmer par la présente que ces immeubles ne feront pas l'objet d'un traitement moins favorable que celui prévu par la Loi Hellénique pour les immeubles des ressortissants étrangers en Grèce.

Il est entendu que le même traitement sera réservé aux immeubles appartenant à des ressortissants hellènes en Roumanie, qui n'ont pas été affectés par l'Accord financier, signé en date de ce jour.

En réponse, je vous confirme l'accord de mon Gouvernement sur le contenu de cette lettre.

Veuillez, agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Président
de la Délégation de la République Socialiste de Roumanie
C. MANESCU

Son Excellence
Monsieur le Président
de la Délégation Hellénique
En Ville

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ελλάδος και της Κυβερνήσεως της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας, περί διακανονισμού των έκκρεμων οικονομικών ζητημάτων μεταξύ των δύο χωρών.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των νὰ διακανονίσουν ὀριστικῶς τὰ ἐκκρεμῆ οικονομικὰ ζητήματα, νὰ εὐνοήσουν τὴν ἀνάπτυξιν τῶν μεταξύ των δύο χωρῶν σχέσεων καὶ ἔχουσαι ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τῆς μεταξύ των δύο Κυβερνήσεων συναφθείσης ἀπὸ 25 Αὐγούστου 1956 συμφωνίας, συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα:

Ἄρθρον 1.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας θὰ καταβάλῃ εἰς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, κατ' ἀποκοπὴν, τὸ ποσὸν τῶν 3.500.000 (τριῶν ἑκατομμυρίων πεντακοσίων χιλιάδων) δολλαρίων Η.Π.Α. ὡς συνολικὴν καὶ ὀριστικὴν ἀποζημίωσιν διὰ τὰς πάσης φύσεως ἀπαιτήσεις τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῶν Ἑλληνικῶν φυσικῶν καὶ νομικῶν προσώπων ἐναντι τοῦ Ρουμανικοῦ Δημοσίου καὶ τῶν Ρουμανικῶν φυσικῶν καὶ νομικῶν προσώπων, αἵτινες ἀφοροῦν:

α) Τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα, δικαιώματα καὶ συμφέροντα ἅτινα ἐδίγησαν ὑπὸ μέτρων ἐθνικοποιήσεως, ἀπαλλοτριώσεως, βιοικητικῆς καταλήψεως, ὡς καὶ παντὸς ἄλλου παρομοίου νομοθετικοῦ ἢ διοικητικοῦ μέτρου ληφθέντος ὑπὸ τοῦ Ρουμανικοῦ Κράτους πρὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης συμφωνίας.

β) Τὰ ἐπὶ ρουμανικοῦ ἐδάφους κείμενα ἀκίνητα, τὰ ἀνήκοντα εἰς Ἑλλήνας ὑπηκόους ἐγκαταλείψαντες τὴν Ρουμανίαν μέχρι τῆς 25ης Αὐγούστου 1956, καὶ μὴ ἐμπέτοντα εἰς τὰς διατάξεις τοῦ ἐδαφίου α' τοῦ παρόντος ἁρθρου.

γ) Τοὺς τίτλους τοῦ ρουμανικοῦ δημοσίου χρέους.

δ) Τὰς οικονομικὰς καὶ ἐμπορικὰς ἀπαιτήσεις, τὰς γεννηθείσας πρὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης συμφωνίας, καὶ ἀφορώσας τὰ ἐν ταῖς ἀνωτέρω ἐδαφίοις α' καὶ β' ἀναφερόμενα περιουσιακὰ στοιχεῖα, δικαιώματα καὶ συμφέροντα.

Αἱ ἐκ τῆς ἰσχύουσης Ἑλληνορουμανικῆς συμφωνίας Ἐμπορίου καὶ Πληρωμῶν πηγάζουσαι ὑποχρεώσεις δὲν διέγονται ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον 2.

Ἡ εἰς τὸ ἀκέραιον καταβολὴ ὑπὸ τῆς Ρουμανικῆς Κυβερνήσεως τοῦ ἀναφερομένου ἐν ἁρθρῳ 1 ποσοῦ θὰ ἔχῃ ὡς ἀποτέλεσμα τὴν ἀπαλλαγὴν τοῦ ρουμανικοῦ Δημοσίου καὶ τῶν ρουμανικῶν φυσικῶν καὶ νομικῶν προσώπων ἐναντι τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῶν Ἑλληνικῶν φυσικῶν καὶ νομικῶν προσώπων.

Μετὰ τὴν εἰς τὸ ἀκέραιον καταβολὴν ὑπὸ τῆς Ρουμανικῆς

νῆσις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος θὰ θεωρήσῃ ὡς ὀλοσχερῶς καὶ ὀριστικῶς ἀποσβεσθείσας τὰς ἀναφερόμενας ἐν τῷ ἁρθρῳ 1 ἀπαιτήσεις.

Ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης συμφωνίας, ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ὑποχρεοῦται νὰ μὴ υποστηρίξῃ καθ' οἷονδήποτε τρόπον ἐναντι τῆς Ρουμανίας τὰς διὰ τῆς παρούσης συμφωνίας διακανονιζόμενας ἀπαιτήσεις.

Οἱ Ἕλληνες ὑπήκοοι τῶν ὁποίων τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα, δικαιώματα καὶ συμφέροντα διακανονίσθησαν διὰ τῆς παρούσης συμφωνίας ἀπαλλάσσονται παντὸς ἐάρους, ὑποχρεώσεως ἢ φόρου ἐναντι τοῦ ρουμανικοῦ Δημοσίου τῶν Ρουμανικῶν Ἀρχῶν καὶ τῶν ρουμανικῶν φυσικῶν καὶ νομικῶν προσώπων.

Ἄρθρον 3.

Ἡ κατανομή μεταξύ τῶν δικαιούχων τοῦ ἐν ἁρθρῳ 1 ἀναφερομένου ποσοῦ ἀνήκει ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, ἀνευ οὐδεμιᾶς εὐθύνης προκυπτούσης ἐντεῦθεν διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας.

Ἄρθρον 4.

Τὸ Ρουμανικὸν Δημοσίον παραιτεῖται ὑπὲρ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου ὅλων τῶν δικαιωμάτων καὶ ἀπαιτήσεων αὐτοῦ, ἐπὶ τῶν κάτωθι, ἐν Ἑλλάδι κειμένων, ἀκινήτων:

1. Ἐν ἀκίνητον κείμενον ἐν Θεσσαλονίκῃ, ὁδὸς Μιαούλη ἀριθ. 36, (παλαιὸν 26).

2. Ἐν ἀκίνητον κείμενον ἐν Θεσσαλονίκῃ, ὁδὸς Σωκράτους ἀριθ. 38, (παλαιὸν 40—42).

Τὸ Ἑλληνικὸν Δημοσίον παραιτεῖται ὑπὲρ τοῦ Ρουμανικοῦ Δημοσίου ὅλων τῶν δικαιωμάτων καὶ ἀπαιτήσεων αὐτοῦ ἐπὶ τῶν κάτωθι, ἐν Ρουμανίᾳ κειμένων, ἀκινήτων:

1. Ἐν ἀκίνητον, κείμενον ἐν Βουκουρεστίῳ, ὁδὸς Ἀουτρούλουι (γωνία ὁδοῦ Μέσσετ) ἀριθ. 33.

2. Ἐν ἀκίνητον κείμενον ἐν Βουκουρεστίῳ, ὁδὸς Ρομπέρ ντε Φλέρ, ἀριθ. 17—19.

Τὸ Ἑλληνικὸν Δημοσίον θὰ ἐξαγοράσῃ τὰ ἔπιπλα ἅτινα ἀνήκον εἰς τὴν ἐν Ἀθήναις Ρουμανικὴν Πρεσβείαν εἰς τιμὴν καθορισθεῖσαν διὰ κοινῆς συμφωνίας, συναφθεῖσας τὸ ἐραδύτερον ἐντὸς ἑτοὺς ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον 5.

Τὸ ὑπὸ τοῦ ἁρθρου 1 τῆς παρούσης συμφωνίας προβλεπόμενον ποσὸν θὰ καταβληθῇ μέσθ τῶν λογαριασμῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἁρθρου 2 τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ὑπογραφείσης μεταξύ τῶν δύο χωρῶν συμφωνίας πληρωμῶν, ὡς ἀκολουθῶς:

1. Ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης συμφωνίας: α) ἐν ποσοστὸν 15% θὰ παρακρατῆται ἐπὶ τῶν ἐσόδων τῶν προερχομένων ἐκ τῶν πληρωμῶν τῶν πραγματοποιουμένων πρὸς κάλυψιν τῆς ἀξίας τῶν εἰς Ἑλλάδα ἐξαγομένων ρουμανικῶν μηχανημάτων καὶ βιομηχανικοῦ ἐξοπλισμοῦ καὶ β) ἐν ποσοστὸν 8% θὰ παρακρατῆται ἐπὶ τῶν ἐσόδων τῶν προερχομένων ἐκ τῶν πληρωμῶν τῶν πραγματοποιουμένων πρὸς κάλυψιν τῆς ἀξίας ὅλων τῶν ἄλλων εἰς Ἑλλάδα ἐξαγομένων ρουμανικῶν ἐμπορευμάτων.

2. Ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος θὰ φέρῃ τὸ προῖον τῶν ἐν λόγῳ παρακρατημάτων, ἐν ᾧ μέτρῳ ταῦτα πραγματοποιοῦνται, διὰ τοῦ παρ' αὐτῇ τηρουμένου ἐπ' ὀνόματι τῆς Ἑθνικῆς Τραπεζῆς τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας λογαριασμοῦ εἰς δολλάρια Η.Π.Α. εἰς πίστωσιν ἀτόκου καὶ ἀνευ ἐξόδων λογαριασμοῦ εἰς δολλάρια Η.Π.Α. ἀνηγγισμένου παρὰ τῇ Τραπεζῇ τῆς Ἑλλάδος ἐπ' ὀνόματι τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐπονομαζομένου: «Ἑλληνορουμανικὴ οικονομικὴ συμφωνία τῆς 2ας Σεπτεμβρίου 1966».

3. Αἱ τεχνικαὶ λεπτομέρειαι μεταφορᾶς αἱ ἀφορῶσαι τὰ ὑπὸ τῶν προηγουμένων παραγράφων προβλεπόμενα παρακρατήματα θὰ καθορισθῶν διὰ κοινῆς Συμφωνίας μεταξύ τῆς Ἑθνικῆς Τραπεζῆς τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας καὶ τῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος.

Ἄρθρον 6.

Πρὸς διευκόλυνσιν τῆς κατανομῆς μεταξύ τῶν δικαιούχων τοῦ ἐν ἁρθρῳ 1 ἀναφερομένου ποσοῦ, ἡ Ρουμανικὴ Κυβέρνησις, αἰτῆσει τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως, θ' ἀνακοινώσῃ ἀπᾶν τοὺς διευθετήσιμους πλῆθοςοοσίαις, τὰς ἀναγκαζούσας διὰ τὸν

ἐλεγχον καὶ τὴν ἐξακριβώσιν τῶν αἰτήσεων ἀποζημιώσεως.
Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος θὰ διαβιβάσῃ εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας τὰ διαθέσιμα πρωτότυπα ἔγγραφα (τίτλοι κυριότητος, τίτλοι δημοσίου χρέους, μετοχαί, ὁμολογίαι κλπ.) ἡ πᾶν ἕτερον ἔγγραφον ἐπὶ τῇ ἐάσει τοῦ ὁποίου ἀπεζημιώθησαν οἱ Ἑλληγες δικαιοῦχοι.

Ἄρθρον 7.

Ἡ παρούσα συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμέραν τῆς ὑπογραφῆς τῆς.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 2 Σεπτεμβρίου 1966. εἰς δύο πρωτότυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ρουμανικῆς Σοσιαλ. Δημοκρατίας
Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ Κ. ΜΑΝΕΣΚΟΥ

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας

Ἀθῆναι τῇ 2 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Ἀναφερόμενος εἰς τὰς συζητήσεις ἡμῶν ἐπὶ τοῦ θέματος τῶν ἐν Ἑλλάδι κειμένων ἀκινήτων τῶν ἀνηκόντων εἰς ρουμάνους ὑπηκόους, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ βεβαιώσω ὑμᾶς διὰ τῆς παρουσίας ὅτι τὰ ἐν λόγω ἀκίνητα δὲν θ' ἀποτελέσουν ἀντικείμενον μεταχειρίσεως ὀλιγώτερον εὐνοϊκῆς ἐκείνης ἣτις προβλέπεται ὑπὸ τοῦ ἐλληνικοῦ νόμου διὰ τὰ ἐν Ἑλλάδι ἀκίνητα τῶν ξένων ὑπηκόων.

Ἐξυπακούεται ὅτι ἡ ἰδία μεταχείρισις θὰ ἐπιφυλαχθῇ διὰ τὰ ἐν Ρουμανίᾳ κείμενα ἀκίνητα τὰ ἀνήκοντα εἰς Ἑλλήνας ὑπηκόους, τὰ ὁποῖα δὲν θίγονται ὑπὸ τῆς υπογραφείσης σήμερον οἰκονομικῆς συμφωνίας.

Εὐαρεστηθῆτε, Κύριε Πρόεδρε, νὰ δεχθῆτε τὴν βεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ἡμῶν ὑπολήψεως.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας
Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ

Α.Ε. Κύριον Πρόεδρον τῆς Ρουμανικῆς Ἀντιπροσωπείας

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας

Ἀθῆναι τῇ 2 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ βεβαιώσω τὴν λήψιν τῆς ὑπὸ ἡμερομηνίας 2 Σεπτεμβρίου 1966 ὑμετέρας ἐπιστολῆς ἐχούσης οὕτω :

Ἀναφερόμενος εἰς τὰς συζητήσεις ἡμῶν ἐπὶ τοῦ θέματος τῶν ἐν Ἑλλάδι κειμένων ἀκινήτων τῶν ἀνηκόντων εἰς ρουμάνους ὑπηκόους, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ βεβαιώσω ὑμᾶς διὰ τῆς παρουσίας ὅτι τὰ ἐν λόγω ἀκίνητα δὲν θ' ἀποτελέσουν ἀντικείμενον μεταχειρίσεως ὀλιγώτερον εὐνοϊκῆς ἐκείνης ἣτις προβλέπεται ὑπὸ τοῦ ἐλληνικοῦ νόμου διὰ τὰ ἐν Ἑλλάδι ἀκίνητα τῶν ξένων ὑπηκόων.

Ἐξυπακούεται ὅτι ἡ ἰδία μεταχείρισις θὰ ἐπιφυλαχθῇ διὰ τὰ ἐν Ρουμανίᾳ κείμενα ἀκίνητα τὰ ἀνήκοντα εἰς Ἑλλήνας ὑπηκόους, τὰ ὁποῖα δὲν θίγονται ὑπὸ τῆς υπογραφείσης σήμερον συμφωνίας.

Εἰς ἀπάντησιν βεβαιῶ ὑμᾶς ὅτι ἡ Κυβέρνησίς μου εἶναι σύμφωνος πρὸς τὸ περιεχόμενον τῆς ἐν λόγω ἐπιστολῆς.

Εὐαρεστηθῆτε, Κύριε Πρόεδρε, νὰ δεχθῆτε τὴν βεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ὑμῶν ὑπολήψεως.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας
Κ. ΜΑΝΕΣΚΟΥ

Α. Ε. Κύριον Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας
Ε ν τ α ὅ θα

ACCORD

Entre le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la Republique Socialiste de Roumanie.
sur

la collaboration économique, industrielle et technique

Désireux de promouvoir la collaboration économique industrielle et technique correspondant aux intérêts mutuels des deux Pays et aux liens d'amitié qui les unissent, le Gouvernement hellénique et le Gouvernement roumain sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Les deux Gouvernements s'efforceront dans le cadre de leur législation interne à aider et à encourager le développement de la collaboration économique, industrielle et technique gréco-roumaine dans les domaines de l'industrie, des mines, du bâtiment, de l'agriculture, ainsi que dans d'autres domaines économiques d'intérêt commun.

Article 2.

La collaboration économique, industrielle et technique, étant l'objet du présent Accord comprendra:

a) collaboration entre les organisations économiques et les entreprises des deux Pays, en vue de l'élaboration de projets pour la construction d'usines et fabriques, l'élargissement et la modernisation de celles déjà existantes, y compris la formation des cadres;

b) collaboration entre les organisations économiques en matière de modernisation et standardisation, visant à améliorer le processus technologique de production, à augmenter la productivité et à perfectionner les méthodes de travail;

c) collaboration entre les organisations économiques en matière d'utilisation mutuelle des capacités de production disponibles;

d) collaboration entre les organisations économiques des deux Pays visant à élaborer et à réaliser des projets industriels sur les marchés tiers;

e) collaboration et assistance techniques, notamment au moyen d'échange d'experts et de livraison de matériel destinés aux essais dans le domaine de la recherche scientifique.

A cette fin, les deux Gouvernements encourageront la conclusion d'arrangements entre les organisations économiques, les associations et les entreprises des deux Pays, aussi bien qu'entre leurs institutions compétentes dans le domaine de la recherche scientifique.

Article 3

La Commission Mixte prévue par l'Accord Commercial à long terme signé en date de ce jour entre la Grèce et la Roumanie sera également compétente pour étudier, initier et constater les possibilités et l'orientation de la collaboration économique, industrielle et technique prévue par le présent Accord et de préparer pour les Gouvernements toutes les recommandations y afférentes.

Article 4

La collaboration prévue dans les domaines mentionnés au présent Accord s'effectuera toujours sur la base d'un contrat spécial, qui sera signé pour chaque cas concret entre les organisations économiques, les associations et les entreprises des deux Pays et qui fixera les détails techniques et économiques de la collaboration. Ces contrats, pour être conclus et exécutés, devront être préalablement approuvés par les autorités compétentes des deux Pays.

Article 5

Tout paiement qui résultera de l'exécution des contrats de collaboration économique, conclus en vertu du présent Accord, pourra être réglé soit par l'exportation des marchandises qui seront le produit des bo-

jectifs économiques atteints, soit par d'autres marchandises, soit par la voie du compte clearing en vigueur entre les deux Pays. De toute façon les détails concernant le paiement seront spécifiés dans les contrats de collaboration économiques prévus par l'Article 4 du présent Accord.

Article 6

Le présent Accord entrera en vigueur dès la date de sa signature et sera valable jusqu'au 31 décembre 1970.

Après cette date il sera prorogé par tacite reconduction pour des périodes annuelles, s'il n'est pas dénoncé avec préavis de trois mois avant la date de son expiration.

Les dispositions du présent Accord continueront d'être applicables aux transactions qui ne seront pas encore définitivement réalisées jusqu'au jour de son expiration.

Fait à Athènes le 2 septembre 1966 en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement Pour le Gouvernement de
du Royaume de Grèce la République Socialiste de

I TOUMBAS

Roumanie
C. MANESCU

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ελλάδος και της Κυβερνήσεως της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας περί οικονομικής, βιομηχανικής και τεχνικής Συνεργασίας.

Ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των ὅπως προωθήσουν οικονομικήν, βιομηχανικήν καὶ τεχνικήν συνεργασίαν, ἀνταποκρινομένην εἰς τὰ ἀμοιβαία συμφέροντα τῶν δύο χωρῶν καὶ εἰς τοὺς δεσμοὺς φιλίας αἰτίνες τὰς συνδέουν, ἡ Ρουμανικὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων:

Ἄρθρον 1.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις, ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς ἐσωτερικῆς των νομοθεσίας, θὰ καταβάλλουν προσπάθειας ὅπως βοηθήσουν καὶ ἐνθαρρύνουν τὴν ἀνάπτυξιν τῆς ἑλληνο-ρουμανικῆς οικονομικῆς, βιομηχανικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας εἰς τοὺς τομεῖς τῆς βιομηχανίας, μεταλλείων, κτιριακῶν κατασκευῶν γεωργίας ὡς καὶ ἐτέροισι οικονομικοῖς τομεῖς κοινῷ ἐνδιαφέροντι.

Ἄρθρον 2.

Ἡ οικονομική, βιομηχανική καὶ τεχνική συνεργασία, συνιστῶσα τὸ ἀντικείμενον τῆς παρούσης συμφωνίας θὰ περιλαμβάνῃ:

α) Συνεργασίαν μεταξὺ τῶν οικονομικῶν ὀργανισμῶν καὶ τῶν ἐπιχειρήσεων τῶν δύο Χωρῶν, ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐκπονήσεως προγραμμάτων διὰ τὴν κατασκευὴν ἐργοστασίων, τὴν ἐπέκτασιν καὶ τὸν ἐκσυγχρονισμόν ἤδη ὑπαρχόντων, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς καταρτίσεως τῶν στελεχῶν.

β) Συνεργασίαν μεταξὺ τῶν οικονομικῶν ὀργανισμῶν εἰς θέματα ἐκσυγχρονισμού καὶ τυποποιήσεως, ἐπὶ τῷ σκοπῷ βελτιώσεως τῆς τεχνολογικῆς διαδικασίας τῆς παραγωγῆς, αὐξήσεως τῆς παραγωγικότητος καὶ τελειοποιήσεως τῶν μεθόδων ἐργασίας.

γ) Συνεργασίαν μεταξὺ τῶν οικονομικῶν ὀργανισμῶν καὶ ὅσων ἀφορᾷ τὴν ἀμοιβαίαν χρησιμοποίησιν τῶν διαθεσίμων παραγωγικῶν δυνατοτήτων.

δ) Συνεργασίαν μεταξὺ τῶν οικονομικῶν ὀργανισμῶν τῶν δύο Χωρῶν ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐκπονήσεως καὶ θέσεως εἰς ἐφαρμογὴν βιομηχανικῶν σχεδίων ἀφορώντων ἀγορὰς τρίτων χωρῶν.

ε) Συνεργασίαν καὶ τεχνικὴν βοήθειαν ἰδίᾳ δι' ἀνταλλαγῆς ἐμπειρογνομόνων καὶ διαθέσεως ὑλικοῦ προωρισμένου διὰ πειράματα εἰς τὸν τομέα τῆς ἐπιστημονικῆς ἐρευνῆς.

Ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ αἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ ἐνθαρρύνουν τὴν σύναψιν συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν οικονομικῶν ὀργανισμῶν, ἐνώσεων καὶ ἐπιχειρήσεων τῶν δύο Χωρῶν, ὡς ἐπίσης καὶ μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων ὀργάνων εἰς τὸν τομέα τῆς ἐπιστημονικῆς ἐρευνῆς.

Ἄρθρον 3.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἥτις προβλέπεται ὑπὸ τῆς μακρο-προθέσου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας τῆς ὑπογραφείσης ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ρουμανίας θὰ εἶναι ὡσαύτως ἀρμοδίᾳ διὰ νὰ μελετᾷ, ἀναλαμβάνῃ πρωτοβουλίας καὶ διαπιστῶνῃ τὰς δυνατότητας καὶ τὸν προσανατολισμὸν τῆς οικονομικῆς, βιομηχανικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ προετοιμάζῃ διὰ τὰς Κυβερνήσεις ὅλας τὰς σχετικὰς συστάσεις.

Ἄρθρον 4.

Ἡ προβλεπομένη συνεργασία ἐντὸς τῶν ἀναφερόμενων διὰ τῆς παρούσης συμφωνίας τομέων θὰ πραγματοποιηθῇ πάντοτε βάσει ἐιδικῆς συμβάσεως ἡ ὁποία θὰ ὑπογράφεται δι' ἐκάστην συγκεκριμένην περίπτωσιν μεταξὺ τῶν οικονομικῶν ὀργανισμῶν, τῶν ἐνώσεων καὶ τῶν ἐπιχειρήσεων τῶν δύο χωρῶν καὶ ἡ ὁποία θὰ καθορίζῃ τὰς τεχνικὰς καὶ οικονομικὰς λεπτομερείας τῆς συνεργασίας. Ἡ σύναψις καὶ ἐκτέλεσις τῶν συμβάσεων τούτων θὰ ὑπόκειται εἰς προηγούμενην ἔγκρισιν τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 5.

Πᾶσα πληρωμὴ ἥτις θέλει προκύβῃ ἐκ τῆς ἐκτελέσεως τῶν συμβάσεων οικονομικῆς συνεργασίας, τῶν συναπτομένων δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ δύναται νὰ διακανονίζεται εἴτε δι' ἐξαγωγῆς τῶν ἐμπορευμάτων ἅτινα θὰ συνιστοῦν τὸ προϊόν τῶν ἐπιτευχθέντων οικονομικῶν σκοπῶν, εἴτε δι' ἐτέρων ἐμπορευμάτων, εἴτε μέσῳ τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ κληρικῆ τοῦ ἰσχύοντος μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν. Ὅπωςδήποτε αἱ λεπτομέρειαι αἱ ἀφορῶσαι τὴν πληρωμὴν θὰ καθορίζονται εἰς τὰς συμφωνίας οικονομικῆς συνεργασίας τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 4 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 6.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θέλει τεθῇ εἰς ἐφαρμογὴν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς της καὶ θέλει ἰσχύσῃ μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1970.

Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην θὰ παρατείνεται διὰ σιωπηρᾶς ἀνανεώσεως δι' ἐτησίως περιόδους, ἐὰν δὲν ἤθελε καταγεληθῇ κατόπιν προειδοποιήσεως τριῶν μηνῶν πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐκπονοῆς της.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ ἐξακολουθήσουν νὰ τυγχάνουν ἐφαρμογῆς ἐπὶ τῶν συναλλαγῶν αἰτίνες δὲν θὰ ἔχουν εἰσέτι ὀριστικῶς πραγματοποιηθῇ μέχρι τῆς ἡμέρας ἐκπονοῆς της.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 2 Σεπτεμβρίου 1966 εἰς δύο ἀντίτυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας

I. ΤΟΥΜΠΑΣ

K. MANESCU

Accord à Long Terme

Relatif aux échanges commerciaux entre le Royaume de Grèce et la République Socialiste de Roumanie

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie considérant que le développement des relations commerciales entre la Grèce et la Roumanie répond aux intérêts des deux Pays et animés du désir de créer une base solide pour les échanges commerciaux sont convenus de conclure Accord à long terme relatif aux échanges commerciaux entre les deux Pays pour une période de cinq ans.

Article 1

Dans le cadre de la réglementation en vigueur dans chacun des deux Pays les deux Gouvernements prendront toutes les mesures nécessaires pour faciliter et développer l'échange de marchandises qui s'effectuera pendant la période allant du 1er janvier 1966 jusqu'au 31 décembre 1970 conformément aux dispositions du présent Accord.

Article 2

Au cours de la première année de la validité du présent Accord, soit à partir du 1er janvier 1966 jusqu'au 31 décembre 1966, l'échange de marchandises entre les deux Pays s'effectuera sur la base des contingents prévus, respectivement dans les listes «A» et «B» annexées au présent Accord. Ces listes qui font partie intégrante du présent Accord serviront comme base pour la conclusion des listes de marchandises pour chaque période annuelle pendant la validité de ce même Accord.

Ces dernières listes seront établies par les deux parties lors de la conclusion des Protocoles annuels relatifs aux échanges commerciaux entre la Grèce et la Roumanie. A cette occasion les Parties contractantes s'efforceront d'augmenter les contingents prévus dans les listes «A» et «B» ci-annexées ainsi que le nombre des produits devant faire l'objet des livraisons réciproques.

Toutefois si les Parties ne se réunissent pas pour établir les listes nouvelles, celles établies pour l'année précédente seront automatiquement prorogées pour une nouvelle période annuelle et ainsi de suite.

Article 3

Les autorisations d'importation et d'exportation, en tant que ce soit nécessaire, seront délivrées dans le cadre des réglementations en vigueur par les autorités compétentes pour les marchandises établies en quantités ou en valeurs inscrites dans les listes «A» et «B» annexées au présent Accord.

Les autorités compétentes des deux Pays examineront avec bienveillance dans le cadre de la réglementation en vigueur des demandes d'importation ou d'exportation des marchandises au delà des quantités prévues aux listes ou pour des produits qui n'y figurent pas. Il est entendu que les marchandises importées dans chacun des deux pays seront destinées à la consommation intérieure de ce pays. Toutefois les deux parties examineront avec bienveillance des propositions concernant la possibilité de réexportation pour certaines marchandises et leur destination.

Article 4

Les parties contractantes s'appliqueront réciproquement le régime de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les taxes douanières, les taxes et les impôts, ainsi que dans la manière de percevoir ces taxes douanières, taxes et impôts, en ce qui concerne les réglementations douanières et les différentes formalités relatives à l'importation, l'exportation et au dédouanement des marchandises.

Ce régime ne comprendra pas :

a) Les privilèges que l'une des parties contractantes a reconnu ou reconnaîtra aux pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier :

b) Les avantages découlant d'une union douanière qui existe déjà ou qui sera signée ultérieurement par l'une des parties contractantes.

Article 5

Les paiements afférents aux échanges commerciaux prévus dans le présent Accord seront effectués conformément aux dispositions de l'Accord de paiements signé en date de ce jour.

Article 6

Les deux parties contractantes étudieront avec bienveillance les propositions éventuelles provenant de l'une ou l'autre des parties, se rapportant à la conclusion de transactions multilatérales.

Article 7

Les deux parties contractantes sont d'accord à ce que des matières premières soient expédiées de l'un des pays vers l'autre conformément aux dispositions

sion temporaire, en vue d'être transformées en produits finis et réexportées vers le pays fournisseur.

Tous les frais afférents au processus de transformation de ces matières premières en produits finis seront réglés soit par l'envoi d'une quantité supplémentaire de matières premières ou d'autres marchandises du pays exportateur, soit par voie de clearing.

Les contrats conclus entre les intéressés pour ces opérations de transformation seront soumis à l'approbation préalable des autorités compétentes des deux pays.

Article 8

Les deux Gouvernements institueront une commission mixte composée de représentants des deux parties. Cette commission aura pour tâche d'établir des nouvelles listes de marchandises, de surveiller l'exécution du présent Accord et de soumettre aux deux Gouvernements toute proposition tendant à améliorer les relations commerciales entre les deux pays.

La commission mixte se réunira à la demande de l'une ou l'autre des parties, alternativement à Athènes et à Bucarest.

Article 9

Le présent Accord remplace l'Accord sur les échanges commerciaux entre le Royaume de Grèce et la République Socialiste de Roumanie du 19 mai 1954, ainsi que les protocoles y relatifs du 9 novembre 1956 et du 8 juillet 1959.

Article 10

Le présent Accord entrera en vigueur rétroactivement à partir du 1er janvier 1966 et sera valable jusqu'au 31 décembre 1970.

Après cette date il sera prorogé par tacite reconduction pour des périodes annuelles, s'il n'est pas dénoncé avec préavis de trois mois avant la date de son expiration.

Les dispositions du présent Accord continueront d'être applicables aux transactions qui ne seront pas encore définitivement réalisées jusqu'au jour de son expiration.

Fait à Athènes le 2 septembre 1966 en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Grèce

Pour le Gouvernement de
la République Socialiste de
Roumanie

J. TOUMBAS

C. MANESCU

LISTE «A»

Marchandises roumaines à exporter vers la Grèce
No. Designation des marchandises Valeur en
1.000 USA\$

1. Produits pétroliers	P.M.
2. Bois de sciage et produits finis y compris panneaux en fibres	2.600
3. Caises en bois et douves travaillées	1.000
4. Tracteurs et machines agricoles	1.000
5. Machines et produits de l'industrie électrotechnique et de l'industrie métallurgique	1.000
6. Machines diverses à usage domestique (machines à coudre, machines à laver, rechauds et fourneaux à gaz, radiateurs, compteurs d'eau d'un diamètre plus de 3 inc., fers à repasser etc.)	600
7. Outillage pétrolier	P.M.
8. Matériel roulant	P.M.
9. Outillage énergétique	P.M.
10. Tissus de coton et fibranne	100
11. Verrerie	50
12. Produits chimiques et pharmaceutiques	500

13. Animaux vivants, viande et produits de viande	1.000
14. Plantes médicinales	10
15. Graines de courge	10
16. Graines de chanvre	P.M.
17. Oeufs	P.M.
18. Amidon	P.M.
19. Boissons spiritueuses et vins	10
20. Alcool	P.M.
21. Papier divers (papier kraft, papier d'imprimerie et à écrire, etc)	500
22. Produits réfractaires	P.M.
23. Câbles électriques en aluminium, cordons et conducteurs électriques etc.	100
24. Produits de Partisanat	10
25. Livres, films, disques de musique, etc.	20
26. Beurre	P.M.
27. Fromages	500
28. Sel de mine	50
29. Baignoires	50
30. Tubes en fonte et tuyaux en acier pour installations	150 P.A.
31. Tubes en amiante-ciment	P.M.
32. Roulements	50 P.A.
33. Pneus auto et vélo y compris les chambres à air	150 P.A.
34. Articles en matières plastiques	100
35. Articles sanitaires en porcelaine	20
36. Matériaux de constructions (béton d'autoclave, plaque céramiques, etc)	15
37. Cellulose de roseau	P.M.
38. Instruments de musique	10
39. Timbres philatéliques	5
40. Divers	390

LISTE «B»

Marchandises grecques à exporter vers la Roumanie

No.	Désignation des marchandises	Valeur en 1.000 USA \$
1.	Agrumes	800
2.	Olives	2.150
3.	Fruits secs (raisins secs, figues séchés, etc)	150 P.A.
4.	Produits de poisson	30
5.	Cédrate en saumure	P.M.
6.	Huile d'olives	P.M.
7.	Vins et boissons spiritueuses	10
8.	Tabac	200
9.	Coton	2.000
10.	Fils de coton ...	600
11.	Tissus de coton	400
12.	Fils de laine	75
13.	Ficelle lieuse	50
14.	Peaux brutes ovines et caprines	650
15.	Extraits tannants et vallonnées	200
16.	Eponges de mer	15
17.	Huile de térébenthine et colophane	100
18.	Minerais de fer	150 P.A.
19.	Magnesie calcinée	100
20.	Eméri en poudre	30
21.	Livres, films, disques de musique, etc	20
22.	Tissus en laine et en laine mélangée avec d'autres fibres et bonneterie	1.000
23.	Bauxite	P.M.
24.	Plantes médicinales	10
25.	Caroubes	P.M.
26.	Lames à raser	100
27.	Produits de l'artisanat	10
28.	Machines diverses à usage domestique	300
29.	Divers	350

Le Président
de la Délégation hellénique

Athènes le 2 Septembre 1966

Monsieur le Président,

gnature en date de ce jour de l'Accord Commercial à long terme entre la Grèce et la Roumanie, j'ai l'honneur de vous informer que pendant l'année 1966 les autorités helléniques compétentes délivreront des licences d'exportation de peaux brutes ovines et caprines, d'une valeur additionnelle de \$200.000, en plus du contingent respectif de \$ 650.000, qui est inscrit à la liste «B» annexée à l'Accord précité.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Président
de la Délégation hellénique

S.E. Monsieur

Le Président de la Délégation roumaine

Le Président
de la Délégation Roumaine

Athènes le 2 septembre 1966

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue :

«Me référant aux négociations qui ont abouti à la signature en date de ce jour de l'Accord Commercial à long terme entre la Grèce et la Roumanie, j'ai l'honneur de vous informer que pendant l'année 1966 les autorités helléniques compétentes délivreront des licences d'exportation de peaux brutes ovines et caprines, d'une valeur additionnelle de \$200.000 en plus du contingent respectif de \$650, qui est inscrit à la liste «B» annexée à l'Accord précité.

Veillez agréer, Monsieur le Président l'assurance de ma très haute considération.

Président
de la Délégation Roumaine
C. MANESCU

Monsieur

J. TOUMBAS

Président de la
Délégation hellénique

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΜΑΚΡΟΠΡΟΘΕΣΜΟΣ

Σχετική με τας εμπορικές συναλλαγάς μεταξύ τῶν Βασιλείων τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας.

Ἡ Β. Κυβέρνησις τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, θεωροῦντι ὅτι ἡ ἀνάπτυξις τῶν ἐμπορικῶν σχέσεων μεταξύ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ρουμανίας ἀνταποκρίνεται εἰς τὰ ἐνδιαφέροντα ἀμφοτέρων τῶν χωρῶν, καὶ διαπισθόμεναι ὑπὸ τῆς ἐπιθυμίας νὰ δημιουργήσουν μίαν σταθερὰν βάσιν διὰ τὰς ἐμπορικές συναλλαγάς, συνεφώνησαν νὰ συνάψουν μακροπρόθεσμον συμφωνίαν σχετικῶς μετὰ τὰς ἐμπορικές συναλλαγάς μεταξύ τῶν δύο χωρῶν διὰ μίαν περίοδον πέντε ἐτῶν.

"Ἀρθρον 1.

Ἐν τῇ πλαισίῳ τῶν ἐν ἰσχύϊ εἰς ἑκατέραν χώραν διατάξεων αἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ λάβουν ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ διευκολύνουν καὶ ἀναπτύξουν τὴν ἀνταλλαγὴν ἐμπορευμάτων ἥτις θὰ λάβῃ χώραν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1966 μέχρι 31ης Δεκεμβρίου 1970 συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμφωνίας.

"Ἀρθρον 2.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ πρώτου ἔτους τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἥτοι ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1966 μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1966, ἡ ἀνταλλαγὴ ἐμπορευμάτων μεταξύ τῶν δύο χωρῶν θὰ λάβῃ χώραν βάσει ποσοστῶσεων τῶν προβλεπόμενων ἀντιστοίχως εἰς τοὺς συνημμένους τῇ παρούσῃ Συμφωνία πίνακες «α» καὶ «β». Οἱ πίνακες οὗτοι, οἱ ὁποῖοι ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον τμήμα τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ χρησιμεύουν ὡς ἐξάρις διὰ τὴν κατὰ τὴν ἀνάγκην ἐμπορευμάτων δι' ἐκάστην ἐτήσιαν περίοδον κατὰ τὴν διάρκειαν

Οι τελευταίοι ούτοι πίνακες θα καταστρώνονται υπό των δύο Μερών κατὰ τὴν σύναψιν των ἐτησίων πρωτοκόλλων, των σχετικών με τὰς ἐμπορικὰς συναλλαγὰς μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ρουμανίας. Ἐπὶ τῇ ἐγκρίσει ταύτῃ τὰ συμβαλλόμενα μέρη θα προσπαθοῦν νὰ ἀξιώνουν τὰς ποσοστῶς τὰς προβλεπομένης εἰς τοὺς συνημμένους πίνακες (α) καὶ (β) ὡς καὶ τὸν ἀριθμὸν των προϊόντων ἅτινα θα ἀποστελοῦν ἀντιθέμενον ἀνταλλαγῶν.

Ἐὰν παρὰ ταῦτα τὰ Μέρη δὲν συνέλθουν διὰ νὰ συνάψουν νέους πίνακες, ἡ ἰσχὺς των συμφωνηθέντων διὰ τὸ προηγούμενον ἔτος θα παρατείνεται αὐτομάτως διὰ μίαν νέαν ἐτησίαν περίοδον καὶ οὕτω καὶ ἐξῆς.

Ἄρθρον 3.

Αἱ ἀδείαι εἰσαγωγῆς καὶ ἐξαγωγῆς, ἐφ' ὅσον εἶναι ἀναγκαιόν, θα παρέχονται ἐντός τοῦ πλαισίου των ἐν ἰσχύϊ διατάξεων ὑπὸ των ἀρμοδίων Ἀρχῶν διὰ τὰ ἐμπορεύματα τὰ καθορισθέντα κατὰ ποσότητα ἢ ἀξίαν, τὰ ἀναγεγραμμένα εἰς τοὺς πίνακας (α) καὶ (β), συνημμένους τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ.

Αἱ ἀρμοδίαι Ἀρχαὶ των δύο χωρῶν θα ἐξετάζουν εὐμενῶς, ἐντός τοῦ πλαισίου των ἐν ἰσχύϊ διατάξεων, τὰς αἰτήσεις εἰσγωγῆς καὶ ἐξαγωγῆς των ἐμπορευμάτων διὰ ποσότητας ὑπὲρ τὰς προβλεφθείσας εἰς τοὺς πίνακας, ἢ διὰ προϊόντα τὰ ὅποια δὲν ἀναφέρονται εἰς τοὺς πίνακας. Ἐννοεῖται ὅτι τὰ εἰσαγόμενα εἰς ἑκατέραν χώραν ἐμπορεύματα θα προορίζονται διὰ τὴν ἐγχώριαν κατανάλωσιν. Πάντως τὰ δύο μέρη θα ἐξετάζουν εὐμενῶς προτάσεις σχετικῶς πρὸς τὴν δυνατότητα ἐπανεξαγωγῆς ὀρισμένων ἐμπορευμάτων καὶ πρὸς τὴν χώραν προορισμοῦ αὐτῶν.

Ἄρθρον 4.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη θα ἐφαρμόζουν ἀμοιβαίως τὴν ρήτρην τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου κράτους ὅσον ἀφορᾷ εἰς τοὺς τελωνειακοὺς δασμούς, τὰ τέλη καὶ τοὺς φόρους, καθὼς καὶ ὡς πρὸς τὸν τρόπον εἰσπράξεως των τελωνειακῶν δασμῶν, τελῶν καὶ φόρων, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰς τελωνειακὰς διατάξεις καὶ τὰς διαφόρους διατυπώσεις τὰς σχετικὰς με τὴν εἰσαγωγὴν, τὴν ἐξαγωγὴν καὶ τὸν ἐκτελωνισμόν των ἐμπορευμάτων.

Εἰς τὸ καθεστὼς τοῦτο δὲν θα περιλαμβανῶνται:

α) Τὰ προνόμια τὰ ὅποια ἐν των συμβαλλομένων μερῶν ἔχει ἀναγνωρίσει ἡ θὰ ἀναγνωρίσει εἰς τὰς ὑμέτερας χώρας με σκοπὸν τὴν διευκόλυνσιν των μεθοριακῶν ἐμπορῶν.

β) Τὰ πλεονεκτήματα τὰ ἀπορρέοντα ἐκ μιᾶς τελωνιακῆς ἐνώσεως, ἥδη ὑφισταμένης ἢ ὑπογραφησμένης βραδύτερον ὑφ' ἐνὸς των συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 5.

Αἱ πληρωμαί, αἱ σχετικαὶ πρὸς τὰς ἐμπορικὰς συναλλαγὰς τὰς προβλεπομένης εἰς τὴν παρούσαν συμφωνίαν, θα διενεργῶνται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν Συμφωνίας πληρωμῶν.

Ἄρθρον 6.

Τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη θα ἐξετάσουν εὐνοϊκῶς τὰς ὑπερβιβαζόμενας προτάσεις τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου μέρους τὰς ἀναφερομένης εἰς τὴν σύναψιν πολυμερῶν συναλλαγῶν.

Ἄρθρον 7.

Τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη συμφωνοῦν ὅπως ἀποστέλλωνται ἀπὸ τῆς μίας χώρας πρὸς τὴν ἄλλην πρῶται ὕλαι, συμφώνως πρὸς τὸ καθεστὼς προσωρινῆς εἰσαγωγῆς, ἵνα μεταποιῶνται εἰς ἔτοιμα προϊόντα καὶ ἐπανεξαγωγῶνται εἰς τὴν προμηθεύσαν χώραν.

Ὅλαι αἱ ἀφορώσαι τὸ ἔργον τῆς μεταποιήσεως των πρώτων τούτων ὑλῶν εἰς ἔτοιμα προϊόντα δαπάναι θα διακατανίζονται εἴτε διὰ τῆς ἀποστολῆς συμπληρωματικῆς ποσότητος πρώτων ὑλῶν ἢ ἑτέρων ἐμπορευμάτων τῆς χώρας ἐξαγωγῆς εἴτε διὰ τοῦ συμπληρωματικοῦ λογαριασμοῦ.

Τὰ μεταξὺ των ἐνδιαφερομένων συναπτόμενα συμβόλαια διὰ μεταποιήσεως θα ὑπάγονται εἰς προηγούμενην ἔγκρισιν των ἀρμοδίων Ἀρχῶν των δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 8.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις θα δημιουργήσουν μικτὴν ἐπιτροπὴν ἀποτελουμένην ἐξ ἀντιπροσώπων των δύο μερῶν. Ἡ ἐπιτροπὴ αὕτη θα ἔχῃ ὡς σκοπὸν νὰ συντάσῃ νέους πίνακας ἐμπορευμάτων, νὰ ἐπιτεύχῃ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ νὰ ὑποβάλῃ εἰς τὰς δύο Κυβερνήσεις πᾶσαν πρότασιν

ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν βελτίωσιν των μεταξὺ των δύο χωρῶν ἐμπορικῶν σχέσεων.

Ἡ μικτὴ Ἐπιτροπὴ θα συνέρχεται τῇ αἰτήσει τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου μέρους, ἐναλλάξ ἐν Ἀθήναις καὶ ἐν Βουκουρεστίῳ.

Ἄρθρον 9.

Ἡ παρούσα Συμφωνία ἀντικαθιστᾷ τὴν Συμφωνίαν περὶ ἐμπορικῶν συναλλαγῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας τῆς 19ης Μαΐου 1954 καθὼς καὶ τὰ σχετικὰ πρὸς ταύτην πρωτόκολλα τῆς 9ης Νοεμβρίου 1956 καὶ τῆς 8ης Ἰουλίου 1959.

Ἄρθρον 10.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θα ἀρχίσῃ ἰσχύουσα ἀναδρομικῶς ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1966 καὶ θα παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ μέχρι τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1970.

Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην θα παρατείνεται σιωπηρῶς διὰ ἐτήσια χρονικὰ διαστήματα ἐκτός ἐὰν ἤθελε καταγγεῖλαι κατόπιν εἰδοποιήσεως τριῶν μηνῶν πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐκπνοῆς τῆς.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως θα συνεχίσουν ἐφαρμοζοῦνται ἐν ταῖς συναλλαγαῖς αἱτινες δὲν θα ἔχουν ἀκόμη ὀριστικῶς πραγματοποιηθῇ μέχρι τῆς ἡμέρας ἐκπνοῆς τῆς.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 2αν Σεπτεμβρίου 1966 εἰς διπλοῦν εἰς Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Β. Κυβέρνησιν

τῆς Ἑλλάδος
Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς
Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας
τῆς Ρουμανίας
C. MAURER

Π Ι Ν Α Κ Ε Α'.

Ἐμπορεύματα Ρουμανικὰ πρὸς ἐξαγωγὴν εἰς Ἑλλάδα.

Ἀξία εἰς χιλιάδας § Η.Π.Α.
P.M.

α) α.	Εἶδη ἐμπορευμάτων	
1.	Προϊόντα πετρελαίου	
2.	Ξυλεία πριστή καὶ προϊόντα ἑτοιμα συμπεριλαμβανομένων καὶ φύλλων ἐξ ἰνῶν	2.600
3.	Κιβώτια ἐκ ξύλου καὶ δοῦγαι κατεργασμένα	1.000
4.	Ἐλκυστήρες καὶ ἀγροτικά μηχαναὶ	1.000 P.A.
5.	Μηχαναὶ καὶ προϊόντα τῆς ἡλεκτροτεχνικῆς βιομηχανίας καὶ τῆς μεταλλουργικῆς βιομηχανίας	1.000
6.	Διάφορα μηχανήματα δι' οἰκιακὴν χρῆσιν (ραπτομηχαναί, πλυντήρια, μαγειρεία καὶ καὶ φούρνοι ἀερίοφωτος, θερμαντικὰ σώματα, μετρητὰ ὕδατος διαμετρήματος μεγάλυτέρου των 4 ἰντσῶν, σίδερα σιδηρώματος κλπ.)	600
7.	Ἐργαλεῖα διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν πετρελαίου	P.M.
8.	Τροχαῖον ὕλικόν	P.M.
9.	Ἐξοπλισμὸς ἐνεργείας	P.M.
10.	Υφάσματα ἐκ βάμβακος καὶ ἐκ συνθετικῶν ἰνῶν	100
11.	Εἶδη ἐξ ὑάλου	50
12.	Χημικὰ καὶ φαρμακευτικὰ προϊόντα	500
13.	Ζῶντα ζῶα, κρέας καὶ προϊόντα ἐκ κρέατος	1.000
14.	Φαρμακευτικὰ φυτὰ	10
15.	Κολοκυνθόσποροι	10
16.	Σπόροι λυκίσκου	P.M.
17.	Ὄα	P.M.
18.	Ἀμυλον	P.M.
19.	Οἶνοπνευματώδη ποτὰ καὶ οἶνοι	10
20.	Οἶνοπνεύματα	P.M.
21.	Διάφορα εἶδη χάρτου (χάρτης KRAFT χάρτης τυπογραφείας καὶ γραφῆς, κλπ.)	500
22.	Πυρίμαχα προϊόντα	P.M.
23.	Καλὼδια ἡλεκτρικὰ ἐξ ἀλουμινίου, νήματα καὶ ἀγωγοὶ ἡλεκτρικοὶ κλπ.	100
24.	Προϊόντα βιοτεχνίας	10
25.	Βιβλία, ταινίαι, δίσκοι μουσικῆς κλπ.	20

Π Ι Ν Α Κ Ε Β'.

Ἑλληνικὰ ἐμπορεύματα πρὸς ἐξαγωγὴν εἰς Ρουμανίαν.

Ἀξία εἰς χιλιάδας § Η.Π.Α.

α) α.	Εἶδη ἐμπορευμάτων	
1.	Ἐσπεριδοειδῆ	800
2.	Ἐλαιαί	2.150
3.	Ξηρὰ φρούτα (σταφίς, σύκα ξηρὰ κλπ.)	150 P.A.

4. Προϊόντα ιγδύων	30
5. Κίτρα εν ἄλμῃ	P.M.
6. Ἐλαιόλαδον	P.M.
7. Οἶνοι καὶ ποτὰ οἶνοπνευματώδη	10
8. Καπνὸς	200
9. Βάμβαξ	2.000
10. Ἴναι βάμβακος	600
11. Ὑφάσματα βαμβακερὰ	400
12. Ἴναι ἐξ ἐρίου	75
13. Σπάγγος δεσίματος	50
14. Δέρματα ἀκατέργαστα βοῶν καὶ αἰγῶν	650
15. Ἐγκυλίσματα ευροδεψίας καὶ ἐκ θαλάνων	200
16. Σπάγγοι θαλάσσης	15
17. Ἐλαιον τερεθινθίνης καὶ κολκοφώνιον	100
18. Μεταλλεύματα σιδήρου	150 P.A.
19. Ἀσθεσωμένη μαγνησία	100
20. Σμύρις εἰς κόνιν	30
21. Βιβλία, ταινίαι, δίσκοι μουσικῆς κλπ.	20
22. Ὑφάσματα ἐξ ἐρίου καὶ ἐξ ἐρίου ἀναμειγμένον μὲ ἄλλας ἵνας καὶ πλεκτὰ	1.000
23. Βωξίτης	P.M.
24. Φαρμακευτικὰ φυτὰ	10
25. Χαρούπια	P.M.
26. Ξυριστικά λεπίδες	100
27. Προϊόντα βιοτεχνίας	10
28. Διάφοροι μηχαναὶ οἰκιακῆς χρήσεως	300
29. Διάφορα	350
30. Βούτυρον	P.M.
31. Εἶδη τυρῶν	600
32. Ὀρυκτὸν Ἄλας	50
33. Λουτήρες	50
34. Σωλῆνες ἐκ χυτοσιδήρου καὶ σωλῆνες ἐκ ἡἀλυθὸς διὰ ἐγκαταστάσεις	150 P.A.
35. Σωλῆνες ἐξ ἀμιαντοποιημένου	P.M.
36. Ἐνσφαιροὶ τριβεῖς	50 P.A.
37. Ἐλαστικά αὐτοκινήτων καὶ ποδηλάτων συμπεριλαμβανομένων τῶν ἀεροθαλάμων	150 P.A.
38. Προϊόντα ἐκ πλαστικῶν ὑλῶν	100
39. Προϊόντα ὑγιεινῆς ἐκ πορσελάνης	20
40. Ὑλικά κατασκευῶν (σκυρόδεμα αὐτόκλειστον, πλάκες κεραμικῆς κλπ.)	15
41. Κυτταρίνη καλὰμων	P.M.
42. Μουσικά ὄργανα	10
43. Γραμματόσημα διὰ φιλοτελισμὸν	5
44. Διάφορα	390

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 2 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Ἀναφερόμενος εἰς τὰς διαπραγματεύσεις αἰτίνες κατέληξαν εἰς τὴν σημερινὴν ὑπογραφήν τῆς μακροπροθέμου ἐμπορικῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ρουμανίας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι κατὰ τὸ ἔτος 1966 αἱ ἀρμόδιοι ἐλληνικαὶ Ἀρχαὶ θὰ ἐκδόσωσιν ἀδείας ἐξαγωγῆς ἀκατέργαστων δερμάτων βοῶν καὶ αἰγῶν προσδέτου ἀξίας \$ 200.000, ἐπὶ πλέον τῆς ἀντιστοίχου ποσοστῶσεως τῶν \$ 650.000, ἥτις ἀναγράφεται εἰς τὸν πίνακα Β' τὸν προσηρημένον εἰς τὴν προαναφερθεῖσαν συμφωνίαν.

Δεχθῆτε παρακαλῶ κ. Πρόεδρε τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεως.

Ὁ Πρόεδρος
τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας
Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ

A.E.

τὸν Πρόεδρον τῆς Ρουμανικῆς
Ἀντιπροσωπείας

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΡΟΥΜΑΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 2 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω τὴν λήψιν τῆς ὑμετέρας ὑπὸ

«Ἀναφερόμενος εἰς τὰς διαπραγματεύσεις αἰτίνες κατέληξαν εἰς τὴν σημερινὴν ὑπογραφήν τῆς μακροπροθέμου ἐμπορικῆς συμφωνίας μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ρουμανίας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι κατὰ τὸ ἔτος 1966 αἱ ἀρμόδιοι ἐλληνικαὶ Ἀρχαὶ θὰ ἐκδόσωσιν ἀδείας ἐξαγωγῆς ἀκατέργαστων δερμάτων βοῶν καὶ αἰγῶν προσδέτου ἀξίας \$ 200.000, ἐπὶ πλέον τῆς ἀντιστοίχου ποσοστῶσεως τῶν \$ 650.000, ἥτις ἀναγράφεται εἰς τὸν πίνακα Β' τὸν προσηρημένον εἰς τὴν προαναφερθεῖσαν συμφωνίαν.

Δεχθῆτε παρακαλῶ κ. Πρόεδρε τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεως.

Ὁ Πρόεδρος
τῆς Ρουμανικῆς Ἀντιπροσωπείας
C. MAURER

A.E.

τὸν Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς
Ἀντιπροσωπείας

Accord de Paiements entre le Royaume de Grèce et la République Socialiste de Roumanie

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie ont convenue que les paiements réciproques entre les deux résultant de l'échange des marchandises mentionnées dans l'accord sur les échanges commerciaux signé en date de ce jour, ainsi que les autres paiements prévus dans le texte du présent Accord, soient effectués, à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Accord, dans les conditions suivantes :

Article 1

Les dispositions du présent Accord s'appliqueront aux paiements résultant de :

a) L'échange de marchandises prévu par l'accord commercial signé en date de ce jour et des frais accessoires provenant de cet échange de marchandises;
b) Soldes provenant des compensations périodiques entre les administrations de chemins de fer, postes, télégraphe, téléphone, radio et les sociétés de transport aérien des deux pays;

c) Frêts maritimes dûs au navires battant pavillon grec ou roumain pour le transport des marchandises entre le Royaume de Grèce et la République de Roumanie, ainsi que frêts maritimes dûs à ces mêmes navires pour le transport des marchandises en provenance des ports de la Mer Méditerranée, des ports de la Mer Noire et de la Mer Rouge vers les ports grecs ou roumains et vice-versa;

d) Frais de réception, d'assurance, d'expédition, de transbordement et les frais afférents aux formalités des ports des deux pays;

e) Droits de port, droits de quai, de passage et frais d'approvisionnement des navires roumains dans les ports grecs et des navires grecs dans les ports roumains;

f) Honoraires, salaires, droits d'auteur et de brevets, loyers de films;

g) Abonnements aux journaux et revues;

h) Frais d'entretien des missions diplomatiques consulaires et commerciales, ainsi que frais de voyage et d'études;

i) Frais de transformation de matières premières;

j) Tous les autres paiements à convenir entre les autorités competentes des deux pays.

Article 2

Les paiements prévus à l'article précédent seront effectués dans la République de Roumanie par l'intermédiaire de la Banque Nationale de la République Socialiste de Roumanie en Grèce par l'intermédiaire de la Banque de Grèce.

Dans ce but les deux Banques procéderont à l'ouverture de comptes réciproques en dollars U.S.A.

Ces comptes ne seront pas productifs d'intérêts et

Les actifs des comptes susmentionnés ne pourront faire l'objet d'aucune saisie dans les pays respectifs. Il est de même stipulé que toute somme encaissée soit par l'une ou l'autre de ces deux banques, soit par une autre banque intermédiaire en Grèce ou en Roumanie, et destinée à créditer ces comptes ne pourra faire l'objet d'aucune saisie dans les pays respectifs.

Article 3

Les deux banques se transmettront réciproquement les avis concernant chaque versement, ces avis étant considérés comme des ordres de paiement.

Toutefois, si les disponibilités de l'un des deux comptes prévues à l'article 2 ne sont pas suffisantes pour permettre l'exécution des ordres de paiement de la banque titulaire respective, l'autre banque exécutera ces ordres de paiement par le débit du compte respectif jusqu'à concurrence de la somme de dollars USA 1.000.000 (un million). La somme ainsi fixée aura le caractère d'un revolving-crédit et elle sera valable pour toute la durée d'application du présent Accord.

Article 4

Après accord préalable entre les autorités compétentes des pays intéressés sur chaque cas concret, des transferts pourront être effectués des comptes prévus à l'article 2 du présent Accord dans le compte d'un pays tiers avec lequel la Grèce et la Roumanie sont liées par un Accord de paiements.

Article 5

Afin de réaliser une parfaite égalité de traitement pour les deux parties, il est précisé que, pour autant que les paiements ci-dessus mentionnés seront effectués par l'ouverture de crédits documentaires, la couverture de ces crédits sera enregistrée dans les comptes de clearing prévus à l'article 2 au moment de l'ouverture du crédit respectif.

Article 6

Les engagements réciproques exprimés dans une autre monnaie que le dollar U.S.A. seront convertis en dollars U.S.A. sur la base des parités officielles des monnaies en question par rapport au dollar U.S.A. en vigueur le jour du versement par le débiteur à la banque de son pays.

Article 7

Si la parité or du dollars U.S.A. (actuellement 35 dollars U.S.A. pour une once d'or fin) venait à être modifiée, le solde débiteur ou créditeur des comptes mentionnés à l'article 2 sera ajusté par les deux Banques le jour de la modification de la parité et en proportion de cette modification.

Cette modification sera appliquée également aux sommes en dollars U.S.A. payées par l'intermédiaire des comptes mentionnés à l'article 2 en couverture des crédits documentaires ouverts de part et d'autre avant le changement de la parité or du dollar U.S.A. et qui seraient ristournées aux dits comptes après le changement.

Article 8

La Banque Nationale de la République Socialiste de Roumanie et la Banque de Grèce prendront contact en vue d'établir les modalités techniques pour la mise en oeuvre du présent Accord.

Article 9

La Banque Nationale de la République Socialiste de Roumanie et la Banque de Grèce procéderont à l'établissement du solde des comptes prévus à l'article 2 ci-dessus, dans un délai de deux mois à partir de la date d'expiration du présent Accord, étant entendu que les dispositions du présent Accord, continueront à être appliquées pendant ce délai pour la liquidation des contrats conclus pendant la validité de l'accord.

Le solde ainsi établi devra être liquidé par le pays débiteur dans un second délai de six mois par des livraisons de marchandises prévues aux listes «A» et «B» de l'accord commercial ou toutes autres marchandises sur lesquelles les deux parties se mettront d'accord.

Le solde non encore liquidé à l'expiration d'un délai de huit mois à partir de la date de l'expiration de l'accord devra être liquidé par le pays débiteur en devises libres.

Article 10

Les stipulations des articles 1, 2, 5, 6, 7 et 9 seront appliquées même après l'expiration du présent Accord jusqu'au règlement intégral du solde des comptes prévus à l'article 2.

Article 11

Le présent Accord remplace l'Accord de paiements entre le Royaume de Grèce et la République Socialiste de Roumanie du 19 mai 1954, ainsi que les protocoles y relatifs du 9 novembre 1956.

Article 12

Le présent Accord entrera en vigueur en même temps que l'Accord sur les échanges commerciaux signé en date de ce jour et aura la même durée de validité que celui-ci.

Fait à Athènes le 2 septembre 1966 en deux exemplaires en langue française.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Grèce

Pour le Gouvernement de
la République Socialiste de
Roumanie

J. TOUMBAS

C. MANESCU

Le Président
de la Délégation roumaine

Athènes le 2 Septembre 1966

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue :

«J'ai l'honneur de vous faire connaître ce qui suit :

Au cours des négociations qui ont abouti à la signature en date de ce jour, de l'Accord de Paiements entre la Grèce et la Roumanie, les deux Délégations sont tombées d'accord que le produit net de recettes, ainsi que les rémunérations et honoraires provenant des activités culturelles, artistiques et sportives, soient réglés par le truchement du compte clearing prévu par l'Accord précité.

Bien entendu, les parties intéressées pourront procéder sur la base des contrats concrets à une autre manière des paiements sur la matière ci-dessus, conforme à la législation du Pays effectuant le transfert y relatif.

La présente lettre fait partie intégrante de l'Accord de Paiement signé en date de ce jour.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer le contenu de cette lettre.

En réponse, J'ai l'honneur de vous confirmer ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

President
de la Délégation roumaine
C. MANESCU

Monsieur
J. TOUMBAS
Président de la
Délégation hellénique

Le Président
de la Délégation hellénique

Athènes le 2 Septembre 1966

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître ce qui suit :

Au cours des négociations qui ont abouti à la signature en date de ce jour de l'Accord de Paiement entre la Grèce et la Roumanie, les deux Délégations sont

tombées d'accord que le produit net de recettes, ainsi que les rémunérations et honoraires provenant des activités culturelles, artistiques et sportives, soit réglés par le truchement du compte clearing prévu par l'Accord précité.

Bien entendu, les parties intéressées pourront procéder sur la base des contrats concrets à une autre manière des paiements sur la matière ci-dessus, con forme à la législation du Pays effectuant le transfert y relatif.

La présente lettre fait partie intégrante de l'accord de Paiement signé en date de ce jour.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer le contenu de cette lettre.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Président
de la Délégation hellénique

S.E. Monsieur
Le Président de la
Délégation roumaine

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΑΗΡΩΜΩΝ

Μεταξύ του Βασιλείου της Ελλάδος και της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ελλάδος καὶ ἡ Κυβέρ νησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας συνε ρώνησαν ὅπως αἱ ἀμοιβαῖαι μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν πληρωμαῖ αἱ προκύπτουσαι ἐκ τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ἐμπορευμάτων ἀντι να ἀναφέρονται εἰς τὴν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν Συμφωνίαν περὶ ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν, ὡς καὶ αἱ λοιπαὶ πληρωμαῖ αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμφωνίας διενερ γῶνται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὑπὸ τοὺς ἀκολουθοῦντας ὅρους:

*Ἀρθρον 1.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν πληρωμῶν αἵτινες προκύπτουν:

α) Ἐκ τῆς ἀνταλλαγῆς ἐμπορευμάτων τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ἐμπορικῆς συμβάσεως καὶ τῶν παρεπομένων δαπανῶν τῶν προερχομένων ἐκ τῆς τοιαύτης ἀνταλλαγῆς.

β) Ἐκ τῶν ὑπολοίπων τῶν προερχομένων ἐκ τῶν περιοδικῶν συμφησιμῶν μεταξὺ τῶν Διευθύνσεων σιδηροδρόμων, ταχυδρομείων, τηλεγράφων, τηλεφώνων, ραδιοτηλεγράφων καὶ τῶν ἐταιρειῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν τῶν δύο χωρῶν.

γ) Ἐκ τῶν ναύλων τῶν ὀφειλομένων εἰς πλοῖα ὑπὸ Ἑλλη νικὴν ἢ ρουμανικὴν σημαίαν διὰ μεταφορὰν ἐμπορευμάτων μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ελλάδος καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ὡς καὶ ναύλων ὀφειλομένων εἰς τὰ αὐτὰ πλοῖα διὰ μεταφορὰν ἐμπορευμάτων προερχομένων ἐκ λιμένων τῆς Μεσογείου θαλάσσης, ἐκ λιμένων τῆς Μαύρης Θαλάσσης καὶ τῆς Ἐρυθρᾶς Θαλάσσης πρὸς λιμένας Ἑλληνικοὺς ἢ ρου μανικοὺς λιμένας.

δ) Ἐξ ἐξόδων παραλαβῆς, ἀσφαλίσεως, ἀποστολῆς, μετα φορτώσεως καὶ ἐξόδων ἀφορώντων τὰς λιμενικὰς διατυπώσεις τῶν δύο χωρῶν.

ε) Ἐκ λιμενικῶν τελῶν, τελῶν προσεγγίσεως, διελεύσεως καὶ ἐξόδων ἀνεφοδισμοῦ τῶν ρουμανικῶν πλοίων εἰς τοὺς Ἑλληνικοὺς λιμένας καὶ τῶν Ἑλληνικῶν πλοίων εἰς τοὺς ρουμανικοὺς λιμένας.

στ) Ἐξ ἀμοιβῶν, μισθῶν, συγγραμμῶν δικαιοματιῶν, δι πλωμάτων εὐρεσιτεχνίας, ἐξ ἐνοικιάσεως κινηματογραφικῶν ταινιῶν.

ζ) Ἐκ συνδρωμῶν εἰς ἐφημερίδας καὶ περιοδικὰ.

η) Ἐξ ἐξόδων διατηρήσεως διπλωματικῶν, προξενικῶν, καὶ ἐμπορικῶν ἀποστολῶν καθὼς καὶ ἐξ ἐξόδων ταξιδιῶν καὶ σπουδῶν.

θ) Ἐξ ἐξόδων μεταποιήσεως πρώτων ὑλῶν.

ι) Ἐκ πάσης ἄλλης πληρωμῆς ὡς πρὸς τὴν ὁποίαν θέ λουσι συμφωνήσαι αἱ ἀρμόδιαι Ἀρχαὶ τῶν δύο χωρῶν.

*Ἀρθρον 2.

Αἱ εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον προβλεπόμεναι πληρωμαῖ θὰ διενεργῶνται, ἐν τῇ Σοσιαλιστικῇ Δημοκρατίᾳ τῆς Ρουμα νίας μέσῳ τῆς Ἑθνικῆς Τραπεζῆς τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημο κρατίας τῆς Ρουμανίας καὶ ἐν Ἑλλάδι μέσῳ τῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον αἱ δύο Τράπεζαι θὰ προδοῦν εἰς τὸ ἄνοιγμα ἀμοιβαίων λογαριασμῶν εἰς δολλάρια Η.Π.Α.

Οἱ λογαριασμοὶ οὗτοι θὰ εἶναι ἄτοκοι καὶ δὲν θὰ ἐπιβα ρύνωνται διὰ δαπανῶν.

Τὸ ἐνεργητικὸν τῶν προαναφερθέντων λογαριασμῶν εἰς οὐδε μίαν κατάσχεσιν θὰ ὑπόκειται εἰς τὰς ἐκατέρωθεν χώρας.

Προετὶ καθορίζεται ὅτι πᾶν ποσὸν κατατεθειμένον εἴτε ὑπὸ τῆς μιάς, εἴτε ὑπὸ τῆς ἄλλης τῶν δύο Τραπεζῶν, εἴτε ὑπὸ ἄλλης ἐνδιαμέσου Τραπεζῆς ἐν Ἑλλάδι ἢ ἐν Ρουμανίᾳ καὶ προοριζόμενον δι' ἐξόφλησιν αὐτῶν τῶν λογαριασμῶν εἰς οὐδεμίαν κατάσχεσιν θὰ ὑπόκειται εἰς τὰς ἐκατέρωθεν χώρας.

*Ἀρθρον 3.

Αἱ δύο Τράπεζαι θὰ διαβιβάζουν ἀμοιβαίως πρὸς ἀλλήλας εἰδοποιήσεις περὶ ἐκάστης καταθέσεως, τῶν εἰδοποιήσεων τούτων θεωρουμένων ὡς ἐντολῶν πληρωμῆς.

Οὐχ' ἦττον ἐν ἡ περιπτώσει τὰ διαθέσιμα ἐνὸς ἐκ τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 2 λογαριασμῶν δὲν ἐπαρκοῦν ὅπως ἐπιτρέψουν τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐντολῶν πληρωμῶν τῆς διδούσης τὴν ἐντολὴν Τραπεζῆς, ἡ ἑτέρα Τράπεζα θάλει ἐκτελεῖ τὰς ἐντολὰς ταύτας πληρωμῶν εἰς χρέωσιν τοῦ ἀντιστοίχου λογαριασμοῦ μέχρι τοῦ ποσοῦ 1.000.000 (ἐνὸς ἐκατομμυρίου) δολλαρίων Η.Π.Α. Τὸ οὕτω καθοριζόμενον ποσὸν θὰ ἔχη τὸν χαρακτήρα πιστωτικοῦ περιθωρίου καὶ θὰ ἰσχύη καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

*Ἀρθρον 4.

Κατόπιν προηγούμενης Συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν τῶν ἐνδιαφερομένων Χωρῶν ἐπὶ ἐκάστης συγκεκρι μένης περιπτώσεως, θὰ δύνανται νὰ πραγματοποιιοῦνται με ταφοραὶ ἀπὸ τοὺς λογαριασμοὺς τοὺς προβλεπομένους εἰς τὸ ἄρθρον 2 τῆς παρούσης Συμφωνίας εἰς τὸν λογαριασμὸν τρίτης χώρας μετὰ τῆς ὁποίας ἡ Ἑλλάς καὶ ἡ Ρουμανία εἶναι συνδεδεμένοι διὰ Συμφωνίας πληρωμῶν.

*Ἀρθρον 5.

Πρὸς ἐξασφάλισιν ἀπολύτου ἰσότητος μεταχειρίσεως με ταξὺ διὰ τὰ δύο Μέρη διασαφηνίζεται ὅτι καθ' ὃ μέτρον αἱ ἀνωτέρω ἀναφερόμεναι πληρωμαῖ θὰ διενεργῶνται διὰ τοῦ ἀνοίγματος ἐνεργείων πιστώσεων. Τὸ κάλυμμα τῶν πι στώσεων τούτων θὰ καταχωρίζεται εἰς τοὺς προβλεπομένους εἰς τὸ ἄρθρον 2 λογαριασμοὺς κατὰ τὸ ἄνοιγμα τῆς ἀντι στοίχου πιστώσεως.

*Ἀρθρον 6.

Αἱ ἀμοιβαῖαι ὑποχρεώσεις αἱ ἐκφραζόμεναι εἰς ἕτερον ἢ τὸ δολλάριον Η.Π.Α νόμισμα θὰ μετατρέπονται εἰς δολ λάρια Η.Π.Α βάσει τῶν ἐπιστήμων ἰσοτιμιῶν τῶν ἐν λόγῳ νομισμάτων ἐν σχέσει πρὸς τὸ δολλάριον Η.Π.Α αἵτινες ἰ σχύουν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταβολῆς ὑπὸ τοῦ ὀ φειλέτου εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς Χώρας αὐτοῦ.

*Ἀρθρον 7.

Ἐὰν ἡ εἰς χρυσὸν ἰσοτιμία τοῦ δολλαρίου Η.Π.Α. (τὸ γε νῦν ἔχον 35 δολλάρια Η.Π.Α πρὸς μίαν οὐγγίαν καθαροῦ χρυσοῦ) ἤθελαν ὑποστῇ τροποποίησιν, τὸ χρεωστικὸν ἢ πι στωτικὸν ὑπόλοιπον τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 2 λο γαριασμῶν θὰ ἀναπροσαρμοσθῇ ὑπὸ τῶν δύο Τραπεζῶν κα τὰ τὴν ἡμέραν τῆς τροποποιήσεως τῆς ἰσοτιμίας κατ' ἀνα λογίαν τῆς τροποποιήσεως ταύτης.

Ἡ τροποποίησις αὕτη θὰ ἔχη ὡσαύτως ἐφαρμογὴν ἐπὶ τῶν ποσῶν ἐκείνων εἰς δολλάρια Η.Π.Α ἅτινα θὰ ἔχουν καταβληθῇ, μέσῳ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 2 λο γαριασμῶν, εἰς κάλυψιν τῶν ἐκατέρωθεν ἀνοιγισμῶν ἐνεγ γείων πιστώσεων, πρὸ τῆς μεταβολῆς τῆς πρὸς τὸν χρυσὸν ἰσοτιμίας τοῦ δολλαρίου Η.Π.Α, καὶ τὰ ὅποια θὰ ἐπιστρέφοντο εἰς τοὺς ρηθέντας λογαριασμοὺς μετὰ τὴν μεταβολὴν ταύ την.

*Άρθρον 8.

Ἡ Ἑθνικὴ Τράπεζα τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας καὶ ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος διὰ ἐλθούν εἰς ἐπαφὴν διὰ νὰ καθορίσουν τὰς τεχνικὰς λεπτομερείας διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

*Άρθρον 9.

Ἡ Ἑθνικὴ Τράπεζα τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας καὶ ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος θέλουν προβῆν εἰς τὴν διαπίστωσιν τοῦ ὑπολοίπου τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἀνωτέρω ἄρθρον 2 λογαριασμῶν ἐντὸς προθεσμίας δύο μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐκπνοῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, νοουμένου ὅτι αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας διὰ ἐξακολουθήσουν ἐφαρμοζόμεναι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς προθεσμίας ταύτης διὰ τὴν ἐκκαθάρισιν τῶν κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας καὶ δυνάμει αὐτῆς συναφθέντων συμβολαίων.

Τὸ οὕτω καθοριζόμενον ὑπόλοιπον δέον νὰ ἐκκαθαρισθῇ ὑπὸ τῆς ὀφειλέτιδος χώρας ἐντὸς δευτέρας προθεσμίας ἐξ μηνῶν διὰ τῆς παραδόσεως ἐμπορευμάτων προβλεπομένων εἰς τοὺς πίνακας «α» καὶ «β» τῆς ἐμπορικῆς Συμφωνίας ἢ οἰωνδήποτε ἄλλων ἐμπορευμάτων κατόπιν προηγουμένης Συμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο μερῶν.

Τὸ μὴ εἰσέτι ἐκκαθαρισθὲν ὑπόλοιπον κατὰ τὴν λήξιν τῆς προθεσμίας τῶν ὁκτὼ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐκπνοῆς τῆς Συμφωνίας δέον νὰ ἐκκαθαρισθῇ ὑπὸ τῆς ὀφειλέτιδος χώρας εἰς ἐλεύθερον συνάλλαγμα.

*Άρθρον 10.

Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 1, 2, 5, 6, 7 καὶ 9 διὰ ἐφαρμοζονται καὶ μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας μέχρι πλήρους διακανονισμοῦ τοῦ υπολοίπου τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 2 λογαριασμοῦ.

*Άρθρον 11.

Ἡ παρούσα Συμφωνία ἀντικαθιστᾷ τὴν Συμφωνίαν πληρωμῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας τῆς 19ης Μαΐου 1954, καθὼς καὶ τὸ σχετικὸν πρὸς αὐτὴν πρωτόκολλον τῆς 9ης Νοεμβρίου 1956.

*Άρθρον 12.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ συγχρόνως μετὰ τὴν Συμφωνίαν περὶ ἐμπορικῶν συναλλαγῶν ἥτις ὑπεγράφη σήμερον καὶ διὰ ἔχῃ τὴν ἰδίαν πρὸς αὐτὴν διάρκειαν ἰσχύος.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 2αν Σεπτεμβρίου 1966 εἰς δύο ἀντίτυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Β. Κυβέρνησιν
τῆς Ἑλλάδος

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σο-
σιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς
Ρουμανίας

I. ΤΟΥΜΠΑΣ

C. MAURER

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΤΗΣ ΡΟΥΜΑΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 2 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω λήψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ὑμετέρας ἐπιστολῆς ἐχούσης ὡς κατωτέρω:

«Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς γνῶσιν ὑμῶν τὰ κάτωθι:

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διαπραγματεύσεων αἰτίνες κατέληξαν εἰς τὴν ὑπογραφήν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν τῆς Συμφωνίας πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ρουμανίας, αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι εὐρέθησαν σύμφωνοι ὅπως τὸ καθαρὸν προϊόν τῶν εἰσπράξεων, καθὼς καὶ αἱ ἀντιμισθίαι καὶ αἱ ἀμοιβαὶ αἱ προσερχόμεναι ἐκ μορφωτικῶν, καλλιτεχνικῶν καὶ ἀθλητικῶν ἐκδηλώσεων διὰ διακανονίζονται μέσῳ τοῦ εἰς κλήριγκ συμφηφιστικοῦ λογαριασμοῦ τοῦ προβλεπομένου ἐν τῇ προαναφερθείσῃ Συμφωνίᾳ.

Ἐξυπακούεται ὅτι τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη διὰ δύνανται νὰ προσέλθουν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν συγκεκριμένων συμβολαίων εἰς ἕτερον τρόπον πληρωμῆς ἐπὶ τῶν ὡς ἄνω περιπτώσεων συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ διενεργούντος τὴν σχετικὴν μεταφορὰν κράτους.

Ἡ παρούσα ἐπιστολὴ ἀποτελεῖ μέρος ἀναπόσπαστον τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν Συμφωνίας πληρωμῶν.

Παρακαλῶ ὑμᾶς ὅπως, εὐαρεστούμενοι, ἐπιβεβαιώσετε τὸ περιεχόμενον τῆς ἐπιστολῆς ταύτης».

Εἰς ἀπάντησιν ἔχω τὴν τιμὴν νὰ ἐπιβεβαιώσω τὰ προαναφερόμενα.

Δεχθῆτε παρακαλῶ κ. Πρόεδρε τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεως.

A.E. τὸν

Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς

Ἀντιπροσωπείας

Ὁ Πρόεδρος

τῆς Ρουμανικῆς Ἀντιπροσωπείας

C. MAURER

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 2 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς γνῶσιν ὑμῶν τὰ κάτωθι:

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διαπραγματεύσεων αἰτίνες κατέληξαν εἰς τὴν ὑπογραφήν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν τῆς Συμφωνίας πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ρουμανίας, αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι εὐρέθησαν σύμφωνοι ὅπως τὸ καθαρὸν προϊόν τῶν εἰσπράξεων, καθὼς καὶ αἱ ἀντιμισθίαι καὶ αἱ ἀμοιβαὶ αἱ προσερχόμεναι ἐκ μορφωτικῶν, καλλιτεχνικῶν καὶ ἀθλητικῶν ἐκδηλώσεων διὰ διακανονίζονται μέσῳ τοῦ εἰς κλήριγκ συμφηφιστικοῦ λογαριασμοῦ τοῦ προβλεπομένου ἐν τῇ προαναφερθείσῃ Συμφωνίᾳ.

Ἐξυπακούεται ὅτι τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη διὰ δύνανται νὰ προσέλθουν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν συγκεκριμένων συμβολαίων εἰς ἕτερον τρόπον πληρωμῆς ἐπὶ τῶν ὡς ἄνω περιπτώσεων συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ διενεργούντος τὴν σχετικὴν μεταφορὰν κράτους.

Ἡ παρούσα ἐπιστολὴ ἀποτελεῖ μέρος ἀναπόσπαστον τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν συμφωνίας πληρωμῶν.

Παρακαλῶ ὑμᾶς ὅπως, εὐαρεστούμενοι, ἐπιβεβαιώσετε τὸ περιεχόμενον τῆς ἐπιστολῆς ταύτης.

Δεχθῆτε παρακαλῶ κύριε Πρόεδρε τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεως.

Ὁ Πρόεδρος

τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας

ΙΩΑΝΝΗΣ ΤΟΥΜΠΑΣ

A.E. τὸν

Πρόεδρον τῆς Ρουμανικῆς

Ἀντιπροσωπείας

Accord de Navigation

Entre le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, désireux de renforcer la collaboration réciproque et de promouvoir le développement des relations économiques entre les deux Pays ont décidé de conclure un Accord de Navigation, basé sur les principes de l'égalité et de l'avantage réciproque et, dans ce but, sont convenus de ce qui suit;

Article 1

Aux navires de commerce d'une Partie contractante ainsi qu'aux cargaisons de ces navires sera accordé à l'arrivée, au départ et pendant l'escale dans les lieux d'ancrage de l'autre Partie contractante, le régime de la nation la plus favorisée, concernant les droits et les taxes portuaires de toute nature.

Les dispositions du précédent alinéa ne justifient aucune des Parties contractantes d'exécuter des prestations portuaires, y compris les services de pilotage et de remorquage dans les ports et les eaux de l'autre partie contractante ni les opérations de cabotage, renflouage, sauvetage et assistance maritime.

Dans le sens du terme cabotage est inclu tout transport de marchandises, qui, même voyageant accompagnées d'un connaissance direct et indépendamment de leur provenance ou de leur destination, sont transbordées immédiatement ou non, dans les ports de l'une des Parties Contractantes, pour être transportées dans un autre port de la même Partie Contractante. Les mêmes dispositions s'appliquent en matière de transport de passagers même munis de billets directs; le traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquera pas lorsque des lois spéciales relatives à la Marine Marchande nationale accorderont des facilités de toute espèce en vue de favoriser et encourager l'industrie de construction de navires.

Article 2

Les dispositions du présent Accord ne s'appliquent pas à la navigation dans les eaux intérieures, à l'exception du Danube, où la navigation est libre pour tous les navires commerciaux dans les conditions établies par les réglementations en vigueur.

Article 3

Si le navire d'une Partie Contractante subit une catastrophe ou un naufrage près de la côte de l'autre Partie Contractante, le navire et le chargement bénéficieront des privilèges et facilités que cette Partie Contractante accorde, dans des situations similaires, aux navires propres.

Au commandant, à l'équipage et aux passagers, ainsi qu'au navire et à sa cargaison seront accordées à tout moment l'aide et l'assistance nécessaires dans la même mesure qu'aux propres navires trouvés dans une situation similaires.

Les bien sauvés d'un navire se trouvant en péril ou naufrage ne seront pas soumis à aucune espèce de taxes douanières sauf dans le cas où ils sont destinés à la consommation intérieure de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils ont été débarqués.

Pour l'entrepôtage de la cargaison dans des espaces spécialement aménagés dans les ports seront perçues des taxes d'entrepôtage, appliquées dans des cas similaires aux navires de la nation la plus favorisée.

Les autorités compétentes d'une Partie Contractante auprès de la côte de laquelle un navire appartenant à l'autre Partie Contractante a subi une catastrophe ou un naufrage, informeront immédiatement le Consul de cette Partie Contractante.

Article 4

La nationalité des navires d'une Partie Contractante est reconnue par l'autre Partie Contractante sur la base de documents se trouvant à bord du navire, délivrés par les autorités compétentes conformément aux lois et aux dispositions de la Partie Contractante sous le pavillon de laquelle navigue le navire.

Les documents du navire, ainsi que les documents concernant l'équipage, délivrés en conformité avec les lois et les dispositions de la Partie Contractante sous le pavillon de laquelle navigue le navire, seront reconnus par les autorités de l'autre Partie Contractante.

Les certificats de jaugeage émis par l'une des Parties seront reconnus par l'autre Partie et les navires ne seront plus soumis à un nouveau mesurage du jaugeage dans les ports de l'autre Partie, si les susdits certificats sont émis conformément aux règles anglaises (système de Moorson). En ce qui concerne la navigation sur le Danube, dans le secteur du Bas Danube seront appliquées les réglementations en vigueur.

Article 5

Les membres de l'équipage d'un navire appartenant à une Partie Contractante pourront transiter individuellement ou en groupe le territoire de l'autre Partie Contractante, pour s'embarquer sur leur navire national ou pour retourner dans le pays dont ils sont les

ressortissants. Dans ce but ils auront sur eux les carnets de navigateurs avec le visa nécessaire, délivrés par les autorités compétentes de la Partie dont le territoire est transité.

Article 6

Seront exempts de taxes sur le jaugeage dans les ports de chacun des deux Pays :

1. Les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, repartiront sur lest;

2. Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement ou forcés, partiront sans avoir fait aucune opération de commerce;

3. Les navires qui ne font pas des opérations de commerce, mais qui font escale dans les ports pour approvisionnement en eau, combustible, provisions, transmission de la poste et autres nécessités ainsi que dans le but d'obtenir assistance médicale pour un membre de l'équipage ou un passager, pour maximum 24 heures.

Ne seront pas considérés, en cas d'entrée forcée dans le port, comme opérations de commerce, le déchargement et le chargement des marchandises-sans entrepôtage - sur le navire, le transbordement sur un autre navire en cas de non-navigabilité du premier navire, les frais nécessaires pour l'approvisionnement de l'équipage, de même que la vente de marchandises quand l'administration douanière en a donné l'autorisation.

Il va de soi que les stipulations de cet Article ne se réfèrent pas aux droits sanitaires, de pilotage et de sauvetage, qui seront perçus dans tous les cas prévus par les lois du pays pour les navires de la nation la plus favorisée.

Article 7

Les navires de chacune des Parties Contractantes entrant dans les ports de l'autre Partie pour décharger une partie de leur cargaison provenant de l'étranger pourront - en se conformant aux lois et règlements de l'Etat - conserver à leur bord une partie de la cargaison qui est destinée à un autre port soit du même Etat soit d'un autre Etat et la transporter sans paiement d'autres droits en dehors de ceux qui sont imposés en pareil cas aux navires de la nation la plus favorisés.

De même, les navires de chacune des Parties Contractantes pourront passer d'un port à un autre de la même Partie pour compléter leur cargaison destinée à l'étranger sans paiement d'autres droits en dehors de ceux imposés en pareil cas aux navires de la nation la plus favorisée.

Article 8

Les revenus réalisés par l'exploitation dans le trafic international par les navires du commerce immatriculés à l'une des Parties Contractantes seront exempts sur le territoire de l'autre Partie Contractante, de paiement des droits, des taxes et des impôts, de toute nature que ce soit.

L'exemption ci-dessus mentionnée sera appliquée dans les deux pays aux impôts dûs pour les années fiscales commençant à partir du 1er janvier 1958.

Les dispositions du présent Article remplacent les prévisions se référant à la navigation maritime contenues par les Articles I et III de l'Accord entre le Royaume de Grèce et la République Socialiste de Roumanie, concernant l'exonération fiscale des revenus provenant de l'exercice de la navigation maritime et aérienne, conclu à Athènes le 20 juillet 1963.

Article 9

Les autorités locales et les tribunaux de chacune des Parties Contractantes ne pourront pas, de quelque manière et pour quelque cause que ce soit, se saisir des différends, qui surgiraient pendant le voyage ou dans le port entre la direction du navire, le capitaine, les officiers et les membres de l'équipage inscrit sur

le rôle d'équipage du navire et qui auraient trait aux effets personnels de l'équipage, aux salaires et, en général, au travail à bord des navires battant le pavillon de l'autre Partie Contractante.

Article 10

Le traitement de la nation la plus favorisée prévu par le présent Accord ne s'applique pas aux avantages et privilèges qui découlent;

a) d'une union douanière de quelque nature que ce soit déjà conclue ou qui sera conclue à l'avenir par l'une des Parties Contractantes, et

b) d'un régime conventionnel spécial que l'une des Parties Contractantes a déjà accordé ou accordera à un Etat voisin.

Article 11

Les Parties Contractantes s'abstiendront de toute action de discrimination de pavillon dans le cadre des transports maritimes internationaux ainsi que de toute action tendant à limiter la libre participation des navires de l'autre Partie Contractante aux dits transports maritimes internationaux.

Article 12

Les dispositions du présent Accord ne s'appliquent pas aux navires de guerre des Parties Contractantes.

Article 13

Le présent Accord sera soumis à l'approbation conformément aux dispositions des lois de chacun des deux Etats. Les Parties Contractantes se communiqueront par voie diplomatique l'approbation de l'Accord, qui entrera en vigueur à partir de la date de la dernière communication de l'approbation.

L'Accord est conclu pour une durée de trois ans à partir de son entrée en vigueur et il sera prorogé automatiquement pour des périodes d'une année, sauf dans le cas où l'une des Parties Contractantes communiquera, au moins six mois avant l'expiration de la validité de l'Accord, sa décision de renoncer à la prolongation de celui-ci.

Le présent Accord remplace les stipulations, se référant à la navigation, contenues dans la Convention de Commerce et de Navigation du 11 août 1931.

Fait à Athènes, le 2 septembre 1966, en deux exemplaires, en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce : Pour le Gouvernement de Roumanie

I. TOUMBAS

C. MANESCU

Le Président de la Délégation Hellénique

Athènes, le 2 septembre 1966

Monsieur le Président,

Me référant aux négociations qui ont abouti à la signature en date de ce jour de l'Accord sur la Navigation, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la clause de la nation la plus favorisée, figurant dans l'Article 1er de l'Accord, signé en date de ce jour, ne s'applique pas au transport des émigrants hellènes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Président
de la Délégation Hellénique
I. TOUMBAS

Son Excellence

Monsieur le Président

de la Délégation de la République Socialiste Roumaine
En ville

Le Président de la Délégation Roumaine

Athènes, le 2 septembre 1966

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue :

«Me référant aux négociations qui ont abouti à la signature en date de ce jour de l'Accord sur la Navigation, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la clause de la nation la plus favorisée figurant dans l'Article 1er de l'Accord signé en date de ce jour, ne s'applique pas au transport des émigrants hellènes».

En réponse j'ai l'honneur de vous confirmer ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Président de la Délégation Roumaine
C. MANESCU

Son Excellence

Monsieur le Président

de la Délégation Hellénique

En Ville

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΕΠΙ ΤΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ελλάδος και της Κυβερνήσεως της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας.

Η Κυβέρνησις του Βασιλείου της Ελλάδος και η Κυβέρνησις της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας εν τη επιθυμία των όπως ενισχύσουν την αμοιβαίαν συνεργασίαν και προωθήσουν την ανάπτυξιν των οικονομικών σχέσεων μεταξύ των δύο χωρών, απέφασισαν όπως συνάψουν Συμφωνίαν Ναυτιλίας, βασιζομένην επί της αρχής της ισότητος και της αμοιβαίας ωφελείας και επί τῷ σκοπῷ τούτῳ συμφώνησαν τὰ ἑξῆς :

*Άρθρον 1.

Εἰς τὰ ἐμπορικὰ πλοῖα ἐκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους ὡς καὶ εἰς τὰ φορτία αὐτῶν θὰ παρέχεται κατὰ τὸν κατὰ πλουν των, τὸν ἀπόπλουν των καὶ τὴν παραμονήν των εἰς τὰ ἀγκυροβόλια τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἡ μεταχείρισις τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους ὅσον ἀφορᾷ τὰ δικαιώματα καὶ τέλη λιμένος πάσης φύσεως.

Αἱ διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου δὲν δίδουν τὸ δικαίωμα εἰς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὅπως ἐκτελοῦν ἐργασίας λιμένος συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐργασιῶν πλοηγίσεως, ρυμουλκίσεως ἐντὸς τῶν λιμένων καὶ τῶν χωρικῶν ὑδάτων τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, οὐδὲ τῆς ἀντοπλοίας, ἀνεγκύσεως ναυαγίων, ναυαγιαίρεσεως, καὶ ναυτικῆς βοηθείας.

Εἰς τὴν ἐννοίαν τοῦ ὅρου, ἀντοπλοία περιλαμβάνεται πᾶσα μεταφορὰ ἐμπορευμάτων τὰ ὅποια ἔστω καὶ ταξιδεύοντα τῇ συνοδείᾳ ἀμέσου φορτωτικῆς, καὶ ἀνεξαριτήτως τῆς προελεύσεως ἢ τοῦ προορισμοῦ των, μεταφορτώνονται ἀμέσως ἢ ὄχι ἐντὸς τῶν λιμένων ἐνδὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἵνα μεταφερθοῦν εἰς ἕτερον λιμένα τοῦ αὐτοῦ συμβαλλομένου Μέρους. Αἱ αὐταὶ δαιτάξεις ἐφαρμόζονται καὶ προκειμένου περὶ μεταφορὰς ἐπιβατῶν ἔστω καὶ ἐφοδιασμένων δι' εἰσιτηρίων συνεχείας. Ἡ μεταχείρισις τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους δὲν θὰ ἔχῃ ἐφαρμογὴν εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν δι' ἐδικῶν νόμων διὰ τὴν ἐθνικὴν ἐμπορικὴν ναυτιλίαν παραχωρηθοῦν διευκολύνσεις πάσης φύσεως ἐπὶ τῷ σκοπῷ εὐνοϊκῆς μεταχείρισεως καὶ ἐνθαρρύνσεως τῆς ναυπηγικῆς βιομηχανίας.

*Άρθρον 2.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας δὲν ἐφαρμόζονται εἰς τὴν ἐσωτερικὴν ναυσιπλοίαν, ἐξαιρουμένου τοῦ Δουνάβεως ὅπου ἡ ναυσιπλοία εἶναι ἐλευθέρη διὰ πάντας τὰ ἐμπορικὰ πλοῖα, ὑπὸ τοὺς ὅρους τοὺς τιθεμένους ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύϊ κανονισμῶν.

*Άρθρον 3.

Ἐὰν πλοῖον τοῦ ἐνδὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καταστραφῇ ἢ ναυαγῇ πλησίον τῶν ἀπὸ τῶν Συμβαλλομένων, τὸ πλοῖον τοῦτο ὁμοῦ μετὰ τοῦ φορτίου του θὰ ἀπολαμβάνῃ τῶν προνομίων καὶ ἐυκολιῶν, ὡς τὸ Συμβαλλόμενον τοῦτο Μέρος παρέχει εἰς παρομοίας περιπτώσεις εἰς τὰ ἴδια αὐτοῦ πλοῖα.

Εἰς τὸν πλοίαρχον, τὸ πλήρωμα καὶ τοὺς ἐπιδάτας, ὡς ἐπίσης εἰς τὸ πλοῖον καὶ τὸ φορτίον του θὰ παρέχεται ἀνά

πᾶσαν στιγμὴν ἢ ἀπαιτούμενη βοήθεια καὶ συνδρομὴ κατὰ τὸ αὐτὸ μέτρον καθ' ὃ καὶ εἰς τὰ ἴδια πλοῖα τὰ εὐρισκόμενα εἰς παρομοίαν κατὰστασιν.

Τὰ διασωζόμενα ἀγαθὰ κινδυνεύοντος ἢ ναυαγῆσαντος πλοίου εἰς οὐδενὸς εἴδους τελωνειακὸν δασμὸν θὰ ὑπόκεινται, ἐκτὸς ἐὰν προορίζωνται διὰ ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ὅπου ἐξεφορτώθησαν.

Διὰ τὴν ἐναποθήκευσιν τοῦ φορτίου εἰς εἰδικῶς διερρυθμιζόμενους χώρους τῶν λιμένων, θὰ εἰσπράττωνται τὰ τέλη ἀποθηκεύσεως τὰ ἐφαρμοζόμενα εἰς παρομοίας περιπτώσεις διὰ τὰ πλοῖα τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους.

Αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους τῶν ἀπὸ τῶν ὁποίων ἐναγάρησε ἢ ὑπέστη καταστροφὴν πλοίων ἀνήκον εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον θὰ εἰδοποιούν ἀμέσως τὰς Προξενικὰς Ἀρχὰς τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 4.

Ἡ ἐθνικότης τῶν πλοίων ἐκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἀναγνωρίζεται παρὰ τοῦ ἑτέρου ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἐπὶ τοῦ πλοίου εὐρισκόμενων ἐγγράφων τῶν ἐκδιδομένων παρὰ τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν καὶ τὰς διατάξεις τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, οὗτινος τὴν σημαίαν φέρει τὸ πλοῖον.

Τὰ ἐγγράφα τοῦ πλοίου, ὡς καὶ τὰ ἐγγράφα τὰ ἀφορῶντα τὸ πλήρωμα, τὰ ἐκδιδομένα συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν καὶ τὰς διατάξεις τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους οὗτινος τὴν σημαίαν φέρει τὸ πλοῖον, θὰ ἀναγνωρίζωνται ὑπὸ τῶν Ἀρχῶν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Τὰ πιστοποιητικὰ καταμετρήσεως χωρητικότητος τὰ ἐκδιδομένα ὑπὸ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων θὰ ἀναγνωρίζωνται παρὰ τοῦ ἑτέρου, καὶ τὰ πλοῖα δὲν θὰ ὑπόκεινται πλέον εἰς νέαν καταμέτρησιν τῆς χωρητικότητος εἰς τοὺς λιμένας τοῦ ἑτέρου Μέρους ἐὰν τὰ πιστοποιητικὰ ταῦτα ἐκδίδωνται συμφώνως πρὸς τοὺς Ἀγγλικούς Κανόνας (σύστημα MOORSON). Ὅσον ἀφορᾷ τὴν ναυσίπλοϊαν εἰς τὸν Δουναβίον, εἰς τὸ τμήμα τοῦ Κάτω Δουναβίου, θὰ ἐφαρμόζωνται οἱ ἐν αὐτῷ ἰσχύοντες κανονισμοί.

Ἄρθρον 5.

Τὰ Μέλη τοῦ πληρώματος πλοίου ἀνήκοντος εἰς ἓνα τῶν Συμβαλλομένων δύνανται νὰ διέρχωνται μεμονωμένως ἢ καθ' ὁμάδας τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων, ἵνα ἐπιθεωροῦν ἐπὶ τοῦ ἐθνικοῦ τῶν πλοίου, ἢ διὰ νὰ ἐπιστρέψουν εἰς τὴν χώραν τῆς ὁποίας εἶναι ὑπήκοοι. Ἐπὶ τῷ σκοπῷ τούτῳ δέον ὅπως εἶναι ἐφωδιασμένα διὰ τῶν ναυτικῶν φυλλαδίων τῶν, δεόντως θεωρημένων ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν τοῦ Μέρους, οὗ τὸ ἔδαφος διασχίζουν.

Ἄρθρον 6.

Θὰ ἀπαλλάσσωνται τῶν τελῶν ἐπὶ τῆς χωρητικότητος εἰς τοὺς λιμένας ἐκατέρας χώρας:

1. Τὰ πλοῖα τὰ καταπλέοντα κενὰ ἀνεξαρτήτως προελεύσεως καὶ ἀποπλέοντα κενὰ.
2. Τὰ πλοῖα τὰ ὁποῖα καταπλέοντα ἐμφορτα, εἴτε ἰδίᾳ θελήσει εἴτε κατόπιν ἀνάγκης, ἀποπλέον χωρὶς νὰ ἔχουν διενεργήσει οὐδεμίαν ἐμπορικὴν πράξιν.
3. Τὰ πλοῖα τὰ μὴ ἐνεργοῦντα ἐμπορικὰς πράξεις ἀλλὰ προσεγγίζοντα εἰς λιμένας πρὸς ἀνεφοδιασμὸν εἰς ὕδωρ, καύσιμα καὶ προμηθείας, διαβίβασιν ταχυδρομείου καὶ δι' ἄλλας ἀνάγκας, ὡς καὶ ἐπὶ σκοπῷ αἰτήσεως ἱατρικῆς περιθάλψεως διὰ μέλος τοῦ πληρώματος ἢ δι' ἐπιβάτην καὶ δι' ἀνώτατον χρονικὸν ὄριον 24 ὡρῶν.

Εἰς περίπτωσιν ἀναγκαστικῆς προσεγγίσεως εἰς λιμένα δὲν θὰ θεωρῆται ὡς ἐμπορικὴ πράξις ἡ ἐκφόρτωσις καὶ ἡ φόρτωσις τῶν ἐμπορευμάτων ἐπὶ τοῦ πλοίου — ἄνευ ἀποθηκεύσεως — ἢ μεταφόρτωσις ἐπὶ ἑτέρου πλοίου, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν τὸ πρῶτον πλοῖον κατέστη ἀνίκανον πρὸς πλοῦν, αἱ ἀναγκαῖαι διὰ τὸν ἀνεφοδιασμὸν τοῦ πληρώματος δαπάναι ὡς καὶ ἡ πώλησις τῶν ἐμπορευμάτων κατόπιν ἀδείας τῆς τελωνειακῆς Ἀρχῆς. Ἐξυπακούεται ὅτι αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἁρθροῦ δὲν ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν Ὑγειονομικῶν, τῶν Πληρηγικῶν καὶ τῶν Ναυαροσωστικῶν δικαιωμάτων, ἅτινα θὰ εἰσπράττωνται εἰς πάσας τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπόμενας ὑπὸ τῆς ἐγκυρίου νομοθεσίας διὰ τὰ πλοῖα τοῦ μᾶλλον

Ἄρθρον 7.

Τὰ πλοῖα ἐκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους τὰ εἰσπλέοντα εἰς τοὺς λιμένας τοῦ ἑτέρου πρὸς ἐκφόρτωσιν μέρους τοῦ ἐκ τοῦ ἐξωτερικοῦ προσερχομένου φορτίου τῶν θὰ δύνανται, συμμορφούμενα πρὸς τὴν νομοθεσίαν καὶ τὰς διατάξεις τοῦ Κράτους, νὰ διατηροῦν ἐπὶ τοῦ πλοίου μέρος τοῦ φορτίου, τὸ ὁποῖον προορίζεται δι' ἄλλον λιμένα εἴτε τοῦ αὐτοῦ Κράτους εἴτε ἑτέρου καὶ νὰ μεταφέρουν αὐτὸ ἄνευ πληρωμῆς ἄλλων δικαιωμάτων πλην τῶν ἐπιβαλλομένων εἰς ὁμοίαν περίπτωσιν εἰς τὰ πλοῖα τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους.

Ὅμοιως τὰ πλοῖα ἐκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ δύνανται νὰ μεταβαίνουν ἐξ ἐνὸς λιμένος εἰς ἕτερον τοῦ αὐτοῦ συμβαλλομένου Μέρους πρὸς συμπλήρωσιν τοῦ διὰ τὸ ἐξωτερικὸν προοριζομένου φορτίου αὐτῶν ἄνευ πληρωμῆς ἄλλων δικαιωμάτων πλην τῶν ἐπιβαλλομένων εἰς ὁμοίαν περίπτωσιν εἰς τὰ πλοῖα τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους.

Ἄρθρον 8.

Τὰ ἐκ τῆς ἐκμεταλλεύσεως εἰς διεθνεῖς μεταφορὰς πραγματοποιούμενα ἔσοδα τῶν ἐμπορικῶν πλοίων τῶν νηολογημένων εἰς ἐκάτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, θὰ ἀπαλλάσσωνται ἐπὶ τοῦ ἔδαφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους τῆς καταβολῆς παντὸς δικαιώματος, τέλους καὶ φόρου, οἷσδήποτε φύσεως.

Ἡ ὡς ἄνω ἀπαλλαγὴ θὰ ἐφαρμοσθῇ εἰς τὰς δύο Χώρας ἐπὶ τῶν φόρων τῶν ὀφειλόμενων διὰ τὰ οἰκονομικὰ ἔτη ἀρχόμενα ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1958.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἁρθροῦ ἀντικαθιστοῦν τὰς διατάξεις τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν ναυτιλίαν τὰς περιλαμβανομένας εἰς τὰ ἄρθρα 1 καὶ 3 τῆς συναφθείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 20ὴν Ἰουλίου 1963 Συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, ἀφορώσης τὴν φορολογικὴν ἀπαλλαγὴν τῶν ἐκ τῆς ναυσίπλοϊας καὶ ἀεροπλοΐας προσερχομένων εἰσοδημάτων.

Ἄρθρον 9.

Αἱ τοπικαὶ Ἀρχαὶ καὶ τὰ δικαστήρια ἐκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους δὲν θὰ δύνανται νὰ ἐπιλαμβάνωνται καθ' οἷονδήποτε τρόπον καὶ δι' οἷονδήποτε αἰτίαν τῶν διαφορῶν, αἵτινες θὰ ἀναφύωνται ἐν πλῶ ἢ εἰς τοὺς λιμένας μεταξὺ τῆς διοικήσεως τοῦ πλοίου, τοῦ πλοιάρχου, τῶν ἀξιωματικῶν καὶ τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος τῶν ἀναγεγραμμένων εἰς τὸ ναυτολόγιον τοῦ πλοίου καὶ θὰ ἀφορῶν εἰς τὰ προσωπικὰ ἀντικείμενα τοῦ πληρώματος, τοὺς μισθοὺς καὶ γενικῶς τὴν ἐργασίαν ἐπὶ τῶν ὑπὸ τὴν σημαίαν τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐμπορικῶν πλοίων.

Ἄρθρον 10.

Ἡ μεταχείρισις τοῦ πλέον εὐνοουμένου Κράτους, ἡ προβλεπομένη ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας, δὲν ἐφαρμόζεται ὡς πρὸς τὰ πλεονεκτήματα καὶ προνόμια τὰ ἀπορρέοντα:

- α) Ἐκ Τελωνειακῆς Ἑνώσεως οἷσδήποτε φύσεως, συναφθείσης ἢ μελλούσης νὰ συναφῇ ὑπὸ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ
- β) Ἐξ εἰδικῶν συμβατικῶν καθεστώτων ὅπερ τὸ ἐν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἔχει παραχωρήσει ἢ θὰ παραχωρήσῃ εἰς γειτονικὸν Κράτος.

Ἄρθρον 11.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἀπέχουν πάσης ἐνεργείας συνιστάσεως διάκρισιν σημαίαν ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν διεθνῶν θαλασσίων μεταφορῶν ὡς καὶ πάσης ἐνεργείας τεινούσης νὰ περιορίσῃ τὴν ἐλευθέραν συμμετοχὴν τῶν ἐμπορικῶν πλοίων τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους εἰς τὰς ὡς ἄνω διεθνεῖς θαλασσίας μεταφορὰς.

Ἄρθρον 12.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας δὲν ἐφαρμόζονται εἰς τὰ πολεμικὰ πλοῖα τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ ἐπικυρωθῇ συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν ἐκατέρου Κράτους. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ γνωστοποιήσουν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, τὴν κύρωσιν τῆς Συμφωνίας, ἥτις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς

Ἡ Συμφωνία συνάπτεται διὰ περίοδον τριῶν ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος της, καὶ θὰ ἀνανεοῦται αὐτομάτως διὰ ἐτησίαις περιόδους, ἐκτὸς ἐὰν ἐν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἦθελε γνωστοποιήσει τοῦλάχιστον ἑξὶ μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας τὴν ἐπιθυμίαν του ὅπως καταγγεῖλῃ τὴν παράτασιν ταύτης. Ἡ παρούσα Συμφωνία ἀντικαθιστᾷ τὰς διατάξεις τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν ναυτιλίαν τὰς περιλαμβανομένας εἰς τὴν Συνθήκην Ἐμπορίου καὶ Ναυτιλίας τῆς 11 Αὐγούστου 1931.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Σεπτεμβρίου 1966, εἰς δύο πρωτότυπα, εἰς Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ
Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας
τῆς Ρουμανίας
C. MANESCU

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς
Ἀντιπροσωπείας

Ἀθήναι, τῇ 24 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Ἀναφερόμενος εἰς τὰς διαπραγματεύσεις αἵτινες κατέληξαν εἰς τὴν ὑπογραφήν, ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, τῆς συμφωνίας ναυτιπλοίας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς γνῶσιν ὑμῶν ὅτι ἡ ρήτρα τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου κράτους, ἡ περιεχομένη εἰς τὸ ἄρθρον 1ον τῆς συμφωνίας τῆς ὑπογραφείσης σήμερον, δὲν ἐφαρμόζεται εἰς τὴν μεταφορὰν Ἑλλήνων μεταναστῶν.

Βεβαιωθῆτε, Κύριε Πρόεδρε, περὶ τῆς ἐξόχου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεώς μου.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς
Ἀντιπροσωπείας
Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ρουμανικῆς
Ἀντιπροσωπείας

Ἀθήναι, τῇ 24 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ βεβαιώσω λήψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ἐπιστολῆς σας, ἐχοῦσης οὕτω:

«Ἀναφερόμενος εἰς τὰς διαπραγματεύσεις αἵτινες κατέληξαν εἰς τὴν ὑπογραφήν, ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, τῆς συμφωνίας ναυτιπλοίας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς γνῶσιν ὑμῶν ὅτι ἡ ρήτρα τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου κράτους ἡ περιεχομένη εἰς τὸ ἄρθρον 1ον τῆς συμφωνίας τῆς ὑπογραφείσης σήμερον, δὲν ἐφαρμόζεται εἰς τὴν μεταφορὰν Ἑλλήνων μεταναστῶν».

Εἰς ἀπάντησιν ἔχω τὴν τιμὴν νὰ σᾶς ἐπιβεβαιώσω τὰ ἀναφερόμενα ἀνωτέρω.

Βεβαιωθῆτε, Κύριε Πρόεδρε, περὶ τῆς ἐξόχου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεώς μου.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ρουμανικῆς
Ἀντιπροσωπείας
C. MANESCU

ACCORD

Entre le Gouvernement Royal de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie relatif au remplacement de l'Annexe à l'Accord du 2 mai 1960 entre les deux pays concernant les transports aériens Commerciaux Réguliers.

Le Gouvernement Royal de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie ont décidé de remplacer l'annexe à l'Accord du 2 mai 1960 entre les deux pays concernant les transports aériens Commerciaux Réguliers, par une nouvelle annexe qui est attachée au présent Accord, et qui fait partie intégrante de l'Accord de 1960.

Fait à Athènes le 2 septembre 1966, en deux exemplaires originaux en langue Française.

Pour le Gouvernement Pour le Gouvernement de
du Royaume de Grèce la République Socialiste de
la Roumanie

ANNEXE

Article 1

1. L'entreprise désignée par le Gouvernement du Royaume de Grèce jouira du droit d'embarquer et débarquer en trafic international des passagers, des marchandises et du courrier suivant les dispositions du présent Accord et de son Annexe sur la route:

Athènes - points intermédiaires - Bucarest et vice-versa. Cette ligne pourra être prolongée, avec les mêmes droits de trafic, vers un point qui sera déterminé ultérieurement entre les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes et vice-versa, sous la fréquence de deux vols par semaine.

2. L'entreprise désignée par le Gouvernement de la République Socialiste Roumaine jouira du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international des passagers, des marchandises et du courrier suivant les dispositions du présent Accord et de son Annexe sur la route:

Bucarest - points intermédiaires - Athènes et vice-versa. Cette ligne pourra être prolongée avec les mêmes droits de trafic, vers le Caire et vice-versa, sous une fréquence de deux vols par semaine.

3. L'entreprise désignée par chacune des Parties Contractantes jouira aussi du droit de survoler le territoire de l'autre Partie Contractante sans y atterrir ou d'y atterrir pour des raisons non-commerciales sous une fréquence totale de deux vols par semaine, dans les deux sens.

Les points à atteindre au-delà des territoires des Parties Contractantes par les vols effectués conformément au présent paragraphe seront convenus entre les Autorités Aéronautiques.

4. Les entreprises désignées peuvent omettre l'atterrissage à un ou plusieurs points intermédiaires des services convenus, à condition que de toute façon le point de départ du service soit situé sur le territoire de la Partie Contractante ayant désigné l'entreprise.

5. En tout cas, l'entreprise désignée par chacune des parties Contractantes n'aura pas le droit d'exécuter des vols rémunérés entre des points situés sur territoire de l'autre Partie Contractante (CABOTAGE).

6. Le transport par les entreprises désignées du courrier sur les services convenus sera effectué selon les dispositions de la Convention Postale Universelle toujours en vigueur.

Article 2

Les vols non réguliers exécutés par les entreprises désignées seront soumis à une autorisation spéciale.

Article 3

1. Le service au sol (Handling-Servicing) des aéronefs et passagers de l'entreprise désignée de l'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante sera confié à et exercé par l'entreprise désignée de la seconde Partie Contractante.

2. La représentation générale et l'agence de chacune des entreprises désignées seront confiées sur le territoire de l'autre Partie Contractante à des entreprises spécialisées ayant la nationalité de la seconde Partie.

3. Chacune des entreprises de transport aérien désignées aura le droit de maintenir un propre délégué commercial, sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας περὶ ἀντικαταστάσεως τοῦ Παραρτήματος τῆς ἀπὸ 2 Μαΐου 1960 Συμφωνίας μεταξύ τῶν δύο Χωρῶν περὶ τακτικῶν Ἐμπορικῶν Ἀεροπορικῶν Μεταφορῶν.

Ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις

ράσαν να αντικαταστήσουν το Παράρτημα της μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν Συμφωνίας τῆς 2ας Μαΐου 1960, περὶ τεχνικῶν Ἑμπορικῶν Ἀεροπορικῶν Μεταφορῶν, δι' ἐνὸς νέου Παραρτήματος τὸ ὁποῖον ἐπισυνάπτεται εἰς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν καὶ τὸ ὁποῖον ὑποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμφωνίας τοῦ 1960.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 2αν Σεπτεμβρίου 1966, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρα-
τίας τῆς Ρουμανίας

I. ΤΟΥΜΠΙΑΣ

C. MANESCU

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

"Αρθρον 1.

1. Ἡ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ὁρισθεῖσα Ἐπιχειρήσεις διὰ ἀπολαμβάνῃ τοῦ δικαιώματος ὅπως ἐπιβιβάξῃ καὶ ἀποβιβάξῃ εἰς διεθνή κίνησιν ἐπιβάτας, ἐμπορεύματα καὶ ταχυδρομείον κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς, ἐπὶ τῆς διαδρομῆς:

Ἀθῆναι —ἐνδιάμεσα σημεία— Βουκουρέστιον καὶ ἀντιστρόφως.

Ἡ γραμμὴ αὕτη διὰ δύναται νὰ ἐπεκταθῇ, μὲ τὰ αὐτὰ δικαιώματα κινήσεως, πρὸς ἐν σημεῖον καὶ ἀντιστρόφως, τὸ ὁποῖον διὰ καθορισθῇ μεταγενεστέρως, μεταξὺ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ μὲ συχνότητα δύο πτήσεων καθ' ἑβδομάδα.

2. Ἡ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ὁρισθεῖσα Ἐπιχειρήσεις διὰ ἀπολαμβάνῃ τοῦ δικαιώματος ὅπως ἐπιβιβάξῃ καὶ ἀποβιβάξῃ εἰς διεθνή κίνησιν ἐπιβάτας, ἐμπορεύματα καὶ ταχυδρομείον κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς ἐπὶ τῆς διαδρομῆς:

Βουκουρέστιον —ἐνδιάμεσα σημεία— Ἀθῆναι καὶ ἀντιστρόφως:

Ἡ γραμμὴ αὕτη διὰ δύναται νὰ ἐπεκταθῇ μὲ τὰ αὐτὰ δικαιώματα κινήσεως πρὸς Κλίρον καὶ ἀντιστρόφως καὶ μὲ συχνότητα δύο πτήσεων καθ' ἑβδομάδα.

3. Ἡ ὑφ' ἑκατέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ὁρισθεῖσα Ἐπιχειρήσεις διὰ ἀπολαμβάνῃ ἐπίσης τοῦ δικαιώματος ὅπως ὑπερίπταται τῆς Ἐπικρατείας τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἄνευ προσγειώσεως ἢ καὶ μετὰ προσγειώσεως δι' οὐχὶ ἐμπορικῶν λόγους καὶ μὲ συνολικὴν συχνότητα δύο πτήσεων καθ' ἑβδομάδα, πρὸς ἡμεροτέρας τὰς κατευθύνσεις.

Τὰ πέραν τῶν ἐπικρατειῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν σημεία προσεγγίσεως τῶν συμφώνως πρὸς τὴν παρούσαν παράγραφον πραγματοποιουμένων πτήσεων διὰ συμφωνοῦνται μετὰ-ξὺ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν.

4. Αἱ ὁρισθεῖσαι Ἐπιχειρήσεις δύνανται νὰ παραλείπουν τὴν προσγειώσιν εἰς ἐν ἢ πλεονα ἐνδιάμεσα σημεία τῶν συμφωνηθεῖσιν γραμμῶν, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι κατὰ πᾶσαν περίπτωσιν τὸ σημεῖον ἐκκινήσεως τῆς γραμμῆς διὰ κεῖται ἐπὶ τῆς Ἐπικρατείας τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους τοῦ ὁρίσαντος τὴν Ἐπιχειρήσιν.

5. Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἢ ὑφ' ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους ὁρισθεῖσα Ἐπιχειρήσις δὲν διὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἐκτελῇ πτήσεις ἐπ' ἀμοιβῇ, μεταξὺ σημείων κειμένων ἐπὶ τῆς Ἐπικρατείας τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους (CABOTAGE).

6. Ἡ ὑπὸ τῶν ὁρισθεῖσιν Ἐπιχειρήσεων μεταφορὰ ταχυδρομείου διὰ τῶν συμφωνηθεῖσιν γραμμῶν διὰ πραγματοποιῆται κατὰ τὰς διατάξεις τῆς ἐκάστοτε ἰσχυούσης Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Συνθήκης.

"Αρθρον 2.

Αἱ ὑπὸ τῶν ὁρισθεῖσιν Ἐπιχειρήσεων πραγματοποιούμεναι ἑκτακτοὶ πτήσεις διὰ ὑπόκεινται εἰς εἰδικὴν ἔγκρισιν.

"Αρθρον 3.

1. Ἡ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐξυπηρέτησις (HANDLING—SERVICING) τῶν ἀεροκαφῶν καὶ τῶν ἐπιβατῶν τῆς ὁρισθεῖσης Ἐπιχειρήσεως τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους εἰς τὴν Ἐπικράτειαν τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους,

διὰ ἀνατίθεται εἰς τὴν ὑπὸ τοῦ δευτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ὁρισθεῖσιν ἐπιχειρήσιν καὶ διὰ παρέχεται ὑπὸ ταύτης.

2. Ἡ γενικὴ ἀντιπροσώπευσις καὶ πρακτορεύσις ἑκατέρως τῶν ὁρισθεῖσιν Ἐπιχειρήσεων εἰς τὴν Ἐπικράτειαν τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ ἀνατίθεται εἰς εἰδικὰς ἐπιχειρήσεις ἐχούσας τὴν ἐθνικότητα τοῦ δευτέρου Μέρους.

3. Ἐκάστη τῶν ὁρισθεῖσιν Ἐπιχειρήσεων Ἀεροπορικῶν Μεταφορῶν διὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ διατηρῇ ἴδιον ἐμπορικὸν ἐντεταλμένον εἰς τὴν Ἐπικράτειαν τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

ACCORD

entre le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie concernant les services de télécommunications.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, dans leur désir d'améliorer et d'étendre les services de télécommunications entre les deux pays et ayant en vue les dispositions en vigueur de la Convention internationale des télécommunications, ont décidé de conclure un Accord concernant les services de télécommunications et, à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I

Dispositions Générales

Article 1

Les Parties Contractantes se mettent d'accord pour l'augmentation et l'amélioration des liaisons de télécommunications existantes entre les deux pays.

Article 2

Chaque Partie Contractante s'efforcera d'utiliser dans la mesure du possible les voies de télécommunications de l'autre pays pour l'échange du trafic de transit et d'accorder des conditions les plus avantageuses pour l'écoulement de ce trafic.

Article 3

Les deux Administrations se communiqueront directement les restrictions concernant les services de télécommunications.

Article 4

Pour les questions qui ne sont pas réglées par cet Accord s'appliquent les dispositions de la Convention internationale des télécommunications et des Règlements y annexés ou les dispositions des Arrangements supplémentaires conclus entre les Parties contractantes.

CHAPITRE II

Liaisons de Télécommunications

Article 5

Dans le service réciproque entre les deux Parties contractantes sont admises toutes les catégories de télégrammes et les services spéciaux télégraphiques prévues au Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications, sauf les restrictions communiquées conformément à l'article 3 du présent Accord.

Article 6

Pour l'amélioration des conditions d'écoulement du trafic télégraphique, un circuit télégraphique direct sera établi entre Athinai et Bucaresti.

Article 7

Pour le service télex, deux circuits directs entre Athinai et Bucaresti en passant par Sofia, seront établis.

Article 8

Pour l'amélioration des conditions d'écoulement du trafic téléphonique, un circuit téléphonique direct sera établi entre Athinai et Bucaresti, en passant par la République Populaire de Bulgarie.

Article 9

La date d'établissement et de la mise en fonction de nouveaux circuits télégraphique, téléphonique et télex sera fixée par correspondance entre les deux Administrations.

Article 10

L'établissement d'une liaison radiotélégraphique entre les deux pays sera examiné par correspondance entre les deux Administrations, au temps opportun.

CHAPITRE III

Taxes

Article 11

La taxe télégraphique terminale par «mot» pour chaque Partie contractante est fixée à 0.12 frs. or.

Article 12

Les taxes du service télex seront fixées conformément à l'Avis F-66 du Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT, Livre bleu, 1964), par correspondance entre les deux Administrations.

Article 13

La taxe téléphonique terminale pour l'unité de trois minutes est fixée à 3.20 frs. or pour la Grèce et 3.20 frs. or pour la République Socialiste de Roumanie.

Article 14

Pour les transmissions des programmes radiophoniques utilisent les circuits téléphoniques ordinaires (jusqu'à 3400 Hz) les deux Administrations appliqueront les mêmes taxes prévues au présent Accord pour le trafic téléphonique.

CHAPITRE IV

Decompte

Article 15

Les comptes réciproques de trafic sont établis sur la base du franc or de 100 centimes, au poids de 10/31 grammes et le titre de 0.900.

Article 16

Le solde final sera payé conformément aux dispositions de l'Accord concernant les paiements entre la Grèce et la République Socialiste de Roumanie, en vigueur à la date du paiement.

Les dépenses de la remise sont supportées par la Partie débitrice.

CHAPITRE V

Dispositions Finales

Articles 17

a. Les Parties contractantes peuvent, après un accord mutuel entre les deux Administrations, modifier ou compléter cet Accord.

b. Tous les détails qui ne sont pas réglementés par le présent Accord et qui concernent son application, seront réglementés par voie de correspondance entre les Administrations des deux Parties Contractantes.

Article 18

Le présent Accord sera soumis à l'approbation conformément aux dispositions légales de chacun de ces deux Etats.

Les parties contractantes communiqueront mutuellement, par voie diplomatique, l'approbation de l'Accord et celui-ci entrera en vigueur à la date de la réception de la dernière communication d'approbation.

L'Accord est conclu pour une durée de cinq ans, à partir de son entrée en vigueur et sera automatiquement prorogé, pour des nouvelles périodes d'une année sauf le cas où l'une des deux Parties Contractantes communiquera, au moins six mois avant l'expiration de la validité de l'Accord, sa décision de renoncer à

En foi de quoi les soussignés Plénipotentiaires des deux Parties contractantes après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, signent le présent Accord.

Fait à Athènes le 2 septembre 1966 en deux exemplaires en langue française, faisant tous deux également foi.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Grèce

Pour le Gouvernement de
la République Socialiste de
Roumanie

I. TOUMBAS

C. MANESCU

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ελλάδος και της Κυβερνήσεως της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας, αφορώσα τας υπηρεσίας Τηλεπικοινωνιών.

Η Κυβέρνησις του Βασιλείου της Ελλάδος και η Κυβέρνησις της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας, εν τη επιθυμία των να βελτιώσουν και να επεκτείνουν τας υπηρεσίας Τηλεπικοινωνιών μεταξύ των δύο Χωρών και έχουσαι υπό ψήν τας εν ισχύ διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών, απέφασαν την σύναψιν συμφωνίας αφορώσης τας υπηρεσίας Τηλεπικοινωνιών και προς τὸν σκοπὸν τοῦτον, συνέφωσαν τὰ κάτωθι:

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Γενικαὶ Διατάξεις.

"Αρθρον 1.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦν διὰ τὴν αὐξήσιν καὶ τὴν βελτίωσιν τῶν ὑφισταμένων μεταξύ τῶν δύο χωρῶν Τηλεπικοινωνιακῶν συγκαταστάσεων.

"Αρθρον 2.

"Εκαστον συμβαλλόμενον Μέρος θὰ προσπαθήσῃ νὰ χρησιμοποιῇ, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τὰς ὁδοὺς Τηλεπικοινωνίας τῆς ἄλλης χώρας, διὰ τὴν ἀνταλλαγὴν τῆς διαβατικῆς ἀνταποκρίσεως καὶ νὰ ἐξασφαλίζῃ τοὺς πλέον εὐνοϊκοὺς ὅρους διὰ τὴν διεξαγωγὴν τῆς ἀνταποκρίσεως ταύτης.

"Αρθρον 3.

Αἱ δύο Διευθύνσεις θὰ ἀνακοινοῦν ἀμοιβαίως ἀπ' εὐθείας, τοὺς ἀφορῶντας τὰς Τηλεπικοινωνιακὰς υπηρεσίας, περιορισμοὺς.

"Αρθρον 4.

Διὰ τὰ θέματα, τὰ ὁποῖα δὲν ρυθμίζονται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς ταύτην Κανονισμῶν ἢ αἱ διατάξεις τῶν μεταξύ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν συναπτομένων συμπληρωματικῶν συμφωνιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Τηλεπικοινωνιακαὶ Συγκαταστάσεις.

"Αρθρον 5.

Εἰς τὴν ἀμοιβαίαν μεταξύ τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν ὑπηρεσίαν γίνονται δεκταὶ πᾶσαι αἱ κατηγορίαι τηλεγραφημάτων καὶ αἱ εἰδικαὶ τηλεγραφικαὶ υπηρεσίαι, αἱ προβλεπόμεναι ὑπὸ τοῦ προσηρτημένου εἰς τὴν Διεθνή Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιών, Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ, ἐπιφυλασσομένων τῶν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 3 τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀνακοινουμένων περιορισμῶν.

"Αρθρον 6.

Διὰ τὴν βελτίωσιν τῶν συνθηκῶν διεξαγωγῆς τῆς Τηλεγραφικῆς ἀνταποκρίσεως, ἐν ἀπ' εὐθείας Τηλεγραφικὸν κύκλωμα θὰ ἐγκατασταθῇ μεταξύ Ἀθηνῶν καὶ Βουκουρεστίου.

"Αρθρον 7.

Διὰ τὴν ὑπηρεσίαν TELEX, θὰ ἐγκατασταθῶν δύο ἀπ' εὐθείας κυκλώματα μεταξύ Ἀθηνῶν καὶ Βουκουρεστίου, μέσω Σόφιας.

"Αρθρον 8.

Διὰ τὴν βελτίωσιν τῶν συνθηκῶν διεξαγωγῆς τῆς Τηλε-

μα δὲ ἐγκατασταθῇ μεταξὺ Ἀθηνῶν καὶ Βουκουρεστίου μέ-
σω τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.

*Ἀρθρον 9.

Ἡ ἡμερομηνία ἐγκαταστάσεως καὶ θέσεως ἐν λειτουργίᾳ
τῶν νέων κυκλωμάτων, τηλεγραφικοῦ, τηλεφωνικοῦ καὶ TELE-
LEX, δὲ καθορισθῇ, δι' ἀλληλογραφίας μεταξὺ τῶν δύο
Διευθύνσεων.

*Ἀρθρον 10.

Ἡ ἐγκατάστασις μιᾶς ραδιοτηλεγραφικῆς συγκαίνωνίας με-
ταξὺ τῶν δύο χωρῶν δὲ ἐξετασθῇ, ἐν εὐθέτω χρόνῳ, δι' ἀλλη-
λογραφίας μεταξὺ τῶν δύο Διευθύνσεων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Τέ λ η.

*Ἀρθρον 11.

Τὸ τελικὸν Τηλεγραφικὸν τέλος κατὰ «λέξιν» δι' ἑκα-
στον συμβαλλόμενον Μέρους ὁρίζεται εἰς 12 ἑκατοστὰ τοῦ χρο-
νοῦ φράγκου.

*Ἀρθρον 12.

Τὰ τέλη τῆς ὑπηρεσίας TELELEX δὲ καθορισθῶν, δι' ἀλ-
ληλογραφίας μεταξὺ τῶν δύο Διευθύνσεων, συμφώνως πρὸς
τὴν Γνωμοδότησιν F66 τῆς Διεθνούς Συμβουλευτικῆς Τηλε-
γραφικῆς καὶ Τηλεφωνικῆς Ἐπιτροπῆς (CCITT—LIVRE,
BLEU, 1964).

*Ἀρθρον 13.

Τὸ τελικὸν τηλεφωνικὸν τέλος κατὰ μονάδα τριῶν πρώτων
λεπτῶν ὁρίζεται εἰς 3.20 χρυσὰ φράγκα διὰ τὴν Ἑλλάδα καὶ
εἰς 3.20 χρυσὰ φράγκα διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν
τῆς Ρουμανίας.

*Ἀρθρον 14.

Διὰ τὰς μεταβιβάσεις ραδιοφωνικῶν προγραμμάτων δι' ἃς
χρησιμοποιῶνται συνήθη τηλεφωνικὰ κυκλώματα (μέχρι
3400 HZ), αἱ δύο Διευθύνσεις δὲ ἐφαρμόζουν τὰ αὐτὰ τέλη,
τὰ ὁποῖα προβλέπονται, ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας, διὰ
τὴν τηλεφωνικὴν ἀνταπόκρισιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙV.

Ἐγκαθάρσις Λογαριασμῶν.

*Ἀρθρον 15.

Οἱ ἀμοιβαῖοι λογαριασμοὶ ἀνταποκρίσεως καταρτίζονται μὲ
βάσιν τὸ χρυσὸν φράγκον τῶν ἑκατὸν ἑκατοστῶν, ἑάρους
10)31 γραμμαρίων καὶ τίτλου 0.900.

*Ἀρθρον 16.

Τὸ τελικὸν ὑπόλοιπον δὲ καταβάλλεται συμφώνως πρὸς
τὰς διατάξεις τῆς ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς πληρωμῆς,
Συμφωνίας περὶ πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς
Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας.

Αἱ δαπάναι ἀποστολῆς βαρύνουν τὴν ὀφειλέτιδα χώραν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Τελικαὶ Διατάξεις.

*Ἀρθρον 17.

α) Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται, κατόπιν κοινῆς συμ-
φωνίας μεταξὺ τῶν δύο Διευθύνσεων, νὰ τροποποιῶν ἢ νὰ
συμπληρῶν τὴν Συμφωνίαν ταύτην.

β) Πᾶσαι αἱ λεπτομέρειαι, αἵτινες δὲν ρυθμίζονται ὑπὸ τῆς
παρούσης Συμφωνίας καὶ αἵτινες ἀφορῶσιν εἰς τὴν ἐφαρμογὴν
τῆς, δὲ διακανονίζονται δι' ἀλληλογραφίας μεταξὺ τῶν Διευ-
θύνσεων τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν.

*Ἀρθρον 18.

Ἡ παρούσα Συμφωνία δὲ ἐπικυρωθῇ συμφώνως πρὸς τὴν
νομοθεσίαν ἑκατέρου Κράτους.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη δὲ ἀνακοινώσουν ἀμοιβαίως, διὰ
τῆς διπλωματικῆς οδοῦ, τὴν ἐπικύρωσιν τῆς Συμφωνίας καὶ
αὕτη δὲ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς λήψεως τῆς
τελευταίας ἀνακοινώσεως περὶ ἐπικυρώσεως.

Ἡ Συμφωνία συνάπτεται διὰ διάρκειαν πέντε ἐτῶν, ἀπὸ
τῆς θέσεώς της ἐν ἰσχύϊ, καὶ δὲ παρατείνεται αὐτομάτως,
διὰ νέας περιόδους ἐνός ἐτους, ἐκτὸς ἐὰν τὸ ἐν τῶν συμβαλ-
λομένων Μερῶν, ἀνακοινώσῃ, ἔξ τούλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς

ἐκπνοῆς τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας, τὴν ἀπόφασιν τοῦ ὅπως
παρατεθῇ τῆς παρατάσεως ἰσχύος ταύτης.

Εἰς πίστωσιν ἢ ὑπογεγραμμένοι Πληρεξούσιοι τῶν δύο συμ-
βαλλομένων Μερῶν, μετὰ τὴν ἀμοιβαίαν ἀνακοίνωσιν τῶν
πληρεξουσίων ἐγγράφων των, τὰ ὁποῖα εὐρέθησαν ἐν τάξει,
ὑπογράφουν τὴν παρούσαν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 2 Σεπτεμβρίου 1966 εἰς δύο
ἀντίτυπα εἰς Γαλλικὴν Γλῶσσαν, ἅτινα ἀμφοτέρω ἔχουν τὴν
αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρα-
τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
I. ΤΟΥΜΠΑΣ
Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρα-
τίας τῆς Ρουμανίας
C. MANESCU

Convention entre le Royaume de Grèce et la Répu-
blique Socialiste de Roumanie pour la Protection
des Plantes

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Cou-
vernement de la République Socialiste de Roumanie,
dans leur commun desir de faciliter les échanges de
plantes et de produits d'origine végétale entre les deux
pays et de lutter efficacement contre les maladies et
les ennemis des végétaux, ont décidé de conclure une
Convention pour la Protection des Plantes et à cet
effet sont convenu de ce qui suit :

Article premier

En vue de protéger l'économie agricole et forestière
contre les dégâts dus aux maladies et aux ennemis des
végétaux, les deux Parties contractantes s'engagent
à se conformer aux dispositions suivantes :

1. Surveiller les cultures agricoles et les terrains
non cultivés ou boisés, afin de dépister les foyers con-
taminés ou infestés par des maladies dangereuses et
des ennemis des végétaux.

2. Prendre les mesures phytosanitaires nécessaires
dans les régions contaminées par les maladies dange-
reuses ou attaquées par les insectes nuisibles à l'agri-
culture, en vue de localiser, restreindre et détruire
les foyers apparus, comme aussi de mettre en qua-
rantaire la région dans laquelle ces infections et
infestations ont fait leur apparition.

3. Renseigner les agriculteurs sur le profit écono-
mique qu'ils peuvent tirer de la diminution des atta-
ques de maladies et d'ennemis, ainsi que sur les mé-
thodes de dépistage, de prévention et de lutte contre
ces ennemis de l'agriculture.

4. Se communiquer mutuellement des informations
sur l'introduction et l'apparition des maladies et des
insectes nuisibles des cultures agricoles et forestières,
qui sont signalés pour la première fois dans le pays.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à s'informer
mutuellement sur l'apparition dans leur territoire de
maladies dangereuses et d'ennemis, qui constituent
un danger particulier pour les cultures agricoles et fo-
restières.

Comme maladies dangereuses et ennemis des végé-
taux et des produits d'origine végétale, sont considé-
rées :

Ennemis (du règne animal)

1. Acanthoscelides obsoletus Say
2. Anarsia lineatella Zell
3. Aphelencoides fragariae Ritz-Bos
4. Bruchidius incarnatus Boh
5. Callosobruchus chinensis L
6. Callosobruchus quadrimaculatus Fabr
7. Ceratitis capitata Wied
8. Diaspis (Pseudaulacaspis) pentagona Targ. Tozz
9. Heterodera rostochiensis Wollenw.
10. Heterodera schachtii Schmidt
11. Hyphabtria cunea Drury
12. Icerya purchasi Mask
13. Laspeyresia molesta Busk

14. *Leptinotarsa decemlineata* Say
15. *Quadraspidiotus perniciosus* Comst
16. *Platyedra* (*Pectinophora*) *gossypiella* Saund
17. *Pseudococcus gahani* Green
18. *Tarsonemus fragariae* Zim
19. *Thrips tabaci* Lind

Maladies (Pathogènes du règne végétal)

1. *Corynebacterium sepedonicum* (Spieck. et Kott.)
2. *Cronartium ribicola* (Lasch) Fischer de Waldh
3. *Diplodia zeae* (Schw) Lév
4. *Dotichyza populnea* Sacc. et Brr.
5. *Endoconidiophora fagacearum* Bretz
6. *Endothia parasitica* Murr
7. *Peronospora tabacina* Adam
8. *Pseudomonas marginata* (Mc. Culloch) Stapp
9. *Pseudomonas solanacearum* Smith
10. *Pseudomonas stewartii* (E.F. Smith)
11. *Septoria linicola* (Speg.) Gar
12. *Synchytrium endobioticum* (Schilb.) Perc.
13. *Tilletia pancici* Bud. et Ran.

Virus

1. Maladies à virus des arbres fruitiers et de la vigne, qui sont transmissibles par le matériel de multiplication.

La Liste précédente peut être modifiée après accord préalable des Parties contractantes.

Article 3.

En vue de prévenir l'introduction et la propagation des maladies dangereuses et des ennemis des végétaux lors des échanges commerciaux, les deux Parties contractantes s'engagent à appliquer les mesures suivantes :

1. Toute expédition de plantes et de produits d'origine végétale, ainsi que les transports en transit de ces produits, doivent être accompagnés d'un «certificat phytosanitaire» conforme au modèle annexé à la présente Convention, délivré par les Services compétents pour la Protection des Plantes de pays exportateur. Ces certificats, rédigés en français, en allemand ou en anglais, devront attester :

- que l'envoi est estimé conforme aux réglementations phytosanitaires en vigueur dans le pays importateur,
- que les plantes et les produits d'origine végétale à exporter sont indemnes de tout parasite (animal ou végétal) vivant, énuméré dans la liste de l'article 2 de la présente Convention,
- le lieu de provenance de ces plantes et de ces produits d'origine végétal.

2. Ce certificat phytosanitaire n'exclut pas le droit d'un contrôle phytosanitaire de la part du pays importateur ou bien l'application d'autres mesures jugées nécessaires, telles que la désinfection, la désinsectisation, la fumigation, etc.

3. En cas de constatation de maladies ou d'ennemis, figurant dans la liste de l'article 2 de la présente Convention, sur les plantes ou les produits agricoles importés, le Service Central pour la Protection des Plantes du pays exportateur doit en être avisé dans le plus bref délai.

4. Si le Service pour la Protection des Plantes du pays importateur décide, pour des raisons phytosanitaires, que les produits agricoles ne doivent pas être admis ou qu'ils doivent être soumis à des mesures spéciales (désinfection, fumigation, etc.), cette décision doit être communiquée dans le plus bref délai au Service Central pour la Protection des Plantes du pays exportateur.

5. Les produits végétaux tels que la paille, le foin sec, la tourbe, les feuilles sèches et toutes sortes d'autres produits d'origine végétale, qui sont utilisés comme matériel d'emballage des plantes et des produits agri-

coles, sont soumis aux conditions phytosanitaires de la présente Convention.

6. Les plantes à racine (arbres fruitiers, ornementaux ou forestiers) et les parties des plantes (greffes, porte-greffes, boutures etc) avec ou sans terre, destinées à la multiplication, peuvent être importées après consentement préalable du Service pour la Protection des Plantes du pays importateur.

7. Le transit des végétaux et des produits d'origine végétale à travers le territoire des Parties contractantes est soumis aux conditions phytosanitaires en vigueur dans le pays de transit.

Article 4.

Les échanges de plantes et de produits d'origine végétale devront être conformes, non seulement aux dispositions de la présente Convention, mais aussi aux conditions stipulées dans les accords commerciaux conclus entre les deux pays.

Article 5.

Les deux Parties contractantes, reconnaissant également l'utilité de la collaboration dans le domaine scientifique et l'opportunité de l'unification, dans la mesure du possible, des méthodes et des moyens visant à la protection des plantes, s'engagent :

1. A se communiquer mutuellement une fois par an, et au plus tard jusqu'à la fin de mois de mars, des informations sur l'état sanitaire des cultures et des forêts, les mesures appliquées pour une lutte efficace, contre les maladies dangereuses et les insectes nuisibles aux végétaux, ainsi que sur les résultats obtenus

2. A échanger de la littérature concernant la protection des plantes, afin de permettre une meilleure connaissance mutuelle des progrès réalisés dans ce domaine par chacun des deux. Les travaux respectifs seront accompagnés dans la mesure du possible d'un résumé en français ou en anglais.

Article 6.

Les deux Parties contractantes reconnaissent l'utilité et la nécessité d'un contact aussi fréquent que possible entre les spécialistes en Phytopathologie et en Entomologie des deux pays, par des visites réciproques, dans le but d'un échange mutuel de l'expérience scientifique et de la pratique acquise dans le domaine de la protection des plantes.

Les détails concernant la durée et les conditions financières de ces visites seront réglés par des négociations entre les Services compétents des deux pays, menées par la voie diplomatique.

Article 7.

Les Parties contractantes s'engagent à se communiquer mutuellement, en traduction française ou anglaise la réglementation phytosanitaire en vigueur, concernant l'importation, l'exportation et les transports en transit, dans les deux pays.

Article 8.

Tout différend dans l'application ou l'interprétation des termes de la présente Convention, sera soumis par les deux Parties contractantes à une Commission Mixte, constituée à cet effet. Si celle-ci n'aboutit pas à une solution satisfaisante, le différend sera réglé par voie diplomatique.

Article 9.

La présente Convention sera soumise à l'approbation conformément aux dispositions légales de chaque de ceux deux Etats. Les Parties contractantes communiqueront mutuellement, par voie diplomatique, l'approbation de la Convention, qui entrera en vigueur à la date de la dernière communication.

La Convention est conclue pour une durée de cinq ans, à dater de son entrée en vigueur et sera automatiquement prorogée pour des nouvelles périodes d'un

an, sauf le cas ou l'une de Parties contractantes communiquera à l'autre, au moins six mois avant l'expiration de la validité de la Convention, l'intention de renoncer à sa prorogation.

EN FOI DE QUOI les soussignés Plénipotentiaires des deux Parties contractantes, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, signent la présente Convention.

Fait à Athènes le 2 Septembre 1966 en deux exemplaires en langue française, faisant tous deux également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce

I. TOUMBAS

Pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie

C. MANESCU

ANNEXE

Certificat Phytosanitaire, (Modèle))

No

Il est certifié que les végétaux, parties de végétaux ou produits végétaux décrits ci-dessous ont été minutieusement examinés, en totalité ou sur échantillon représentatif le (date) par (nom) agent autorisé du (service) et sont, à sa connaissance, jugés pratiquement indemnes d'ennemis et maladies dangereux des cultures ; et que l'envoi est estimé conforme aux réglementations phytosanitaires actuellement en vigueur dans le pays importateur, ainsi qu'il est spécifié dans la déclaration supplémentaire ci-après ou par ailleurs.

Fumigation ou désinfection (à remplir sur la demande du pays importateur) :

Date	Traitement	Produit chimique utilisé et concentration
Durée du traitement		

Déclaration supplémentaire

Fait à le 19

(Signature)
(Fonction)

(Cachet du Service)

Description de l'envoi

Nom, prénom et adresse de l'expéditeur :
Nom, prénom et adresse du destinataire :
Nombre et nature des colis :
Marque des colis :
Provenance (sur la demande du pays importateur) :
Moyen de transport :
Point d'entrée :
Contenu de l'envoi :
Nom botanique (sur la demande du pays importateur) :
ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΝ ΤΩΝ ΦΥΤΩΝ
ΜΕΤΑΞΥ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ
ΤΗΣ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΤΗΣ ΡΟΥΜΑΝΙΑΣ

Η Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, ἐν τῇ κοινῇ των ἐπιθυμίᾳ νὰ διευκολύνουν τὰς ἀνταλλαγὰς φυτῶν καὶ προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καὶ νὰ ἀγωνισθοῦν ἀποτελεσματικῶς ἐναντίον τῶν ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν τῶν φυτῶν, ἀπεφάσισαν νὰ συνάψουν μίαν Σύμβασιν διὰ τὴν Προστασίαν τῶν φυτῶν καὶ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον συμφωνήθησαν τὰ ἐπόμενα.

Ἄρθρον 1.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως προστατεύσουν τὴν ἀγροτικὴν καὶ δασικὴν οἰκονομίαν ἐναντίον τῶν ζημιῶν τῶν ὀφειλουμένων εἰς ἀσθενείας καὶ ἐχθροὺς τῶν φυτῶν, τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν νὰ συμμορφωθῶνται πρὸς τὰς κατωθὶ διατάξεις :

1. Νὰ ἐπιβλέπουν τὰς γεωργικὰς καλλιέργειας καὶ τὰς μὴ καλλιεργουμένας ἢ δεινδροφυτευμένας ἐκτάσεις, διὰ τὴν διαπίστωσιν τῶν μεμολυσμένων καὶ προσβεβλημένων ὑπὸ ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν τῶν φυτῶν ἐστίνων.

2. Νὰ λαμβάνουν τὰ ἀπαραίτητα φυτοϋγειονομικὰ μέτρα εἰς τὰς περιοχὰς τὰς μεμολυσμένας ὑπὸ ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ τὰς προσβεβλημένας ὑπὸ τῶν ἐπιβλαβῶν εἰς τὴν γεωργίαν ἐντόμων, ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως ἐντοπίζωσιν, περιορίζωσιν καὶ καταστρέφωσιν τὰς ἐμφανιζομένας ἐστίας ὡς καὶ νὰ θέτωσιν ὑπὸ καθάρσιν τὴν περιοχὴν εἰς τὴν ὁποίαν αἱ μολύνσεις καὶ αἱ προσβολαὶ αὐταὶ ἐκχυμῶν τὴν ἐμφάνισίν των.

3. Νὰ πληροφροῦν τοὺς ἀγρότας ἐπὶ τῆς οἰκονομικῆς ὠφελείας τὴν ὁποίαν δύνανται νὰ πορίζωνται ἀπὸ τὸν περιορισμὸν τῶν προσβολῶν ἐκ τῶν ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν, εἰς ἐπίσης ἐπὶ τῶν μεθόδων διαπιστώσεως, προλήψεως καὶ καταπολεμήσεως τῶν ἐχθρῶν τούτων τῆς γεωργίας.

4. Νὰ παρέχουν ἀμοιβαίως πληροφροῦν σκετικὰς μὲ τὴν εἰσόδον καὶ ἐμφάνισιν ἀσθενειῶν καὶ ἐπιβλαβῶν ἐντόμων τῶν γεωργικῶν καὶ δασικῶν καλλιεργείων, ἐμφανιζομένων διὰ πρῶτην φορὰν εἰς τὴν χώραν.

Ἄρθρον 2.

Τὰ Συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν νὰ ἐνημεροῦνται ἀμοιβαίως ἐπὶ τῆς ἐμφάνισεως, εἰς τὸ ἔδαφός των ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν, οἵτινες συνιστοῦν ἰδιαίτερον κίνδυνον διὰ τὰς γεωργικὰς καὶ δασικὰς καλλιεργείας.

Ὡς ἐπικινδύνοι ἀσθενεῖαι καὶ ἐχθροὶ τῶν φυτῶν καὶ τῶν προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως, θεωροῦνται :

Ἐχθροὶ (τοῦ ζωικοῦ βασιλείου)

1. Acanthoscelus obsolitus Soy.
2. Anarsia lineatella Zell.
3. Aphelencoides fragariae Ritz-Bos.
4. Bruchidius incarnatus Boh.
5. Callosobruchus chinensis L.
6. Callosobruchus quadrimaculatus Fabr.
7. Ceratitis capitata Wied.
8. Diaspis (Pseudaulacaspis) pentagona Targ. Tozz.
9. Heterodera rostochiensis Wollenw.
10. Heterodera schachtii Schmidt.
11. Hyphantria cunea Drury.
12. Icerya purchasi Mask.
13. Laspeyresia molesta Busk.
14. Leptinotarsa decemlineata Say.
15. Quadraspidiotus perniciosus Comst.
16. Platyedra (Pectinophora) gossypiella Saund.
17. Pseudococcus gahani Green.
18. Tarsonemus fragariae Zim.
19. Thrips tabaci Lind.

Ἀσθενεῖαι (παθογόνα τοῦ ζωικοῦ βασιλείου)

1. Corynebacterium sepedonicum (Spieck. et Kott).
2. Cronartium tibicola (Lasch) Fischer de Waldh.
3. Diplodia zeae (Schw) Lév.
4. Dotichya populnea Sacc. et Brr.
5. Endoconidiophora fagacearum Bretz.
6. Endothia parasitica Murr.
7. Peronospora tabacina Adam.
8. Pseudomonas marginata (Mc. Culloch) Stapp.
9. Pseudomonas solanacearum Smith.
10. Pseudomonas stewartii (E.F. Smith).
11. Septoria linicola (Speg.) Gar.
12. Synchytrium endobioticum (Schilb.) Perc.
13. Tilletia paucicili Bud. et Ran.

Ἰοί

1. Ἀσθενεῖαι προκαλοῦμεναι ὑπὸ ἰῶν εἰς τὰ ὁπωροφόρα δένδρα καὶ τὴν ἄμπελον, αἱ ὁποῖαι μεταδίδονται διὰ τοῦ πολλαπλασιαστικοῦ ὕλικου.

Ὁ προηγουμένος πίναξ δύνανται νὰ τροποποιηθῶνται κατόπιν προηγουμένης κοινῆς συμφωνίας τῶν Συμβαλλομένων μερῶν.

Ἄρθρον 3.

Πρὸς πρόληψιν τῆς εἰσόδου καὶ τῆς διαδόσεως ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν τῶν φυτῶν κατὰ τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγὰς, τὰ δύο Συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν νὰ ἐφαρμόζωσιν τὰ ἐπόμενα μέτρα :

1. Πᾶσα ἀποστολὴ φυτῶν καὶ προϊόντων φυτικῆς προε-

λεύσεως, ως επίσης αί μεταφοραί υπό διαμετακόμισιν τῶν ἐν λόγῳ προϊόντων δέον νὰ συνοδεύωνται ὑπὸ ἐνὸς πιστοποιητικοῦ φυτοϋγείας συμφώνως τῷ ὑποδείγματι τῷ προσηρτημένῳ, ἐν παραρτήματι εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν, ἐκδιδομένου ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Ὑπηρεσιῶν διὰ τὴν Προστασίαν τῶν Φυτῶν τῆς χώρας ἐξαγωγῆς.

Τὰ ἐν λόγῳ πιστοποιητικά, συντεταγμένα εἰς γαλλικὴν, γερμανικὴν ἢ ἀγγλικὴν γλῶσσαν, πρέπει νὰ βεβαιοῦν:

—ὅτι ἡ ἀποστολὴ ἐκρίθη σύμφωνος μὲ τὰς ἐν ἰσχύϊ φυτοϋγειονομικὰς διατάξεις τῆς χώρας εἰσαγωγῆς.

—ὅτι τὰ πρὸς ἐξαγωγὴν φυτὰ καὶ προϊόντα φυτικῆς προελεύσεως εἶναι ἀπηλλαγμένα παντὸς ζῶντος παρασίτου (ζωϊκοῦ ἢ φυτικοῦ), ἐκ τῶν ἀπαριθμουμένων εἰς τὸν πίνακα τοῦ ἄρθρου 2 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

—τὴν περιοχὴν προελεύσεως τῶν ἐν λόγῳ φυτῶν καὶ φυτικῶν προϊόντων.

2. Τὸ πιστοποιητικὸν φυτοϋγείας δὲν ἀποκλείει τὸ δικαίωμα φυτοϋγειονομικοῦ ἐλέγχου ἐκ μέρους τῆς χώρας εἰσαγωγῆς ἢ τὴν ἐφαρμογὴν ἐτέρων μέτρων κρινομένων ὡς ἀναγκαίων, ὡς εἶναι ἡ ἀπολύμανσις, ἡ ἀπεντόμωσις, ὁ ὑποκαπνισμὸς κ.λ.π.

3. Εἰς περίπτωσιν διαπιστώσεως ἀσθενειῶν ἢ ἐχθρῶν ἐκ τῶν ἀναερωμένων εἰς τὸν πίνακα τοῦ ἄρθρου 2 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐπὶ τῶν εἰσγχομένων φυτῶν καὶ προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως, ἡ Κεντρικὴ Ὑπηρεσία διὰ τὴν Προστασίαν τῶν Φυτῶν τῆς χώρας ἐξαγωγῆς δέον νὰ εἰδοποιῇται περὶ τούτου τὸ ταχύτερον δυνατόν.

4. Ἐὰν ἡ Ὑπηρεσία διὰ τὴν Προστασίαν τῶν Φυτῶν τῆς χώρας εἰσαγωγῆς ἀποφασίσῃ διὰ φυτοϋγειονομικοὺς λόγους, ὅτι τὰ γεωργικὰ προϊόντα δὲν πρέπει νὰ παραληφθῶν ἢ πρέπει νὰ ὑποβληθῶν εἰς εἰδικὰ μέτρα (ἀπολύμανσιν, ὑποκαπνισμὸν κλπ.) ἡ ἀπόφασις αὕτη δέον νὰ γνωστοποιηθῇ τὸ ταχύτερον δυνατόν, εἰς τὴν Κεντρικὴν Ὑπηρεσίαν διὰ τὴν προστασίαν τῶν Φυτῶν τῆς χώρας ἐξαγωγῆς.

5. Τὰ γεωργικὰ προϊόντα, ὡς εἶναι τὸ ἄχυρον, τὸ ξηρὸν χόρτον, ἡ τύρφη, τὰ ξηρὰ φύλλα ὡς καὶ πᾶν εἶδος ἐτέρου προϊόντος φυτικῆς προελεύσεως, τὰ ὅποια χρησιμοποιοῦνται ὡς ὕλικόν συσκευασίας τῶν φυτῶν καὶ τῶν γεωργικῶν προϊόντων, ὑπόκεινται εἰς τὰς φυτοϋγειονομικὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

6. Τὰ ἔρριζα φυτὰ (δένδρα καρποφόρα, καλλωπιστικά ἢ δασικά) καὶ τὰ μέρη φυτῶν (ἐμβόλια, ὑποκείμενα, μοσχεύματα κλπ.) μετὰ ἢ ἄνευ χρώματος, τὰ προοριζόμενα διὰ πολυελασισασμὸν, δύνανται νὰ εἰσάγονται μετὰ προηγουμένην συγκατάθεσιν τῆς Ὑπηρεσίας διὰ τὴν προστασίαν τῶν Φυτῶν τῆς χώρας εἰσαγωγῆς.

7. Ἡ διαμετακόμισις φυτῶν καὶ προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως διὰ μέσου τοῦ ἐδάφους τῶν Συμβαλλομένων μερῶν, ὑπόκειται εἰς τὰς φυτοϋγειονομικὰς διατάξεις τὰς ἰσχυοῦσας ἐν τῇ χώρᾳ δι' ἧς ταῦτα διαμετακομίζονται.

Ἄρθρον 4.

Αἱ ἀνταλλαγαὶ φυτῶν καὶ προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως πρέπει νὰ εἶναι σύμφωνοι, οὐχὶ μόνον πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἀλλὰ καὶ πρὸς τοὺς ὅρους τοὺς διεπιζομένους εἰς τὰς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν συναπτομένης ἐμπορικῆς συμφωνίας.

Ἄρθρον 5.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα μέρη, ἀναγνωρίζοντα ὁμοίως τὴν ὠφελιμότητα τῆς συνεργασίας εἰς τὸν ἐπιστημονικὸν τομέα καὶ σκοπιμότητα τῆς ἐνοποιήσεως, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τῶν μεθόδων καὶ τῶν μέσων τῶν σκοπούντων εἰς τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν, ἀναλαμβάνουν:

1. Νὰ παρέχουν ἀμοιβαίως ἀπαξ τοῦ ἔτους, καὶ τὸ βραχύτερον μέχρι τέλους τοῦ μηνὸς Μαρτίου, πληροφορίας ἐπὶ τῆς ὑγιεινῆς καταστάσεως τῶν καλλιέργειῶν καὶ τῶν δασῶν, τῶν ἐφαρμοζομένων μέτρων διὰ μίαν ἀποτελεσματικὴν καταπολέμησιν τῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ τῶν ἐπιβλαβῶν ἐντόμων τῶν φυτῶν, ὡς καὶ τῶν ἐπιτυγχανομένων ἀποτελεσμάτων.

2. Νὰ ἀνταλλάττουν ἐιδικολογικὰν σχετικὴν μὲ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν, ἵνα διευκολύνουν μίαν καλλιτέραν ἀμοιβαίαν ἐνημέρωσιν ἐπὶ τῶν εἰς τὸν τομέα τούτον, πραγματοποιουμένων ὑφ' ἑκατέρου μεθυσίων. Αἱ σχετικαὶ ἐργασίαι θὰ συνοδεύωνται, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ὑπὸ περιλήψεως εἰς γαλλικὴν ἢ ἀγγλικὴν.

Ἄρθρον 6.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα μέρη ἀναγνωρίζουν τὴν ὠφελιμότητα καὶ τὴν ἀναγκαϊότητα μιᾶς κατὰ τὸ δυνατόν συγχωτέρας ἐπαφῆς μεταξὺ τῶν εἰδικῶν εἰς θέματα Φυτοπαθολογίας καὶ Ἑντομολογίας τῶν δύο χωρῶν, δι' ἀμοιβαίων ἐπισκέψεων, ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς μεταξὺ τῶν ἀνταλλαγῆς τῆς εἰς τὸν τομέα τῆς προστασίας τῶν φυτῶν ἀποκτημένης ἐπιστημονικῆς πείρας καὶ πρακτικῆς.

Αἱ λεπτομέρειαι αἱ ἀφορῶσαι τὴν διάρκειαν καὶ τοὺς οἰκονομικοὺς ὅρους τῶν ἐν λόγῳ ἐπισκέψεων θὰ ρυθμίζωνται δι' ἀπευθείας διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων Ὑπηρεσιῶν τῶν δύο χωρῶν, διεξαγχομένων διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 7.

Τὰ Συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν νὰ κοινοποιοῦν ἀμοιβαίως, ἐν γαλλικῇ ἢ ἀγγλικῇ μεταφράσει, τοὺς ἐν ἰσχύϊ φυτοϋγειονομικοὺς κανονισμοὺς, τοὺς ἀφορῶντας εἰς τὴν εἰσαγωγὴν, τὴν ἐξαγωγὴν καὶ τὰς μεταφορὰς ὑπὸ διαμετακόμισιν, εἰς τὰς δύο χώρας.

Ἄρθρον 8.

Πᾶσα διαφορὰ κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν ἢ τὴν ἐρμηνείαν τῶν ὅρων τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ ὑποβάλλεται ὑπὸ τῶν δύο Συμβαλλομένων μερῶν εἰς Μικτὴν Ἀποστολήν, συνιστωμένην ἐπὶ τούτῳ.

Ἐὰν αὕτη δὲν καταλήξῃ εἰς ἱκανοποιητικὴν λύσιν, ἡ διαφορὰ θὰ ἐπιλύεται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 9.

Ἡ παρούσα συμφωνία θὰ ἐπικυρωθῇ συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν ἑκατέρου Κράτους. Τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ ἀνακοινώσουν ἀμοιβαίως διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, τὴν ἐπικύρωσιν τῆς Συμφωνίας ἧτις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς τελευταίας ἀνακοινώσεως.

Ἡ Συμφωνία συνάπτεται διὰ διάρκειαν 5 ἐτῶν, ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ καὶ θὰ παρατείνεται αὐτομάτως, διὰ νέας περιόδους ἐνὸς ἔτους, ἐκτὸς ἐὰν τὸ ἐν τῶν συμβαλλομένων μερῶν, ἀνακοινώσῃ, ἔξ τοῦλάχιστον μηνῶς πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας, τὴν ἀπόφασίν του ὅπως παραιτηθῇ τῆς παρατάσεως ἰσχύος ταύτης.

Εἰς πίστωσιν οἱ ὑπογεγραμμένοι Πληρεξούσιοι τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν μετὰ τὴν ἀμοιβαίαν ἀνακοίνωσιν τῶν πληρεξουσίων ἐγγράφων των, τὰ ὅποια εὐρέθησαν ἐν τάξει, ὑπογράφουν τὴν παρούσαν συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 2 Σεπτεμβρίου 1966, εἰς δύο ἀντίτυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν, ἅτινα ἀμφότερα ἔχουν τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας
Κ. ΜΑΝΕΣΚΟΥ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΦΥΤΟ-ΥΓΕΙΟΝΟΜΙΚΟΝ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ Νο

Πιστοποιεῖται ὅτι:

Τὰ φυτὰ, μέρη τῶν φυτῶν ἢ φυτικά προϊόντα τὰ περιγραφόμενα κατωτέρω ἐξητάσθησαν λεπτομερῶς, ἐν ὅλῳ ἢ ἐν ἀντιπροσωπευτικῷ δείγματι, τὴν..... ὑπὸ.....

.....ἀρμοδίου ὑπαλλήλου τῆς Ὑπηρεσίας διὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν καὶ ἐκρίθησαν κατ' αὐτὸν πρακτικῶς ἀπηλλαγμένα ἐπικινδύνων ἐχθρῶν τῶν καλλιέργειῶν καὶ ὅτι ἡ ἀποστολὴ κρίνεται σύμφωνος πρὸς τὰς ἰσχυοῦσας φυτοϋγειονομικὰς διατάξεις τῆς εἰσαγούσης χώρας, ὡς εἰδικῶς ἀναφέρεται εἰς τὴν κατωτέρω συμπληρωματικὴν δήλωσιν ἢ ἄλλαχού.....

Ὑποκαπνισμὸς ἢ ἀπολύμανσις (συμπληροῦται τῇ αἰτήρει τῆς εἰσαγούσης χώρας).

Ἡμερομηνία..... Εἶδος ἐπεμβάσεως.....
Διάρκεια ἐπεμβάσεως..... Χρησιμοποιοῦσιν χημικὸν
προϊόν καὶ πυκνότης..... Συμπληρωματικὴ δήλωσις.....

Ἐγένετο ἐν.....
(σφραγίς τῆς Ὑπηρεσίας) (Ὑπογραφή)

ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ ΤΗΣ ΑΠΟΣΤΟΛΗΣ

Ἐπώνυμον, ὄνομα καὶ ἐ)νσις τοῦ ἀποστολέως.....
 Ἐπώνυμον, ὄνομα καὶ ἐ)νσις τοῦ παραλήπτου.....
 Ἀριθμὸς καὶ εἶδος κόλλων.....
 Περιεχόμενον τῆς ἀποστολῆς.....
 Σημεῖα τῶν κόλλων.....
 Προέλευσις (αἰτῆσις τῆς εἰσαγωγῆς χώρας).....
 Μέσον μεταφορᾶς.....
 Σημεῖον μεταφορᾶς.....
 Σημεῖον εἰσόδου.....
 Βοτανικὸν (ἐπιστημονικόν) ὄνομα (αἰτῆσις τῆς εἰσαγωγῆς χώρας).

PROGRAMME

D'échanges culturels et scientifiques entre le Royaume et le République Socialiste de Roumanie pour la période 1 janvier 1967-1 septembre 1968.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, animés par le désir de cultiver les relations d'amitié et de collaboration entre le peuple grec et le peuple roumain et de développer les liens culturels entre leurs pays, sur la base du respect réciproque de leur souveraineté, de l'égalité en droits et de la non-ingérence dans les affaires intérieures, ont décidé de conclure le présent Programme d'échanges culturels et scientifiques pour la période 1 janvier 1967-1 septembre 1968.

I. Science et enseignement

1. Les deux Parties faciliteront et encourageront la collaboration entre l'Académie de la République Socialiste de Roumanie et l'Académie d'Athènes :

a) elles organiseront des visites réciproques de un ou deux hommes de science chaque année, pour une période de deux semaines chacune, pour des échanges d'expérience et des conférences de spécialité. Les Parties favoriseront aussi l'échange sur une base de réciprocité de deux ou trois chercheurs, en vue de leur donner la possibilité de se spécialiser dans une branche scientifique, pour une période totale de douze mois ;

b) elles inviteront réciproquement, dans la mesure du possible, des personnalités, aux manifestations scientifiques nationales à participation internationale :

c) elles échangeront des publications et des travaux scientifiques.

2. Les deux Parties encourageront la collaboration dans le domaine de l'enseignement et favoriseront :

a) Les visites réciproques de deux professeurs universitaires chaque année, pour une période de deux-trois semaines chacun, pour établir des contacts scientifiques et pour donner des conférences ;

b) l'octroi, chaque année, sur une base de réciprocité, d'une ou deux bourses de spécialisation, pour une durée de dix mois chacune, chaque bourse pouvant être divisée entre deux personnes ;

c) l'invitation par la Partie roumaine de deux ou trois professeurs ou étudiants chaque année au cours d'été ;

d) l'échange de livres, de publications et matériels de spécialisation scientifique entre les Universités des deux pays.

3. Chaque Partie veillera à ce que les manuels scolaires d'histoire et de géographie publiés dans son propre pays ne contiennent pas d'inexactitudes ayant trait à l'autre pays. Les deux Parties échageront de la documentation à cet effet.

II. Culture et art

4. Les deux Parties favoriseront les relations dans le domaine de la littérature, ainsi que la publication de traductions d'oeuvres grecques et roumaines respectivement.

5. Chaque Partie favorisera la visite de deux ou trois écrivains, pour une période totale de 45 jours, à des fins documentaires.

6. Les deux Parties favoriseront la réalisation d'un

d'impresario. (L'expression «artistes et formations artistiques» ne comprend pas les ensembles de cirque).

7. Les deux Parties favoriseront l'invitation de personnalités culturelles et artistiques de l'autre pays au concours et festivals à participation internationale et à d'autres manifestations importantes qui s'organisent dans leur propre pays.

8. La Partie Roumaine invitera des membres du jury, des observateurs et des concurrents au Quatrième Concours et Festival International «Georges Enesco», en 1967.

La Partie grecque invitera un observateur roumain au Festival d'Athènes en 1967 ou en 1968.

9. Chaque Partie facilitera l'organisation annuelle de journées cinématographiques de l'autre Partie. A cette occasion seront invités un ou deux acteurs de cinéma ou cinéastes de l'autre pays.

10. Chaque Partie favorisera, pendant la période du présent Programme, l'organisation d'une exposition culturelle ou artistique par l'autre pays. Le caractère de ces expositions sera convenu par la voie diplomatique. A cette occasion une personnalité de l'autre Partie sera invitée pour une période déterminée par le pays d'accueil.

11. Les deux Parties favoriseront l'introduction dans le répertoire des théâtres de leurs pays d'au moins une oeuvre de la dramaturgie de l'autre pays. A cette fin, chaque Partie mettra à la disposition de l'autre Partie trois ou quatre oeuvres, pour choisir celle qui sera mise en scène.

12. Les parties encourageront les donations de livres et les échanges de publications entre la Bibliothèque Centrale d'Etat de Bucarest et la Bibliothèque Nationale du Royaume de Grèce.

III. Radiodiffusion

13. Les deux Parties favoriseront les échanges de programmes et matériels entre les organismes de radiodiffusion roumains et grecs. Ces échanges seront effectués par le truchement des Ministères des Affaires Etrangères.

IV. Archives

14. Les deux Parties favoriseront l'échange de publications spécialisées entre les archives d'Etat des deux pays.

V. Dispositions Générales et Financières

15. Les frais de voyage aller et retour, y compris ceux d'un éventuel excédent de bagages par avion, seront à la charge du Pays d'origine.

16. Les frais de séjour seront à la charge de la Partie d'accueil. Celle-ci assurera aux invités :

a) le logement et le chauffage (hôtel de première classe) ;

b) une indemnité journalière, notamment :

i) 130 lei, respectivement 300 drachmes ;

ii) 100 lei, respectivement 240 drachmes, selon la catégorie indiquée par le pays d'origine ;

c) pour les boursiers une allocation mensuelle de 1.400 lei du côté roumain et 3.500 drachmes du côté grec ;

d) en cas de maladie aiguë, traitement médical, médicaments et hospitalisation ;

e) les frais des déplacements intérieurs relatifs au programme de l'invité ;

f) les frais du programme culturel (des billets de concerts, de représentations théâtrales et d'autres spectacles figurant au programme) ;

g) au besoin, des interprètes.

17. En ce qui concerne les expositions, les frais de transport jusqu'à la capitale du Pays d'accueil seront à la charge du Pays envoyant. La Partie d'accueil prendra à sa charge les frais de transport de retour jusqu'à la capitale du Pays d'origine ou à n'importe quel autre lieu, étant bien entendu qu'en ce dernier cas les frais ne pourront dépasser ceux du transport

La Partie d'accueil prendra à sa charge tous les frais liés à l'organisation de l'exposition, y compris la location de la salle, les frais d'installation, la garde, le déballage et l'emballage. Elle se chargera également des frais de publicité, y compris ceux des catalogues et des affiches. C'est la Partie envoyante qui couvrira les frais d'assurance de l'exposition et pendant la présence du matériel à l'étranger. La Partie d'accueil est tenue, de confier tous les travaux relatifs à l'exposition à des experts et surveiller l'exécution oncompétente de ces travaux.

En cas d'endommagement des objets exposés, la Partie d'accueil en dressera un procès-verbal officiel qu'elle enverra à l'autre Partie.

18. Les conditions financières de l'échange des ensembles artistiques ou des solistes seront prévues pour chaque cas séparément dans les contrats qui seront conclus entre les organisations compétentes des deux pays. Si de ces contrats résultera la possibilité d'un transfert valutaire, il pourra être effectué par la voie du clearing roumano-grec.

19. Les personnes appelées à participer à une mission culturelle seront désignées dans chaque cas par le pays d'origine. Les deux Parties se communiqueront, dans la mesure du possible, les noms de ces personnes six semaines avant leur départ, et le projet de leur programme un mois avant leur départ. La partie d'accueil est tenue d'accuser réception de ces informations. Le pays d'origine prévient l'autre Partie de la date du voyage au moins dix jours avant le départ et l'informeront de tous les autres détails trois jours avant le départ.

20. Le présent Programme n'exclut pas la possibilité d'organiser d'autres échanges hors programme.

21. Les dispositions du présent Programme entrent en vigueur le 1 janvier 1967 et en demeurent vigueur jusqu'au 1 septembre 1968. Avant l'expiration du présent Programme me une commission mixte greco-roumaine se réunira à Athènes en vue d'établir un nouveau programme de deux années.

Rédigé à Bucarest, et signé à Athènes, le 2 septembre 1966, en deux exemplaires en français, les deux textes faisant également foi.

Au nom du Gouvernement

A Nom du Gouvernement de la République So cia-
du Royaume de Grece : liste de Roumanie :

I. TOUMBAS

C. MANESCU

ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ

Μορφωτικών και επιστημονικών ανταλλαγών μεταξύ του Βασιλείου της Ελλάδος και της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας δια την περίοδο από 1ης Ιανουαρίου 1967 μέχρι 1ης Σεπτεμβρίου 1968.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των νὰ καλλιεργήσουν τὰς σχέσεις φιλίας καὶ συνεργασίας μεταξύ τοῦ ἑλληνικοῦ καὶ τοῦ ρουμανικοῦ λαοῦ καὶ νὰ ἀναπτύξουν τοὺς μορφωτικοὺς δεσμοὺς μεταξύ τῶν δύο χωρῶν, ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ ἀμοιβαίου σεβασμοῦ τῆς κυριαρχίας των, τῆς ἰσότητος δικαιωμάτων καὶ τῆς μὴ ἀναμίξεως εἰς τὰς ἐσωτερικὰς ὑποθέσεις, ἀπεφάσισαν τὴν σύναψιν τοῦ παρόντος προγράμματος μορφωτικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν ἀνταλλαγῶν διὰ τὴν περίοδον 1ης Ιανουαρίου 1967 — 1ης Σεπτεμβρίου 1968.

I. Ἐπιστῆμαι καὶ ἐκπαίδευσις.

1. Τὰ δύο μέρη θέλουσι διευκολύνει καὶ ἐνθαρρύνει τὴν συνεργασίαν μεταξύ τῆς Ἀκαδημίας τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας καὶ τῆς Ἀκαδημίας Ἀθηνῶν:

α) Θέλουσιν ὀργανώσει ἀμοιβαίως ἐπισκέψεις ἐνὸς ἢ δύο ἐπιστημόνων καθ' ἕκαστον ἔτος, διὰ περίοδον δύο ἐβδομάδων ἐκάστη πρὸς τὸν σκοπὸν ἀνταλλαγῆς ἀπόψεων καὶ διεξαγωγῆς διαλέξεων ἐπὶ εἰδικῶν θεμάτων.

Τὰ δύο Μέρη θέλουσιν εὐνοήσει ὡσαύτως τὴν ἀνταλλαγὴν εἰς τῆς ἀρχῆς ἀμοιβαίως δύο ἢ τριῶν ἐρευνητῶν ἐπὶ τῷ τέλει νὰ παράσχωσιν εἰς αὐτοὺς τὴν δυνατότητα νὰ ἐξεδικασθῶσιν εἰς ἓνα ἐπιστημονικὸν τομέα διὰ μίαν περίοδον βόδευκα μηνῶν συνολικῶς.

β) Θέλουσι προσκαλέσει ἀμοιβαίως, κατὰ τὸ δυνατόν, προσωπικότητας εἰς ἐθνικὰς ἐπιστημονικὰς ἐκδηλώσεις μὲ διεθνή συμμετοχήν.

γ) Θέλουσιν ἀνταλλάξει ἐπιστημονικὰς ἐκδόσεις καὶ ἔργας.

2) Τὰ δύο Μέρη θέλουσιν ἐνθαρρύνει τὴν συνεργασίαν εἰς τὸν τομέα τῆς ἐκπαιδεύσεως καὶ εὐνοήσει:

α) τὰς ἀμοιβαίως ἐπισκέψεις δύο καθηγητῶν Πανεπιστημίου καθ' ἕκαστον ἔτος, διὰ μίαν περίοδον δύο ἕως τριῶν ἐβδομάδων ἐκάστη, ἵνα καθιερώσωσιν ἐπιστημονικὰς ἐπαφὰς καὶ δώσωσι διαλέξεις.

β) Τὴν παροχὴν, κατ' ἔτος, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀμοιβαιότητος μιᾶς ἢ δύο ὑποτροφιῶν διὰ εἰδικῶν διαρκείας 10 μηνῶν ἐκάστη, ἐκάστης ὑποτροφίας δυναμένης νὰ κατανεμηθῇ μεταξύ δύο προσώπων.

γ) Τὴν πρόσκλησιν ὑπὸ τῆς ρουμανικῆς πλευρᾶς δύο ἢ τριῶν καθηγητῶν ἢ σπουδαστῶν κατ' ἔτος κατὰ τὴν διάρκεια τοῦ θέρους.

δ) Τὴν ἀνταλλαγὴν βιβλίων, ἐκδόσεων καὶ ὕλικου ἐπιστημονικῆς ἐξειδικεύσεως μεταξύ τῶν Πανεπιστημίων τῶν δύο χωρῶν.

3) Ἐκαστον Μῆρος θέλει ἐπαγρυπνῇ ὅπως τὰ σχολικὰ ἐγχειρίδια Ἱστορίας καὶ Γεωγραφίας τὰ ἐκδιδόμενα εἰς τὴν ἰδίαν τοῦ χώραν μὴ περιέχωσιν ἀνακριθείας ἀναφερομένας εἰς τὴν ἐτέραν χώραν.

Τὰ δύο Μέρη θέλουσιν ἀνταλλάσσει πρὸς τοῦτο πληροφορικὰ στοιχεῖα.

II. Γράμματα — Τέχναι.

4) Τὰ δύο Μέρη θέλουσι εὐνοήσει τὰς σχέσεις εἰς τὸν τομέα τῆς λογοτεχνίας καὶ τῆς ἐκδόσεως μεταφράσεων ἑλληνικῶν καὶ ρουμανικῶν ἔργων ἀντιστοιχῶς.

5) Ἐκαστον Μῆρος θέλει εὐνοήσει τὴν ἐπίσκεψιν δύο ἢ τριῶν συγγραφέων διὰ περίοδον 45 ἡμερῶν συνολικῶς πρὸς τὸν σκοπὸν ἐνημερώσεως.

6) Τὰ δύο Μέρη θέλουσιν εὐνοήσει τὴν πραγματοποιήσιν ἀνταλλαγῶν καλλιτεχνῶν καὶ καλλιτεχνικῶν συγκροτημάτων διὰ μέσου ἱμπρεσαρίων (εἰς τὴν ἔκφρασιν «καλλιτέχνη καὶ καλλιτεχνικὰ συγκροτήματα» δὲν περιλαμβάνονται τὰ τσίρκα).

7) Τὰ δύο Μέρη θέλουσιν εὐνοήσει τὴν πρόσκλησιν προσωπικότητων τῶν γραμμάτων καὶ τῆς Τέχνης τῆς ἐτέρας χώρας εἰς διαγωνισμοὺς καὶ Φεστιβάλ μὲ διεθνή συμμετοχήν καὶ εἰς ἄλλας σοδαράς ἐκδηλώσεις, αἵτινες ὀργανοῦνται εἰς τὴν χώραν των.

8) Ἡ ρουμανικὴ πλευρὰ θέλει προσκαλέσει τῆς Ἑλληνοδίκου Ἐπιτροπῆς παρατηρητὰς καὶ ἀνταγωνιστὰς εἰς τὸν 4ον διεθνή διαγωνισμόν καὶ Φεστιβάλ «Γεώργιον Ἐνέσκου» κατὰ τὸ 1967.

Ἡ ἑλληνικὰ πλευρὰ θέλει προσκαλέσει Ρουμᾶνον παρατηρητὴν εἰς τὸ Φεστιβάλ Ἀθηνῶν τὸ 1967 ἢ 1968.

9) Ἐκαστον Μῆρος θέλει διευκολύνει τὴν ὀργάνωσιν ἐτησίως κινηματογραφικῶν ἡμερίδων τοῦ ἐτέρου Μέρους. Ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ αὐτῇ δὲ προσκαλῶνται εἰς ἡ δύο ἡθοιοὶ τοῦ κινηματογράφου ἢ κινηματογραφιστὰς τῆς ἐτέρας χώρας.

10) Ἐκαστον Μῆρος θέλει εὐνοήσει, κατὰ τὴν περίοδον τοῦ παρόντος Προγράμματος, τὴν ὀργάνωσιν μιᾶς ἐκδόσεως μορφωτικῆς ἢ καλλιτεχνικῆς ὑπὸ τῆς ἐτέρας χώρας. Ὁ χαρακτήρ αὐτῶν τῶν ἐκδόσεων θέλει συμφωνηθῇ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ. Ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ ταύτῃ μία προσωπικότης τοῦ ἐτέρου Μέρους θέλει κληθῇ διὰ μίαν περίοδον καθοριζομένην ὑπὸ τῆς προσκαλούσης χώρας.

11) Τὰ δύο Μέρη θέλουσιν εὐνοήσει τὴν εἰσαγωγὴν εἰς τὰ δραματολόγια τῶν θεάτρων τῶν χωρῶν των τοὐλάχιστον ἐνὸς ἔργου τῆς δραματουργίας τῆς ἐτέρας χώρας. Πρὸς τοῦτο ἕκαστον Μῆρος θέλει θέσει εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ ἐτέρου Μέρους τρία ἢ τέσσαρα ἔργα, πρὸς ἐπιλογὴν ἐκείνου, ὅπερ θέλει ἀναθεωρεθῇ.

12) Τὰ δύο Μέρη θέλουν ἐνδιαφύνηται τὰς δωρεὰς βιβλίων καὶ τὰς ἀνταλλαγὰς ἐκδόσεων μεταξὺ τῆς Κεντρικῆς Κρατικῆς Βιβλιοθήκης τοῦ Βουκουρεστίου καὶ τῆς Ἑθνικῆς Βιβλιοθήκης τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος.

III. Ραδιοφωνία.

13) Τὰ δύο Μέρη θέλουν ἐννοήσῃ τὰς ἀνταλλαγὰς προγραμμάτων καὶ ὑλικῶν μεταξὺ τῶν ραδιοφωνικῶν ὁργανισμῶν Ρουμανίας καὶ Ἑλλάδος. Αἱ ἀνταλλαγαὶ αὗται θέλουν πραγματοποιηθῇ μέσω τοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν.

IV. Ἀρχεῖα.

14) Τὰ δύο Μέρη θέλουν ἐννοήσῃ τὴν ἀνταλλαγὴν εἰδικῶν καυμένων ἐκδόσεων μεταξὺ τῶν κρατικῶν Ἀρχείων τῶν δύο χωρῶν.

V. Γενικαὶ καὶ Οἰκονομικαὶ Διατάξεις.

15) Τὰ ἔξοδα ταξειδίου μεταβάσεως καὶ ἐπιστροφῆς (ALLER-RETOUR), περιλαμβανομένων καὶ ἐκείνων ἐξ ἐνδεχομένου ὑπερβάλλοντος βάρους ἀποσκευῶν (δι' ἀεροπορικὸν ταξειδίον) θέλουν βαρύνει τὴν χώραν προελεύσεως.

16) Τὰ ἔξοδα παραμονῆς θέλουν βαρύνει τὸ προσκαλοῦν Μέρος. Τοῦτο θέλει ἐξασφαλίσῃ εἰς τοὺς προσκεκλημένους:

- Κατάλυμα καὶ θέρμανσιν (ξενοδοχεῖον Α' κατηγορίας)
- Ἡμερησίαν ἀποζημίωσιν, ἥτοι

1) 130 Λεῖ ἀντιστοίχως 300 δραχ.

2) 100 Λεῖ ἀντιστοίχως 240 δραχ.

συμφώνως τῇ ὑποδεικνυμένῃ κατηγορίᾳ ὑπὸ τῆς χώρας προελεύσεως.

γ) Διὰ τοὺς ὑποτρόφους μηνιαίαν ἐπιχορήγησιν 1.400 Λεῖ ἐκ τῆς ρουμανικῆς πλευρᾶς καὶ 3.500 δραχ. ἐκ τῆς ἑλληνικῆς.

δ) Εἰς περίπτωσιν βαρείας ἀσθενείας, ἱατρικὴν περίθαλψιν, φάρμακα καὶ εἰσαγωγὴν εἰς νοσοκομεῖον.

ε) Τὰ ἔξοδα τῶν ἐκ τῆς χώρας σχετικῶν πρὸς τὸ πρόγραμμα τοῦ προσκεκλημένου μετακινήσεων.

ζ) Τὰ ἔξοδα τοῦ Μορφωτικοῦ Προγράμματος (εἰσιτήρια συναυλιῶν, θεατρικῶν παραστάσεων καὶ ἄλλων θεαμάτων περιεχομένων εἰς τὸ Πρόγραμμα.

η) Ἐν ἀνάγκῃ καὶ διερμηνεῖς.

17) Ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἐκθέσεις, αἱ δαπάναι μεταφορᾶς μέχρι τῆς πρωτευούσης τῆς προσκαλοῦσης χώρας θέλουν βαρύνει τὴν ἀποστέλλουσαν χώραν.

Ἡ προσκαλοῦσα χώρα θέλει ἀναλάβῃ τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς κατὰ τὴν ἐπιστροφὴν μέχρι τῆς πρωτευούσης τῆς χώρας προελεύσεως ἢ ἀλλαχοῦ ἐξυπακουμένου ὅτι εἰς τὴν τελευταίαν ταύτην περίπτωσιν αἱ δαπάναι δὲν δύναται νὰ ὑπερβῶσι τὰς δαπάνας μεταφορᾶς μέχρι τῆς πρωτευούσης τῆς χώρας προελεύσεως.

Ἡ προσκαλοῦσα χώρα θέλει ἀναλάβῃ ἅπαντα τὰ ἔξοδα τὰ σχετικὰ πρὸς τὴν ὀργάνωσιν τῆς ἐκθέσεως, περιλαμβανομένων τῶν δαπανῶν ἐνοικιάσεως τῆς αἵθουσας, ἐγκαταστάσεως, φυλάξεως, ἀποσυσκευασίας τῶν ἐκθεμάτων καὶ συσκευασίας αὐτῶν. Θέλει ἀναλάβῃ ὡσάυτως τὰ ἔξοδα διαφημίσεως περιλαμβανομένων τῶν δαπανῶν ἐκτύπωσης τῶν καταλόγων καὶ διαφημιστικῶν ἐντύπων (ἀφίσες). Τὸ ἀποστέλλον Μέρος θέλει καλύψῃ τὰς δαπάνας ἀσφάλισις τῆς Ἐκθέσεως καὶ τοῦ ὑλικῶν κατὰ τὴν διάρκειαν καὶ ἢν θὰ εὐρίσκειται τοῦτο εἰς τὸ ἔξωτερικόν. Ἡ δεχομένη χώρα ἀναλαμβάνει νὰ ἀναθέσῃ πάσας τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν ἐκθεσιν ἐργασίας εἰς ἐμπειρογνώμονας καὶ νὰ ἐπιβλέπῃ τὴν προσήκουσαν ἐκτέλεσιν τῶν ἐργασιῶν.

Εἰς περίπτωσιν θλάβης τῶν ἐκθεμάτων ἢ δεχομένη χώρα θέλει συντάξῃ ἐπίσημον πρακτικὸν ὑπερ θὰ ἀποστείλῃ εἰς τὴν ἐτέραν.

18) Οἱ οἰκονομικοὶ ὅροι τῆς ἀνταλλαγῆς καλλιτεχνικῶν συγκροτημάτων ἢ μεμονωμένων καλλιτεχνῶν θὰ προβλέπωνται χωρισμένως εἰς ἐκάστην περίπτωσιν εἰς τὰ συμβόλαια, ἅτινα θὰ συνάπτονται μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων ὁργανισμῶν τῶν δύο χωρῶν. Ἐὰν ἐκ τῶν συμβολαίων αὐτῶν θέλει προκύψῃ ἢ δυνατότης μεταφορᾶς χρημάτων αὕτη θὰ δύναται νὰ πραγματοποιηθῇ διὰ τοῦ Ἑλληνορουμανικοῦ κληρικῆ (CLEARING).

19) Τὰ πρόσωπα τὰ καλούμενα ὅπως συμμετάσχουσιν εἰς μίαν μορφωτικὴν ἀποστολὴν θὰ ὑποδεικνύονται εἰς ἐκάστην περίπτωσιν ὑπὸ τῆς χώρας προελεύσεως αὐτῶν. Τὰ δύο Μέρη θέλουν ἀνακοινώσῃ κατὰ τὸ δυνατόν, τὰ ὀνόματα τῶν προσώπων αὐτῶν ἐξ ἐβδομάδας πρὸ τῆς ἀναχωρήσεως τῶν καὶ τὸ σχέδιον τοῦ προγράμματός των ἕνα μῆνα πρὸ τῆς ἀναχωρήσεως των. Ἡ προσκαλοῦσα χώρα ὑποχρεοῦται νὰ γνωρίζῃ τὴν λήψιν αὐτῶν τῶν πληροφοριῶν. Ἡ χώρα προελεύσεως θέλει εἰδοποιῇ τὸ ἕτερον Μέρος περὶ τῆς ἡμερομηνίας τοῦ ταξειδίου δέκα (10) ἡμέρας πρὸ τῆς ἀναχωρήσεως καὶ περὶ τῶν λοιπῶν λεπτομερειῶν τρεῖς (3) ἡμέρας πρὸ τῆς ἀναχωρήσεως.

20) Τὸ παρὸν πρόγραμμα δὲν ἀποκλείει τὴν δυνατότητα ὁργανώσεως καὶ ἄλλων ἀνταλλαγῶν ἐκτὸς προγράμματος.

21) Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος προγράμματος τίθενται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1967 καὶ παραμένουσιν ἐν ἰσχύϊ μέχρι τῆς 1ης Σεπτεμβρίου 1968. Πρὸ τῆς ἐκπεύσεως τοῦ παρόντος προγράμματος μία μικτὴ Ἑλληνο-ρουμανικὴ ἐπιτροπὴ θέλει συντάξῃ εἰς Ἀθήνας ἕνα συντάξῃ ἐν νέον πρόγραμμα διαρκείας δύο ἐτῶν.

Συντάγῃ ἐν Βουκουρεστίῳ, καὶ ὑπεγράφη ἐν Ἀθήναις, τὴν 2αν Σεπτεμβρίου 1966, εἰς δύο ἀντίτυπα γαλλιστί, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἰσοδυνάμω.

Ἐξ ὀνόματος τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
Ἐξ ὀνόματος τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας

(2)

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΣ ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 57

Περὶ κυρώσεως τῆς μετὰ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Βρεταννικῆς τοιαύτης συμφωνίας περὶ συμψηφισμοῦ τῶν ἐκ τῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως Δωδεκανήσου ὑπὸ τῶν Βρεταννικῶν Ἀρχῶν προνηρασῶν ἐκατέρωθεν ἀπαιτήσεων καὶ περὶ καταβολῆς ἀποζημιώσεως εἰς τοὺς κατοικοὺς Δωδεκανήσου.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσαμεν :

Ἄρθρον 1.

Κυροῦνται καὶ ἔχουσι πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν αἱ μετὰ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐτοῦ Μεγαλειότητος ἐν τῷ Ἐνωμένῳ Βασιλείῳ τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας ἀνταλλαγῆσαι ἐπιστολαὶ περὶ συμψηφισμοῦ τῶν ἐκατέρωθεν ἀπαιτήσεων τῶν δημιουργηθεισῶν ἐκ τῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως τῆς Δωδεκανήσου ὑπὸ τῶν Βρεταννικῶν Ἀρχῶν κατὰ τὴν ἀπελευθέρωσιν ταύτης.

Τὰ κείμενα τῶν ἐπιστολῶν ἔπονται εἰς τὴν ἑλληνικὴν καὶ γαλλικὴν γλῶσσαν.

Ἡ ἰσχὺς τούτων ἄρχεται ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς υπογραφῆς των.

Ἄρθρον 2.

1. Δωδεκανήσιοι δικαιοῦχοι ἀπαιτήσεων ἀπορρεουσῶν ἐξ ὀφειλῶν τῶν Βρεταννικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν Δωδεκανήσου προσερχομένων εἴτε ἐξ ἀναλώσεως ἢ καταστροφῆς ἀγαθῶν, εἴτε ἐκ τῆς χρήσεως περιουσιακῶν στοιχείων, εἴτε ἐκ τῶν προξηνηθεισῶν ἐκ τῆς χρήσεως ταύτης ζημιῶν, ἐξ ὀνόματος τῶν ὁποίων ἢ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις παρητήθη τῶν ἀπαιτήσεων τούτων διὰ τῆς διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένης συμφωνίας, δικαιούται ἀποζημιώσεως παρὰ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος. Οὗτοι ὑποχρεοῦνται ὅπως, ἐντὸς ἀνατρεπτικῆς προθεσμίας ἐξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος, τῆς προθεσμίας ταύτης

δυναμένης να παραταχθή επί εξ είςτέτι μήνας δια κοινής αποφάσεως των Ύπουργών (Οικονομικών και Εξωτερικών), υποβάλωσιν εις την Νομαρχίαν Ρόδου σχετικήν δήλωσιν αναγράφουσαν λεπτομερώς τας προξενηθείσας ζημίας, τὸν χρόνον καθ' ὃν ἔλαβον χώραν αὐταὶ καὶ τὸ μέγεθος αὐτῶν, ἐκπερασμένον εἰς ἔρχιμάς.

2. Αἱ δηλώσεις τῶν περὶ ὧν ἡ παράγραφος 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀξιώσεων κρίνονται παρ' ἐπιτροπῆς, ἐδρευούσης ἐν Ρόδῳ καὶ ἀποτελουμένης :

α) Ἐξ ἐνὸς Ἐφέτου ὀριζομένου ὑπὸ τοῦ Προέδρου τοῦ Ἐφετερίου Δωδεκανήσου ὡς Προέδρου.

β) Ἐξ ἐνὸς ἀνωτέρου οικονομικοῦ ὑπαλλήλου ὀριζομένου ὑπὸ τοῦ Νομάρχου Δωδεκανήσου. καὶ

γ) Ἐξ ἐνὸς ἀνωτέρου τεχνικοῦ ὑπαλλήλου ὀριζομένου ὑπὸ τοῦ Νομάρχου Δωδεκανήσου.

Καθίηκοντα Γραμματέως ἐκτελεῖ ὑπάλληλος, ἐπὶ βαθμῷ τοῦλάχιστον 6ῳ, τῆς Νομαρχίας Δωδεκανήσου ὀριζόμενος ὑπὸ τοῦ Νομάρχου.

Πάντων τῶν ἀνωτέρω ὀρίζονται ἰσάριθμοι ἀναπληρωταὶ κατὰ τὴν αὐτὴν διαδικασίαν. Ἡ ἐπιτροπὴ συνεδριάζει δημοσίᾳ εἰς τὸ Κατάστημα τῆς Νομαρχίας Δωδεκανήσου εὐρίσκειται δὲ ἐν ἀπαρτίᾳ παρόντων ἀπάντων τῶν μελῶν αὐτῆς. Αἱ ἀποφάσεις αὐτῆς λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν.

Περὶ ἐκάστης συνεδριάσεως τηροῦνται ἐν ἰδίῳ βιβλίῳ πρακτικὰ ὑπογεγραμμένα ὑπὸ τοῦ Προέδρου, τῶν μελῶν αὐτῆς καὶ τοῦ Γραμματέως.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀποφαίνεται ἡτιολογημένως ἐπὶ τε τῶν τύπων καὶ τῆς οὐσίας, δυναμένη κατὰ τὴν ἐλευθέραν αὐτῆς κρίσιν νὰ ζητήσῃ πλείονα στοιχεῖα, καθὼς καὶ τὴν χρῆσιν παντὸς ἀποδεικτικοῦ μέσου πρὸς μὀρφωσιν ἀσφαλοῦς κρίσεως.

Αἱ ἀποφάσεις δημοσιεύονται ἐν δημοσίᾳ συνεδριάσει. Αἱ ὀριστικαὶ ἀποφάσεις τῆς κατὰ τὸν παρόντα νόμον ἐπιτροπῆς εἶναι ἀμετάκλητοι.

Ἄρθρον 3.

1. Τὸ σύνολον τῶν καταβληθησομένων δυνάμει τοῦ παρόντος ἀποζημιώσεων δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸ ποσὸν τῶν δέκα ἑκατομμυρίων δρχ. τῆς τυχόν ἐπιδικασθησομένης συνολικῶς μεγαλυτέρας ἀποζημιώσεως ἐπιμεριζομένης κατ' ἀναλογίαν εἰς βάρος ὧν τῶν δικαιούχων.

2. Ἡ διὰ τὴν ἐκδίκασιν ἐν γένει τῶν δηλώσεων δαπάνη ἐπιβαρύνει τὸ Δημόσιον.

3. Πᾶσα λεπτομέρεια τοῦ παρόντος θέλει ρυθμισθῇ δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Οἰκονομικῶν.

Ἄρθρον 4.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἀναγκαστικοῦ Νόμου ἄρχει ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς της εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐἰ Ἀθήναις τῇ 19 Ἰουνίου 1967

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤ. ΚΟΛΛΙΑΣ

ΓΡ. ΣΠΑΝΤΙΔΑΚΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Π. ΟΙΚΟΝΟΜΟΥ - ΓΚΟΤΡΑΣ, ΛΕΩΝ. ΡΟΖΑΚΗΣ, ΣΤ. ΠΑΤΑΚΟΣ, Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝ. ΚΑΛΑΜΠΟΚΙΑΣ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΤΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, Ν. ΟΙΚΟΝΟΜΟΠΟΥΛΟΣ, Π. ΤΣΑΡΟΥΧΗΣ, ΙΩΑΝ. ΤΣΑΝΤΙΔΑΣ, ΑΛΕΞ. ΜΑΤΘΑΙΟΥ, ΑΛΕΞ. ΔΕΚΚΑΣ, ΣΠ. ΑΙΖΑΡΔΟΣ, Γ. ΓΕΩΡΓΑΚΕΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους Σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Ἰουνίου 1967

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΛΕΩΝ. ΡΟΖΑΚΗΣ

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Athènes, le 7 mars 1955

No 2630

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant aux discussions entre le Ministère des Affaires Étrangères et l'Ambassade de Sa Majesté Britannique au sujet des questions résultant de l'administration du Dodécanèse par les Autorités Militaires Britanniques, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement Royal Hellénique est d'accord de conclure avec le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord un arrangement à ce sujet aux termes suivants :

A. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni se désiste.

a) de toute réclamation résultant du coût déjà assumé par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique pour l'Administration Militaire Britannique au Dodécanèse,

b) de toute réclamation pour la somme de Lires de l'Egée 7.381.000 qui avait été trouvée en compte bloqué à la Succursale de la Banque d'Italie à Rhodes au nom de l'Administration Britannique et qui a été saisie par les Autorités Helléniques.

B. De son côté, le Gouvernement Hellenique se désiste

a) de toute réclamation résultant du rechat par le Gouvernement Hellénique des notes de l'Administration Militaire Britannique mises en circulation par les Autorités Militaires Britanniques pendant la durée de l'Administration Militaire Britannique,

b) en son propre nom et au nom des tous les habitants du Dodécanèse, de toute réclamation découlant de l'occupation du Dodécanèse par les Autorités Militaires Britanniques.

C. Le présent arrangement couvre toute réclamation du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, qu'elle provienne soit de toutes dépenses de l'Autorité Militaire Britannique, soit de l'abandon sur place de denrées alimentaires ou de toute autre cause découlant de l'exercice de l'administration militaire du Dodécanèse par les Autorités Britanniques.

Dans le cas où le Gouvernement de Sa Majesté de Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord est d'accord avec ce qui précède, je propose que la présente lettre et la réponse que Votre Excellence voudra bien me faire à ce sujet constituent un accord entre les deux Gouvernements.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien croire à l'expression de ma très haute considération.

Athènes, le 7 Mars 1955

S. STEPHANOPOULOS

Son Excellence

Sir Charles Peake, K. C. M. G., M. C.

Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique,

EN VILLE

BRITISH EMBASSY
No 64 (CD 518/7/55).
Monsieur le Ministre

Athens, March 7, 1955.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of today's date, in which your excellency informed me that with a view to the settlement of questions arising out of the administration of the Dodecanese by the British military authorities, the Royal Hellenic Government is ready to conclude an agreement with Her Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in the following terms:

«(A) Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de se désiste

(a) de toute réclamation résultant du coût de déjà assumé par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique pour l'Administration Militaire Britannique au Dodécanèse.

(b) de toute réclamation pour la somme de Lires de l'Egée 7.381.000 qui avait été trouvée en compte bloqué à la Succursale de la Banque d'Italie à Rhodes au nom de l'Administration Britannique et qui avait été saisie par les Autorités Helléniques.

(B) Desoncoté le Gouvernement Hellénique se désiste

(a) de toute réclamation résultant du rachat par le Gouvernement Hellénique des notes de l'Administration Militaire Britannique mises en circulation par les autorités Militaires Britanniques pendant la durée de l'Administration Militaire Britannique,

(b) en son propre nom et au nom de tous les habitants du Dodécanèse de toute réclamation découlant de l'occupation du Dodécanèse par les autorités Militaires Britanniques.

(C) Le présent arrangement couvre toute réclamation du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni qu'elle provienne soit de toutes dépenses de l'Autorité Militaire Britannique, soit de l'abandon sur place de denrées alimentaires, ou de toute autre cause découlant de l'exercice de l'Administration Militaire du Dodécanèse par les autorités Britanniques».

2. In reply I have the honour to inform your Excellency that Her Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland approve of the foregoing proposals and will regard your Note and the present reply as constituting an Agreement between the two Governments.

I avail myself of this opportunity to express to your Excellency the assurance of my highest esteem.

CHARLE PEAKE

His Excellency
Monsieur S. Stephanopoulos,
Minister for Foreign Affairs,
Royal Hellenic Ministry of Foreign Affairs,
ATHENS

ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ
ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Αριθ. 2630

Κύριε Πρέσβυ,

Αναφερόμενος εις τὰς μεταξύ του Υπουργείου Έξωτερικών και της Πρεσβείας της Αύτης Βρετανικής Μεγαλειότητος συνομιλίας εν σχέσει προς τὰ ζητήματα τὰ προψαντα εκ της διοικήσεως της Δωδεκανήσου επί των Βρετανικών Στρατιωτικών Αρχών, έχω την τιμήν να φέρω εις

γνώσιν της Υμετέρας Έξοχότητος ότι ή Έλληνική Κυβέρνησις συμφωνεί να συνάψη μετά της Κυβερνήσεως της Αύτης Μεγαλειότητος εν τῷ Ένωμένῳ Βασιλείῳ της Μεγάλης Βρετανίας και της Βορείου Ίρλανδίας συμφωνίαν επί του προκειμένου κατὰ τούς κάτωθι ὅρους :

A. Η Κυβέρνησις της Αύτης Μεγαλειότητος εν τῷ Ένωμένῳ Βασιλείῳ παραιτεῖται

α) πάσης ἀξιώσεως ἀπορρεούσης εκ της υπό της Κυβερνήσεως της Αύτης Μεγαλειότητος ἀναληφθείσης δαπάνης διά την Βρετανικήν Στρατιωτικὴν Διοίκησιν εν Δωδεκανήσῳ.

β) πάσης ἀξιώσεως διά τὸ ποσὸν Λιρεττῶν Αἰγίου 7.381.000, τὸ ὁποῖον εἶχεν εὑρεθῇ εν δεσμευμένῳ λογαριασμῷ παρὰ τῷ εν Ρόδῳ Ὑποκαταστήματι της Τραπεζῆς της Ἰταλίας ἐπ' ὀνόματι της Βρετανικῆς Διοικήσεως και κατεσχέθη υπό των Ἑλληνικῶν Ἀρχῶν.

B. Ἀπὸ μέρους της ή Ἑλληνική Κυβέρνησις παραιτεῖται

α) πάσης ἀξιώσεως ἀπορρεούσης εκ της υπό της Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἐξαγορᾶς των χαρτονομισμάτων της Βρετανικῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως, των τεθέντων εν κυκλοφορίᾳ υπό των Βρετανικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν κατὰ την διάρκειαν της Βρετανικῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως,

β) ἐξ ὀνόματός της και ἐξ ὀνόματος πάντων των κατοίκων της Δωδεκανήσου, πάσης ἀξιώσεως ἀπορρεούσης εκ της υπό των Βρετανικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν κατοχῆς της Δωδεκανήσου.

Γ. Η παρούσα συμφωνία καλύπτει πᾶσαν ἀπαίτησιν της Κυβερνήσεως της Αύτης Μεγαλειότητος εν τῷ Ένωμένῳ Βασιλείῳ προερχομένων εἴτε ἐξ οἰασδήποτε δαπάνης των Βρετανικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν, εἴτε εκ της ἐπὶ τόπου ἐγκαταλείψεως τροφίμων, ή εκ πάσης ἄλλης αἰτίας προκυπτούσης εκ της υπό των Βρετανικῶν Ἀρχῶν ἀσκήσεως της στρατιωτικῆς διοικήσεως της Δωδεκανήσου.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ή Κυβέρνησις της Αύτης Μεγαλειότητος εν τῷ Ένωμένῳ Βασιλείῳ της Μεγάλης Βρετανίας και της Βορείου Ίρλανδίας εἶναι σύμφωνος πρὸς τὰ ἀνωτέρω, προτείνω ὅπως ή παρούσα διακοίνωσις και ή ἀπάντησις, ήν ή Υμετέρα Έξοχότης θὰ εὐαρεστηθῇ να μοι ἀπευθύνῃ ἐπὶ του προκειμένου, ἀποτελέσουν συμφωνίαν μεταξύ των δύο Κυβερνήσεων.

Παρακαλῶ την Υμετέραν Έξοχότητα να εὐαρεστηθῇ να δεχθῇ την ἑκφρασιν της ἐξαιρέτου ὑπολήψεώς μου.

(Υπ) Στ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Έν Ἀθήναις τῇ 7ῃ Μαρτίου 1955

Αὐτοῦ Έξοχότητα
SIR CHARLES PEAKE, K.C.M.G., M.C.
ἐκτακτον και Πληρεξούσιον Πρέσβυν,
της Αύτης Βρετανικῆς Μεγαλειότητος
BPETANNIKH ΠΡΕΣΒΕΙΑ
ΑΘΗΝΑΙ

Αριθ. 64

(CD 518/7/55)

Κύριε Υπουργέ,

Έχω την τιμήν να βεβαιώσω λήψιν της υπό σημερινήν ήμερομηνίαν ὑμετέρας διακοινώσεως, εν τῇ ὁποία Η Υμετέρα Έξοχότης με ἐπληροφόρησεν ότι, ἐπὶ τῷ τέλει διακανονισμού των εκ της διοικήσεως της Δωδεκανήσου υπό των Βρετανικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν προκυπτόντων ζητημάτων, ή Ἑλληνική Βασιλική Κυβέρνησις εἶναι πρόθυμος να συνάψη μετά της Κυβερνήσεως της Αύτης Μεγαλειότητος εν τῷ Ένωμένῳ Βασιλείῳ της Μεγάλης Βρετανίας και της Βορείου Ίρλανδίας συμφωνίαν κατὰ τούς ἐξῆς ὅρους :

A. Η Κυβέρνησις της Αύτης Μεγαλειότητος εν τῷ Ένωμένῳ Βασιλείῳ παραιτεῖται

α) πάσης αξιώσεως απορρεούσης εκ τῆς ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος ἀναληφθείσης δαπάνης διὰ τὴν Βρεταννικὴν Στρατιωτικὴν Διοίκησιν ἐν Δωδεκανήσῳ

β) πάσης αξιώσεως διὰ τὸ ποσὸν Λιρετῶν Αἰγαίου 7.381.000, τὸ ὁποῖον εἶχεν εὑρεθῇ ἐν δεσμευμένῳ λογαριασμῷ παρὰ τῷ ἐν Ρόδῳ Ὑποκαταστήματι τῆς Τραπεζῆς τῆς Βρεταννικῆς Διοικήσεως καὶ εἶχε κατασχεθῇ ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν ἀρχῶν.

Β. Ἀπὸ μέρους της, ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις παραιτεῖται

α) πάσης αξιώσεως ἀποραιοῦσης εκ τῆς ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἐξαγορᾶς τῶν χαρτονομισμάτων τῆς Βρεταννικῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως, τῶν τεθέντων ἐν κυκλοφορίᾳ ὑπὸ τῶν Βρεταννικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Βρεταννικῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως,

β) ἐξ ὀνόματός της καὶ ἐξ ὀνόματος πάντων τῶν κατοίκων τῆς Δωδεκανήσου, πάσης αξιώσεως ἀπορρεούσης εκ τῆς ὑπὸ τῶν Βρεταννικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν κατοχῆς τῆς Δωδεκανήσου.

Γ. Ἡ παροῦσα συμφωνία καλύπτει πᾶσαν ἀπαίτησιν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ προσερχομένην εἴτε ἐξ οἰασδήποτε δαπάνης τῶν Βρεταννικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν, εἴτε εκ τῆς ἐπὶ

τόπου ἐγκαταλείψεως τροφίμων, ἢ εκ πάσης ἄλλης αἰτίας προκυπτούσης εκ τῆς ὑπὸ τῶν Βρεταννικῶν Ἀρχῶν ἀσκήσεως τῆς στρατιωτικῆς διοικήσεως τῆς Δωδεκανήσου.

Εἰς ἀπάντησιν ἔχω τὴν τιμὴν νὰ πληροφορήσω τὴν Ὑμετέραν Ἐξοχότητα ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας ἐγκρίνει τὰς ἀνωτέρω προτάσεις καὶ θὰ θεωρήσῃ τὴν ὑμετέραν Διακοίνωσιν καὶ τὴν παροῦσαν ἀπάντησιν ὡς ἀποτελοῦσας Συμφωνίαν μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων.

Δράττομαι τῆς εὐκαιρίας ἵνα ἐκφράσω πρὸς τὴν Ὑμετέραν Ἐξοχότητα τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ἐκτιμῆσεως μου.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7ῃ Μαρτίου 1955

(Ὑπ.) CHARLES PEAK

Αὐτοῦ Ἐξοχότητα

Κύριον Σ. Στεφανόπουλον

Ὑπουργὸν ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν

Ἑλληνικὸν Βασιλικὸν Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν

Ἀ θ ῆ ν α ς